

## **Conseil Municipal de la Ville de Montpellier**

---

**Séance ordinaire du  
mardi 3 avril 2018**

---

**PROCÈS-VERBAL**

---

## **Ordre du jour du Conseil municipal**

**Séance ordinaire du mardi 3 avril 2018  
18h00 - Salle du Conseil**

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

1. Taux d'imposition de la Ville de Montpellier pour 2018
2. École d'Application de l'Infanterie  
Concession d'aménagement Ville/SA3M  
Approbation de l'avenant n°7
3. ZAC Nouveau Saint Roch  
Demande d'agrément de candidature  
NEXITY LOT VII.2
4. ZAC Nouveau Saint Roch  
Demande d'agrément de candidature  
CORIM lot VII.1
5. ZAC Nouveau Saint Roch  
Demande d'agrément de candidature  
ACM LOT VII.3
6. ZAC EAI  
Demande d'agrément de candidature  
Bâtiment 0021 « Grande halle »  
SCIC TROPISME
7. ZAC Port Marianne - République - Déclaration de projet préalable à la demande de déclaration d'utilité publique (DUP) valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme
8. FONCIER  
Zone d'aménagement concerté Port Marianne - République  
Arrêt du dossier d'enquête parcellaire
9. Port Marianne - Secteur de La Baume - Instauration d'un périmètre d'étude (article L.424-1 du code de l'urbanisme)

10. Quartier Centre  
Secteur les Aubes  
Instauration d'un périmètre d'étude  
(article L424-1 du code de l'urbanisme)  
Approbation
11. Quartier des Cévennes - Quartier Croix d'Argent  
Secteur « Lavérune-Recambale »  
Instauration d'un périmètre d'étude  
(art. L424-1 du code de l'urbanisme)  
Approbation
12. PÉRIMÈTRE DE SAUVEGARDE DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT DE PROXIMITÉ  
Préemption du fonds de commerce 26 et 28 rue du Faubourg du Courreau  
Lancement de la procédure de rétrocession et approbation du cahier des charges
13. PÉRIMÈTRE DE SAUVEGARDE DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT DE PROXIMITÉ  
Préemption du fonds de commerce 38 rue du Faubourg du Courreau  
Lancement de la procédure de rétrocession et approbation du cahier des charges
14. FONCIER  
Cession à la SA3M de la parcelle cadastrée CD 817  
Rue Proudhon
15. MONTPELLIER GRAND CŒUR  
Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Montpellier, pour les travaux de requalification des espaces publics aux abords du nouveau monument à la mémoire des Montpelliérains morts pour la France, le « Jardin des Héros ».
16. MONTPELLIER GRAND CŒUR  
Avenant à la concession d'aménagement Grand Cœur SA3M pour la réalisation du nouveau monument à la mémoire des Montpelliérains morts pour la France, le "Jardin des Héros", et les travaux de requalification de l'espace public environnant.
17. Rénovation de l'Eglise Saint-Roch  
Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux
18. DOMAINE DE MERIC  
Travaux de rénovation - Autorisation d'urbanisme
19. Délégation de Service Public Fourrière Automobile  
Cession du contrat de délégation de service public  
de la société Enlèvement et Gardiennage Services (E.G.S)  
à la société Enlèvement et Gardiennage Services Montpellier,  
(E.G.S Montpellier), société dédiée  
AVENANT N°1

20. Programme de Vidéoprotection Urbaine  
Année 2018
21. Mise à disposition des salles à titre gratuit dans les maisons pour tous
22. Mise à disposition de locaux associatifs en créneaux horaires  
Approbation des loyers et redevances minorés  
Autorisation de signer les conventions
23. Affaire retirée
24. Écoles privées sous contrat d'association : participation financière de la Ville pour l'année 2017-2018
25. Dénomination de la nouvelle école Jeanne Moreau  
Site de l'E.A.I.
26. Participation de la Ville aux séjours de vacances pour l'été 2018
27. Attributions de subventions Propositions Artistiques et Culturelles pour les Écoles - Exercice 2018
28. Attributions de subventions Classes de Découverte neiges et vertes - Exercice 2018
29. Création d'un plateau sportif partagé et construction d'un restaurant scolaire  
écoles quartier Mosson - Demandes d'autorisations d'urbanisme
30. École Eugène Pottier  
Réaménagement des sanitaires - Dépôt d'une déclaration préalable - Demande de Subventions
31. École élémentaire Painlevé  
Sécurisation et transformation des clôtures - Demande d'autorisation d'urbanisme
32. Aménagement d'un local de stockage de matériel  
Complexe Sportif Veyrassi - Terrain de Baseball  
Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux
33. Mise à disposition des installations sportives et locaux associatifs  
Approbation de redevances minorées  
Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public
34. MARATHON DE MONTPELLIER  
Valorisation de l'aide logistique apportée par la Ville pour l'édition 2018  
Approbation des subventions en nature
35. QUARTIER CROIX D'ARGENT  
Dénomination de la salle de boxe Le Christalys  
"Mohamed Ali"

36. QUARTIER CENTRE  
Dénomination du multisports les Arceaux  
"Jamel Saihi"
37. Bourse Initiatives Jeunes 2018 - Participation de la Ville
38. Carte Été Jeunes 2018 - Attributions à titre gratuit
39. Attribution de subventions à diverses associations Politique de la Ville - Exercice 2018
40. Regroupement des établissements d'accueil municipaux "Pinocchio" et "l'Ile au Trésor" -  
Approbation de l'opération -Autorisation de signer le permis de construire-Demande de  
subvention- Dénomination de la crèche
41. Multi accueil associatif « La Belle Journée »  
Convention de location  
Ville de Montpellier / Fédération Départementale des Familles Rurales de l'Hérault
42. Convention Ville / MSA relative au versement de la prestation de service "Accueil du jeune  
enfant"
43. Réservation de berceaux municipaux au profit d'organismes publics ou privés.  
Établissement du tarif 2018
44. Contrat d'exposition entre l'association CARIBAEA INITIATIVE et la Ville de Montpellier  
Exposition "La vie sauvage au Macaya"
45. Contrat d'exposition entre Mathieu Foulquié et la Ville de Montpellier  
Exposition "Le Lez subaquatique par Mathieu Foulquié"
46. Lieux d'art et d'Histoire de la Ville de Montpellier  
Approbation du règlement intérieur
47. Comédie du Livre 2018  
convention de partenariat entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole pour  
l'organisation de la 33e Comédie du Livre
48. Culture - Lieux d'art et d'histoire - Convention avec le Mémorial de la Shoah de Paris
49. Culture  
Attribution de subventions à des associations culturelles et annulation d'attribution à une  
association - Exercice 2018
50. Chapelle de l'œuvre de la Miséricorde : restauration du tableau de la Sainte Famille avec saint  
Jean-Baptiste et sainte Anne de Reynaud Levieux (1613-1699) - Avenant à la convention  
d'accueil de l'œuvre dans les locaux du Centre Interdisciplinaire de Conservation et de  
Restauration du Patrimoine « Belle de Mai »

51. ZAT 12 - Partenariats relatifs à la mise à disposition d'espaces et appui à l'organisation de la manifestation
52. ZAT 12 - Partenariat relatif à la participation de Radio Clapas à la manifestation
53. Convention de partenariat entre Radio Nova, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
54. Tarifs 2018 pour la Ville de Montpellier - Modifications relatives à la tarification des établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE), et précisions relatives à la tarification du stationnement et des redevances d'occupation du domaine public
55. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018
56. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SANTE - Exercice 2018
57. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique VIE ASSOCIATIVE - Exercice 2018
58. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique INTERNATIONAL - Exercice 2018
59. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2018
60. Attributions et modifications d'attributions de subventions - REUSSITE EDUCATIVE - Exercice 2018
61. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SERM - Opération d'aménagement Jacques Cœur - 2 000 000 € La Banque Postale - Exercice 2018
62. Réitération d'une garantie d'emprunt pour le réaménagement de prêts contractés par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine - Opération d'aménagement PETIT BARD - Caisse des dépôts et Consignations - Exercice 2018
63. Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances – Désignations
64. Achats de mobiliers de bureau et de collectivité - Appel d'offres  
Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.
65. Mise à disposition de locaux associatifs  
Autorisation de signer les conventions d'occupation - Approbation des loyers minorés  
Renouvellement de convention
66. Conventions de mise à disposition de services ascendante et descendante entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole concernant les systèmes d'information
67. Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Création d'un service commun de Direction Énergie et Moyens Généraux - Convention- Autorisation de signature

68. Instauration du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel - Refonte du Régime Indemnitaire des catégories A, B et C – Approbation
69. Mise à disposition d'un agent de catégorie A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier.
70. Mise à disposition de deux agents de catégorie B auprès du Relais la Maison des Enfants dans la Ville
71. Mise en place d'un Plan De Mobilité (PDM) harmonisé de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole
72. Modification du tableau des effectifs
73. Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville

## Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

---

**Séance ordinaire du mardi 3 avril 2018**

---

### Procès-verbal

---

**Convoqué le mardi 27 mars 2018, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le mardi 3 avril 2018 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents excusés:**

Henri de VERBIZIER ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL.

**Absents:**

Robert BEAUFILS, Thibault RASSAT.

**Monsieur le Maire :** Je déclare ouverte la séance du Conseil municipal de ce jour. Je vais demander à Mademoiselle BODKIN de venir faire l'appel et de se positionner à la tribune.

*Madame Maud BODKIN procède à l'appel.*



**Madame BODKIN** : L'appel est clos, Monsieur le Maire.

**Monsieur le Maire** : Merci, Mademoiselle BODKIN. Le quorum est largement atteint. Je vous proposerai, pour commencer cette séance, d'avoir un instant de recueillement, comme nous l'avons fait à la métropole, pour les victimes du terrorisme à Trèbes et Carcassonne. Je voudrais également joindre à cette minute de silence Madame Mireille KNOLL, qui a été assassinée à Paris, parce que juive.

*Minute de silence.*

**Monsieur le Maire** : Je vous remercie. Je voudrais également avoir une pensée pour Eliette HERMANN qui a été collaboratrice, ici à la mairie de Montpellier, de Georges FRECHE de nombreuses années et qui a marqué de son empreinte tous ses amis et collègues de travail dont je me fais l'interprète ce soir pour présenter à ses proches, à sa famille, toutes nos condoléances. J'assisterai à ses obsèques jeudi avec Annie YAGUE et d'autres élus bien sûr s'ils le souhaitent.

Je voudrais également vous dire que j'ai reçu de très nombreuses lettres qui émanent des Montpelliérains et qui nous demandent de consacrer une rue, une place, un lieu particulier de la ville pour honorer le colonel Arnaud BELTRAME. Je dis aux Montpelliérains que leur vœu sera exaucé évidemment, et que nous donnerons à Arnaud BELTRAME la place qu'il mérite pour son acte d'héroïsme.

J'en viens maintenant à l'actualité et je voudrais également indiquer ce que j'ai déjà dit au Conseil de Métropole. C'est la condamnation ferme des événements et des violences qui se sont produites contre les étudiants de la faculté de droit par des personnages cagoulés. Je condamne cette violence. Je demande que toute la vérité soit faite sur cette affaire. Je me suis déjà exprimé dans ce sens. L'université est un lieu d'enseignement, de transmission du savoir et, en aucun cas, ne doit devenir le théâtre de tels agissements. Il contribue à stigmatiser la ville de façon négative. Et en tant que maire, je m'insurge sur cette façon de procéder.

Je voudrais aussi vous donner plusieurs informations. Ce matin devait avoir lieu la conférence de presse sur Saperlipopette au Département Domaine d'ô. Et je voudrais m'excuser auprès de tous les journalistes qui se sont déplacés pour rien. C'est de ma faute. Je l'assume. J'ai annulé un quart d'heure avant la conférence de presse cette rencontre. Je l'ai fait parce qu'un bug s'est produit dans l'information qui a été transmise au Conseil départemental et que le Conseil départemental n'avait pas l'information de l'heure de la conférence de presse. Si j'avais poursuivi, nous aurions fait une conférence de presse sans le Conseil départemental qui est pourtant financeur. Après avoir moi-même téléphoné au vice-président chargé de la culture, mon ami Renaud CALVAT, il n'a pu se libérer dans les temps impartis, et cela est normal. La Métropole et la Ville ne pouvaient pas faire cette conférence de presse sans le Conseil départemental. Je l'ai annulé et j'en assume les conséquences. Je prie les journalistes de bien vouloir m'en excuser. Nous avons assez de raisons de ne pas être d'accord sur certains dossiers pour éviter ce type d'événements qui pourraient devenir des nids à polémique. Donc voilà, je m'en excuse platement.

Je voudrais également corriger une fausse information qui a été donnée dans la presse nationale et régionale qui a indiqué que les services de collecte et de traitement des ordures ménagères avaient été interrompus à Montpellier comme dans d'autres villes. À Montpellier, ce n'est pas le cas. Je demande donc aux médias de corriger.

Autre information : demain matin, je tiendrai à 11 heures une conférence de presse sur les archives municipales de Montpellier et sur le projet des archives en examinant tous les contours du dossier.

Je voudrais également vous faire part de la démission de notre collègue Thibault RASSAT, ancien adjoint chargé du quartier Mosson pour des raisons personnelles. Il sera remplacé par Daniel BOULET qui a été, en son temps, collaborateur de Georges FRECHE et qui, en tant que communicant, a créé « Montpellier la surdouée ».

Je voudrais également vous transmettre deux courriers de remerciements et de félicitations. Tout d'abord, celui du ministre de l'Intérieur, Gérard COLLOMB, qui s'est félicité par courrier et nous a remercié de sa visite faite à Montpellier dans le quartier Mosson. Et puis un courrier émanant du chef de cabinet du président de la République nous félicitant pour l'exposition et la commémoration de la bataille de Stalingrad.

Je vais maintenant passer aux deux événements plus joyeux qui nous rassemblent aujourd'hui et je vais donc demander au groupe de hip-hop « Géométrie » variable de venir à mes côtés. Ce soir, j'ai changé un peu la méthode. J'ai fait comme Delahousse quand il a invité Maître Gims et Vianney. Le groupe de danse hip-hop « Géométrie » variable est composé de cinq danseurs : Jibril Maillot, Montpellier, Kanon Zouzoua, Montpellier, Boussid Ait-Atmane, Ammar Benbouzid et Sadek Berrabah, Montpellier, ainsi que Ammar Dirk, la distribution du spectacle bien sûr, qui ont été révélés dans l'émission « La France a un incroyable talent » sur M6 dont ils ont été finalistes. Le groupe se produit aujourd'hui dans le monde entier : États-Unis, Allemagne, Maroc. Ils portent également haut les couleurs de Montpellier sur Internet où ils cumulent des millions de vues sur YouTube et Facebook. Le groupe « Géométrie variable » se distingue avec une danse urbaine singulière où ils jouent avec les lignes de leur corps dans l'espace, créant une atmosphère singulière, mêlant la performance artistique aux alignements géométriques. Leur danse, « Tetris » adaptée du jeu vidéo, a notamment contribué à leur popularité et à leur succès. Ils sont décrits ainsi : « Eux font de la géométrie en dansant, jouant avec le graphisme de leur corps, leur performance mêle figures mathématiques et poésie sans que cela ne gêne. » C'est *Midi Libre*, le 11 décembre 2017. Deuxième témoignage : « J'ai adoré le groupe. La géométrie est peut-être variable, mais le talent est constant. Ce sont des ambassadeurs de la danse qui ont su créer leur univers sur scène. » C'est le jury de l'émission M6. Nous nous sommes rencontrés à la mairie. Ils ont accepté de venir à l'Hôtel de Ville. Ils ont fait un article dans « *Montpellier, notre ville* », de mars 2018. C'est notre collègue Sophia AYACHE, qui va me rejoindre, qui me les a présentés. Ils proposent gratuitement une grande répétition le 6 mai 2018 afin de tourner un clip chorégraphique géant avec près de 500 jeunes Montpelliérains dans un lieu emblématique de la Ville choisi par nous, ensemble. Ils ont un projet qui est en cours de discussion afin de proposer aux Montpelliérains une *battle* de différents styles de danse le 17 juin à la salle des rencontres. C'est un grand merci que je leur adresse. Un merci, je dirais, amical et sincère, parce que lorsque nous leur avons proposé de venir, ils ont dit oui tout de suite, avec beaucoup de gentillesse et d'amitié. Je vais leur laisser la parole et ils vous feront 4 minutes de démo. J'y ai eu droit déjà, en privé, mais je pensais que cela était bien pour les Montpelliérains de voir cette danse qui est très particulière et qui les amène à se produire partout dans le monde.

*Applaudissements.*

**Sadek BERRABAH** : Bonsoir à toutes et à tous. Je pense que Monsieur le Maire a tout dit. Nous sommes un groupe, « Géométrie variable », composé de cinq membres. Je me présente, Sadek Berrabah. Nous avons Kanon Zouzoua, Boussid Ait-Atmane, Ammar Benbouzid et Jibril Maillot.

*Applaudissements.*

**Sadek BERRABAH** : Merci. Le collectif aimerait vraiment remercier Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, maire de Montpellier et président de la Métropole, qui a tenu à nous rencontrer pour nous féliciter d'être arrivés jusqu'en finale de « La France a un incroyable talent » et pour notre parcours. Nous sommes vraiment – excusez-moi, j'ai choisi la danse pour m'exprimer, pas la parole – heureux et reconnaissants d'avoir un maire qui soit ouvert à la diversité et qui propose à notre territoire montpelliérain une richesse culturelle et donne une place à part entière à la danse hip-hop. Nous aimerions aussi remercier Madame AYACHE sans qui notre présence ici ne serait pas possible. C'est vraiment elle qui a fait le lien entre Monsieur SAUREL et nous. Elle met tout son cœur à proposer des projets mêlant la ville, la mairie de Montpellier et les artistes de Montpellier. Merci, Madame AYACHE.

*Applaudissements.*

**Sadek BERRABAH** : Voilà, je pense que Monsieur SAUREL a tout dit tout à l'heure. Je n'ai presque plus rien à dire. Vous pouvez nous suivre sur les réseaux sociaux, Facebook, la page Géométrie variable, Instagram, la page «Géométrie variable », et voilà, place au spectacle.

*Applaudissements.*

*Démonstration du groupe «Géométrie variable».*

*Applaudissements.*

**Monsieur le Maire** : Sur le dernier livre «*Montpellier, citoyens du monde*», nous avons fait figurer la danse plutôt qu'un paysage qui pourrait être critiqué parce qu'on aurait pu nous dire : « Vous avez pris celui-là, pourquoi pas un autre ? ». J'ai pensé que c'était mieux de faire figurer la danse. Je crois que nous ne nous sommes pas trop trompés.

*Applaudissements.*

**Monsieur le Maire** : Nous allons passer maintenant à la remise de la médaille de citoyen d'honneur de la Ville pour Anne-Marie Conte-Privat à qui je vais demander de me rejoindre sur scène.

*Applaudissements.*

**Monsieur le Maire** : C'est avec un immense plaisir qu'aujourd'hui j'ouvre cette séance du Conseil municipal de la Ville avec Anne-Marie Conte-Privat, pour plusieurs raisons. D'abord, c'est une amie, oui, mais c'est surtout une bénévole passionnée qui a mis tout son dynamisme au service de la célébration du Saint-Roch international, c'est-à-dire le patron des Montpelliérains. Anne-Marie est native de Tunisie. Elle est née de parents siciliens.

Vous avez une dizaine d'années lorsque, à la fin des années 1950, vous arrivez à Montpellier. Vous n'en partirez plus. Outre un attachement indéfectible à la ville, vous l'êtes tout autant à votre famille, à vos traditions, à la culture et vous avez toujours les regards tournés vers l'autre. Passionnée par l'archéologie et l'histoire, votre intention première était de faire l'école du Louvre. Ce regard que vous avez toujours tourné vers d'autres fait que, après des études secondaires au lycée Clemenceau, vous obtenez un diplôme d'État d'infirmière hospitalière. Vous travaillez au centre anti-cancéreux, puis en médecine psychologique de l'enfant et de l'adolescent pendant 15 ans. En même temps, vous suivez une formation de conseillère de santé, de sophrologie, d'initiation à l'analyse transactionnelle, ainsi qu'un DEUG à l'université de Montpellier en sociologie,

ethnologie et en histoire de l'art. Il était écrit que les chemins de Saint-Roch et votre itinéraire personnel devaient se rencontrer. En effet, vous voilà gérante de la galerie de la Loge, boutique de cadeaux annexée à un débit de tabac, qui est aussi la maison natale de Saint-Roch. Nous sommes au 19 bis de la rue, dans cette maison boutique, au fond de laquelle se situe le puits dont l'eau est considérée comme guérissante. En 1995, vous devenez la présidente fondatrice de l'association internationale Saint-Roch de Montpellier. L'ambition est claire : il s'agit de créer localement une synergie pour promouvoir la connaissance et le rayonnement de Saint-Roch de Montpellier et l'amplifier au niveau international. Vous allez remplir cette mission avec une abnégation de tous les instants, toujours en action et préoccupée par autrui.

Le culte de Saint-Roch est célébré dans le monde entier. C'est même aujourd'hui l'un des saints les plus vénérés dans le monde. Protecteur des pèlerins, mais aussi des paysans, des animaux domestiques, il jouit d'une notoriété plus grande encore à l'étranger qu'à Montpellier. Pourtant, selon le Petit Thalamus, le premier cérémonial des fêtes de la Saint-Roch daterait de 1387. De même, plus de 9 000 paroisses lui sont dédiées.

Dès 2005, vous êtes membre du comité international de recherches historiques et scientifiques sur Saint-Roch et l'époque médiévale. En parallèle, et durant dix ans, vous serez aussi commissaire d'agrément et de classement des gîtes de France et des meublés touristiques pour le département de l'Hérault. En 2005, il se passe un autre événement d'importance. La gare de Montpellier devient celle de Montpellier Saint-Roch. C'est vous, Anne-Marie Conte-Privat qui avez glissé cette proposition à l'oreille du maire d'alors, Georges FRECHE. Cette nomination a permis de renforcer l'identification de Montpellier à son saint patron. Saint-Roch est maintenant nommé Saint-Roch de Montpellier, comme le sont Saint-Antoine de Padoue ou Saint-François d'Assise. C'est aussi le fruit de nombreux colloques, déplacements et conférences portés par l'association internationale Saint-Roch de Montpellier, ainsi que des publications dont l'ouvrage *Saint-Roch de Montpellier, pèlerin de l'absolu*. Les fêtes de la Saint-Roch sont à la fois cultuelles et culturelles, mais elles ont aussi vocation à attirer de nombreux touristes dans la Ville. L'association internationale l'a compris depuis longtemps et a su développer un réseau d'associations dédiées à la connaissance et à la valorisation du saint natif de Montpellier, venues du Canada, d'Italie, du Portugal. Chaleureuse, généreuse et manageuse, emprunte d'humanisme et dotée d'un sens élevé de l'engagement, ainsi va Anne-Marie Conte-Privat.

Depuis 2013, sous votre impulsion, un gros travail est réalisé pour faire de Montpellier une ville à part, vouée à son saint. Je souligne également l'organisation à Montpellier en 2017, de cet important colloque sur le tourisme spirituel avec Atout France et des personnalités émérites. Beaucoup d'avancées ont été faites grâce à votre dynamisme et aux équipes qui vous entourent. Au cœur du centre historique, le sanctuaire Saint-Roch, dans l'église du même nom, accueille chaque année près de 150 000 visiteurs. Une visite citadine sur les pas de Saint-Roch, d'ordinaire organisée uniquement pendant les fêtes de l'office de tourisme, est en passe d'être pérennisée, accompagnée de dépliants en quatre langues.

En 2016, vous êtes administratrice de l'office du tourisme de Montpellier Méditerranée métropole. Je crois que j'ai à peu près fait le tour de votre bouillonnante et créative activité hors du commun. Nous avons coutume de dire que personne n'est irremplaçable. Pour autant, vous êtes, Anne-Marie, une denrée rare. C'est pour cela que nous avons décidé de vous remettre la médaille de citoyen d'honneur de la ville de Montpellier pour tout ce que vous faites pour notre ville et pour ses habitants.

*Applaudissements.*

**Anne-Marie Conte-Privat :** Me voici bien ennuyée parce que, mon cher Philippe, tu as dit beaucoup de choses. Tout d'abord, mesdames et messieurs, bonsoir. Bravo à «Géométrie variable », ces découvreurs de poésie visuelle contemporaine qui m'ont franchement bluffée.

Monsieur le Maire, mon cher ami Philippe, je souhaite vous dire tout d'abord combien je suis sensible à cette distinction et émue. Encore une fois, nous voici réunis par Saint-Roch après 23 ans où, ensemble, nous avons œuvré pour lui. Je suis arrivée avec ma famille à Montpellier en 1958. J'avais dix ans et j'y suis restée. Cela fait 60 ans. J'ai aimé d'emblée cette ville et cela s'est conforté au fil des années. Elle a su préserver un art de vivre, ancré dans son patrimoine et ses traditions tout en se projetant vers le futur. Ville ouverte, cette soirée en est encore la preuve. L'implication au niveau associatif est de soi. Et je l'ai fait de façon éclectique. Des souvenirs, j'en ai plein la Ville. Alors la rencontre avec Saint-Roch de Montpellier était inévitable. Je l'ai découvert à travers l'association Montpellier Venise, que nous avons créée avec un ami vénitien et ma sœur Christiane. Nous avons été stupéfaits de voir combien il était connu et vénéré. Cela nous a amenés à créer autour du personnage, en sa ville natale, une synergie la plus large possible pour promouvoir la connaissance et le rayonnement de Saint-Roch de Montpellier, à Montpellier et dans le monde, comme vous l'avez dit.

Ainsi est née l'association internationale Saint-Roch de Montpellier, association laïque, fédérant quartiers, associations, confréries, corporations et tout regroupement lié à Saint-Roch de par le monde. Il en existe 388 en ce moment. Dans le respect parfait de toutes les différences, parfaitement indépendantes de toute appartenance politique, religieuse ou autre. Nous avons pour dénominateur commun qu'œuvrer pour Saint-Roch de Montpellier, modèle d'humanité pour l'homme contemporain, c'est œuvrer pour Montpellier, pour son patrimoine, pour sa tolérance, pour sa terre d'accueil et de savoir, qui ne s'est jamais démenti à travers les siècles. Le nom de Saint-Roch, patron des pèlerins quelle que soit leur destination, certes est lié au culte et aux traditions populaires religieuses, mais il est aussi lié à des initiatives de nature sociale et culturelle, à des activités caritatives et de bienfaisance qui touchent l'ensemble des populations et ceci, nous avons pu le vérifier dans le monde entier. Ces actions adhèrent de la manière la plus simple et la plus cohérente, non seulement au principe de la foi, mais aussi à celle de l'humanité. Il est plus que jamais le modèle parfait de l'altruisme, de la solidarité, de l'engagement, comme nous le décrivions de nos jours. Ce qui fait de lui, par excellence, le véhicule de transmission d'un message universel de valeur religieuse mais aussi civile, de solidarité chrétienne et d'éthique laïque, enfin de vraie fraternité, au-delà de chaque division, chaque contraste, chaque mur d'intolérance et de racisme. Il est un formidable point d'articulation entre les hommes. Nul doute que nous l'aurions trouvé cité dans « *La Divine Comédie* », cette œuvre d'édification intellectuelle, morale et spirituelle de l'humanité, si Dante n'était pas né près d'un siècle avant Saint-Roch.

Voilà, je voulais vous partager le moteur de notre enthousiasme et de notre détermination. Et il en a fallu, n'est-ce pas, mon cher Philippe, pour démontrer encore et encore tout ce qu'il pouvait apporter à notre Ville, et avec une voile en marée haute, encreée dans une évidence, donner beaucoup de temps, ne pas se laisser parasiter par les fins de non-recevoir et autres difficultés de tout poil, soutenu par les encouragements émus des Montpelliérains, qui nous arrêtent dans la ville, et pas seulement autour du 16 août, pour nous remercier, souvent avec beaucoup d'émotion. Je ne reviendrai pas sur tout ce qui a été fait, qui fait de Montpellier l'épicentre, la référence en ce qui le concerne. Ville de pèlerinage sur le chemin de Saint-Jacques, certes, mais à présent aussi ville de pèlerinage à Saint-Roch. Une ville de tourisme spirituelle dans le sens le plus large du terme. Les touristes, visiteurs et pèlerins sont toujours plus nombreux. Certes manne économique, mais aussi gardons bien à l'esprit que le tourisme est perçu comme un moyen de rapprochement entre les peuples et de paix, et qu'il est aussi un facteur d'ouverture et de mise en valeur des cultures locales, qu'il s'adresse au pratiquant, au pèlerin, au simple touriste et néophyte. Cela fait plusieurs années

que nous travaillons en ce sens. Nous espérons à présent que se mettent en place des pactes touristiques pour ces visiteurs et pèlerins, qu'ils soient individuels ou en groupe.

Maintenant, les remerciements. Je commencerai par les personnes aujourd'hui disparues : Margaux et Pierre CONTE, Luc MARTIN, Georges FRECHE, Marie-Benoît de PONCHON, Martine GASSIER, les pères Cavaillès et Alignan, Mélanie PRIETO et Monique SURGUS, qui était aussi la compagne de mon ami Claude, qui est décédé aujourd'hui et qui me disait il y a encore trois jours combien elle aurait voulu être parmi nous. Je suis très émue aussi pour cela. Il faut dire que Monique, c'est elle qui m'avait installée dans cette maison de Saint-Roch et nous avons beaucoup sympathisé, elle était partie prenante d'emblée. Je lui avais dit : « Mon dieu, tous ces gens qui viennent pour la distribution d'eau ! » Elle m'avait répondu : « Ne t'inquiète pas. » Elle a appelé son directeur et elle est arrivée avec ses collègues des impôts. Le directeur avait donné un jour de congé pour qu'ils puissent venir m'aider. Voilà qui était Monique.

À présent, je remercie – elle a voulu rester en haut, là-bas – Geneviève LETANG, ma vieille complice – pas par l'âge, bien entendu Geneviève. Ceux de la première heure : Claude bien entendu, Jean-Jacques PERROS, Jacqueline LACROIX, Michel SPITER, Agnès CHANTON, Georges et Christine DUBEYLAC, Annick LECURIEUX, Aline LABROUSSE, Patrick MULA. Et que me pardonnent tous les autres, je ne peux pas tous les citer. Et puis bien sûr ma famille qui m'a toujours soutenue, aidée activement, et qui a participé, jusqu'à Alexandre, le petit dernier, aux manifestations en l'honneur de Saint-Roch. Ma sœur Christiane en particulier, et puis Rachel PHILIPPE qui, pour les besoins de la cause, était tour à tour tireuse du puits, dauphin de France, ange pour les pastorales et spectacles, distributrice de programmes et affiches, et qui me supporte quand je suis immergée pour la préparation des fêtes et rencontres de Saint-Roch.

Cette distinction, je la partage avec tous, ici, et vous d'Italie, d'Espagne et du Portugal, je sais que vous êtes devant vos écrans. J'ai eu Claudio BRAGUERRI (« Caro amico, Paolo e Claudio, a presto in Italia »). Merci aussi à la baronnie de Caravètes, toujours présente, et à tous nos partenaires. Merci au sanctuaire Saint-Roch, merci Christiane, je sais que tu es là aussi pour les fêtes de Saint-Roch, et la confiance témoignée pour l'articulation toujours harmonieuse et nuancée. Et puis merci Madame Valérie BARTHAS-ORSAL pour vos encouragements, votre écoute, votre disponibilité, votre amitié. Merci aussi aux élus qui nous ont manifesté leur sympathie, leur intérêt et pour leur aide aussi. Merci aux différents services de la Ville et au Cabinet.

C'est presque fini, mais pas tout à fait. Ceux qui me connaissent savent que je suis cash et que je parle sans ambages. Je dois remercier une personne tout particulièrement. Quelqu'un qui est toujours à nos côtés, et bien entendu qui est là tous les 16 août, parce que peut-être – et je suis profondément sincère, Philippe – que s'il n'avait pas toujours été là, et ce depuis 1995, toujours disponible, à m'encourager, à nous aider, toujours présent, prêt à réagir au pied levé, pour venir nous sauver de situations quelquefois épineuses, faire face avec nous aux difficultés, peut-être que j'aurais jeté l'éponge car il y aurait eu des moments où nous nous serions sentis très seuls. Il est difficile de prêcher dans le désert ou de tendre l'autre joue quand on ne s'appelle pas Jésus, n'est-ce pas. Cette confiance d'emblée et réciproque ne s'est jamais démentie, Philippe, et je l'affirme ici. Je suis très émue, parce qu'aujourd'hui c'est en tant que maire de la Ville de Montpellier qu'il me remet cette citoyenneté d'honneur. Tout un symbole. Pour me remettre, il va me falloir user dès mon retour d'une tisane dont seuls quelques initiés dans cet art connaissent la recette et la provenance. Merci encore de l'honneur qui m'est fait et bon Conseil municipal.

*Applaudissements.*

**Monsieur le Maire :** Je vous propose de passer à l'ordre du jour. L'ordre du jour comporte – en saluant toute l'association Saint-Roch international et en les remerciant d'être là – 72 affaires. L'affaire n° 1 concernant les taux d'imposition de la Ville pour 2018 et l'annexe qui vous a été envoyée ont été modifiés. L'état de notification 1259 transmis par la Direction Générale des Finances Publiques était erroné. La version corrigée de l'affaire et de l'annexe vous a été déposée sur les tables. L'affaire 23 a été retirée. L'ordre du jour comporte donc 72 affaires. Je mets aux voix l'ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ).

**Monsieur le Maire :** Vous avez pris connaissance du procès-verbal de la séance du 1<sup>er</sup> février 2018. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, le procès-verbal est adopté à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 2 voix (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO).

**Monsieur le Maire :** Vous avez pris connaissance également des décisions. Qui demande la parole ? Monsieur BOUMAAZ.

**Monsieur BOUMAAZ :** Très rapide, Monsieur le Maire. C'est juste pour informer les Montpelliérains que, lors du dernier Conseil municipal, je vous avais demandé des explications sur les décisions que vous aviez prises hors Conseil municipal. Vous aviez dit que vous répondriez à toutes ces questions et, aujourd'hui, nous n'avons toujours pas de réponse. Voilà tout simplement ce que j'avais à dire. Ou sinon, pour les décisions que vous avez prises entre les deux conseils municipaux, jusqu'ici tout va bien.

**Monsieur le Maire :** Ok. Le prochain Conseil municipal de la Ville aura lieu le 3 mai à 18 heures.

## **1. Taux d'imposition de la Ville de Montpellier pour 2018**

Le Débat d'Orientation Budgétaire du 23 novembre 2017 et le Budget Primitif 2018 adopté le 21 décembre 2017 ont acté, pour la 5<sup>ème</sup> fois sur la mandature, le strict respect de l'engagement de la majorité municipale : **0% d'augmentation des taux d'imposition.**

Il convient aujourd'hui de confirmer ce choix par le vote des taux de la fiscalité directe locale 2018.

Les recettes fiscales d'une collectivité résultent du produit entre les bases d'imposition (déterminées par les services fiscaux) et les taux (votés par l'assemblée délibérante).

### **Notification des bases d'imposition :**

La revalorisation forfaitaire des bases pour 2018 est de 1,2%.

Les bases prévisionnelles de Montpellier notifiées par les services fiscaux pour 2018 sont de :

- Taxe d'habitation : 359 008 000 euros
- Taxe foncière sur les propriétés bâties : 367 192 000 euros
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 533 500 euros

### **Evolution des taux d'imposition : 0% d'augmentation**

Conformément à l'engagement pris, il est proposé à notre assemblée de fixer une évolution des taux d'imposition de Montpellier pour 2018 de + **0%**.

Ce choix solidaire est en outre conforté par notre bouclier social qui emporte des allègements représentant pour les Montpelliérains environ 17 M€ de cotisations non perçues, au titre de la taxe d'habitation 2017.

### **Produit d'imposition pour 2018 :**

Le produit d'imposition prévisionnel pour 2018 s'établit comme suit :

| <b>Taxes</b>                | <b>Bases<br/>d'imposition<br/>2018</b> | <b>Taux<br/>d'imposition<br/>2018</b> | <b>Evolution<br/>des taux<br/>en 2018</b> | <b>Produit<br/>d'imposition<br/>2018</b> |
|-----------------------------|--|---------------------------------------|---|--|
| Taxe d'habitation           | 359.008.000 €                          | 22,49 %                               | 0%  | 80.740.899 €                             |
| Taxe foncière (Bâti)        | 367.192.000 €                          | 31,18 %                               | 0%  | 114.490.466 €                            |
| Taxe foncière (Non<br>bâti) | 533.500 €                              | 112,71 %                              | 0%  | 601.308 €                                |
|                             |  |                                       | <b>TOTAL</b>                              | <b>195.832.673 €</b>                     |

De plus, les services fiscaux ont fourni les éléments prévisionnels 2018 nécessaires au calcul de la majoration de 20% de la cotisation communale des logements meublés non affectés à l'habitation principale (mesure votée par le Conseil Municipal le 19 février 2015) : la majoration des bases prévisionnelles concernées s'élève à 3.920.362 euros pour un produit de 881.689 euros.

Ainsi, le produit d'imposition prévisionnel pour 2018 s'élèvera à 196 714 362 euros.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :**

- fixer les taux d'imposition 2018 à l'identique de ceux de 2017, conformément à nos engagements :
  - Taux de Taxe d'Habitation : 22,49%
  - Taux de Taxe sur le Foncier Bâti : 31,18%
  - Taux de Taxe sur le Foncier Non Bâti : 112,71%
- approuver le produit d'imposition qui s'établira comme présenté ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.



**Monsieur LEVITA :** Monsieur le Maire, mes chers collègues, vous avez dans la délibération les taux d'imposition de la Ville de Montpellier pour 2018. Il n'existe pas de suspense. Vous savez que je vous propose, pour la 5<sup>e</sup> fois, depuis 2014, de ne pas y toucher, de laisser inchangé le taux de la taxe d'habitation à 22,49, la taxe foncière à 31,18 et la taxe foncière non bâtie à 112,71, ce qui nous permet de prévoir un produit d'imposition à 195 832 673. Ce chiffre, vous le rapprochez de celui que nous avons présenté dans le budget, qui était un chiffre prévisionnel et qui était à 193 150 000. En fait, ce n'est pas tout à fait cela. 195 millions, c'est avec les trois taxes. Il faut ajouter le produit d'imposition pour les 20 % sur la cotisation pour les logements meublés non affectés pour les résidences secondaires. La base s'élève à 4 millions, pour un produit qui est donc de 907 872. Notre produit d'imposition pour 2018 sera 196 740 000 contre 193 150 000 qui avaient été prévus, soit un écart de 1,86. Permettez-moi, Monsieur le Maire, de rendre hommage au service des finances, Madame BEREGLI, Monsieur DOMEIZEL et Madame CUBIZOLLE, pour nous avoir fourni des prévisions d'une aussi bonne qualité.

**Monsieur le Maire :** Merci, Monsieur LEVITA. Qui demande la parole ? Monsieur BOUMAAZ et Madame BRISSAUD. Monsieur BOUMAAZ.

**Monsieur BOUMAAZ :** Monsieur le Maire, très court sur cette question. Mon intervention sera à l'image d'un round de boxe en moins de trois minutes, comme vous le dites si bien. Aujourd'hui, et pour la 5<sup>e</sup> fois consécutive, nous allons voter l'un de vos engagements qui est le 0 % d'augmentation d'impôt sur la taxe d'habitation, sur la taxe foncière et sur la taxe foncière non bâtie. Engagement tenu. Philippe SAUREL dit ce qu'il fait et fait ce qu'il dit. Preuve que cette politique autrement fonctionne, elle fonctionne tellement bien qu'au final, pourquoi s'éterniser sur cette question, Monsieur LEVITA ? Les chiffres sont là et la communication aussi. En préambule, je voudrais vous dire pourquoi je ne suis pas intervenu lors du dernier Conseil métropolitain sur cette question. Tout d'abord, c'est pour éviter toute polémique devant les autres et d'ajouter de la cacophonie à la cacophonie. En même temps, je respecte trop cette institution et ce pacte de confiance. Je suis, ou j'essaie, d'être derrière mon maire, et c'est pour cela que j'en profite aujourd'hui pour vous dire ce que je pense de cette fameuse supercherie qu'est le 0 %. Comme quoi le Conseil municipal est devenu notre Bureau municipal à nous.

Alors, Monsieur le Maire, revenons sur les chiffres et, surtout, revenons sur le 0 % qui ne dit pas véritablement son nom. Que se cache-t-il derrière ce chiffre avec lequel vous tapissez toute la Ville ? J'ai fait des demandes auprès de Bercy pour avoir des chiffres concrets et exacts, mais surtout pour avoir le taux d'imposition des impôts locaux dans les principales villes de France, et ce pour l'année 2017. Voici le tableau, Monsieur le Maire. Le classement est surprenant. Ce sont sûrement nous, les meilleurs. Pour la taxe d'habitation, notre taux d'imposition est de 34.37 % et elle nous classe 7<sup>e</sup> ville la plus taxée de France. Pour la taxe foncière bâtie, notre taux d'imposition est de 34.54 % et elle nous classe 5<sup>e</sup> ville la plus taxée de France. Pour la taxe foncière non bâtie, notre taux d'imposition est de 118.4 % et elle nous classe 1<sup>re</sup> ville la plus taxée de France. Cela nous donne une moyenne environ de 4<sup>e</sup> ville la plus taxée de France.

Alors, Monsieur le Maire, quid de l'héritage de cet endettement futur que nous laisserons à nos enfants et à votre successeur en 2020 ? Quid, Monsieur le Maire, sur la suppression totale à partir de 2020 de la taxe d'habitation alors que vous avez déjà anticipé une multitude de taxes pour compenser, non pas la disparition de la taxe d'habitation, mais simplement pour tenir votre engagement du 0 % d'augmentation d'impôt ? Et je le répète, un 0 % qui ne dit véritablement

toujours pas son nom et qui, au final, est la preuve que ce 0 % n'est que l'arbre qui cache la forêt, une forêt d'impôts qui ne cesse de grandir. Et fleurissent une multitude d'impôts déguisés.

Pour en terminer, Monsieur le Maire, les Montpelliérains, comme moi, nous ne croyons plus en cette politique autrement, nous ne croyons plus en ce 0 % d'augmentation d'impôts, un 0 % qui ne veut qu'une véritable politique pour pouvoir retrouver un véritable...

**Monsieur le Maire** : Fin du round... 3 minutes. Merci de votre intervention. Madame BRISSAUD.

**Madame BRISSAUD** : Monsieur le Maire, chers collègues...

**Monsieur le Maire** : Il va falloir que l'on fasse arbitrer avec un « timer », on va se régaler. Allez-y.

**Madame BRISSAUD** : Je commencerai par une question. Le produit 2017 exact : vous l'avez, Monsieur LEVITA ? Comme cela, nous partons sur les mêmes chiffres. Allez-y.

**Monsieur le Maire** : Poursuivez.

**Madame BRISSAUD** : Ah, bon, moi j'en ai un, en tout cas. J'ai noté que, entre 2017 et 2018, ce produit augmente de plus de 4 millions d'euros. Donc, je voudrais dire ici que je regrette que cette augmentation du produit ne permette pas d'être au moins en partie restituée ou que vous n'ayez pas pensé à en restituer une partie aux Montpelliérains, parce que, et cela, je l'ai cherché, il n'existe aucune étude qui montre que, si le nombre d'habitants d'une ville augmente, les dépenses augmentent de façon linéaire ou proportionnelle. Par exemple, si on doit investir dans l'éclairage d'une rue, pour prendre un exemple qu'ici tout le monde connaît bien, eh bien, ce n'est pas parce que nous allons éclairer 200 personnes au lieu de 50 personnes que cela va nous coûter 4 fois plus cher. Donc, ce n'est pas parce que le nombre d'habitants augmente à Montpellier que le produit doit nécessairement augmenter. Je vous le dis ici. Il existe vraiment une possibilité de baisser ces impôts et, là-dessus, je voterai contre, comme d'habitude, parce que je trouve que vous ne faites pas beaucoup d'efforts en ce sens.

**Monsieur le Maire** : Merci, Madame BRISSAUD. Monsieur DELAFOSSE.

**Monsieur DELAFOSSE** : Merci de nous donner la parole, très rapidement. Effectivement, la fiscalité à Montpellier, son taux d'imposition, sa taxe d'habitation et sa taxe foncière sont des taux réputés élevés, au regard d'autres métropoles. Nous le rappelons, nous le savons. Le choix de la stabilité est un choix que nous approuvons parce que je ne partage pas l'intervention de Madame BRISSAUD. Il existe des recettes supplémentaires liées à l'évolution des bases. Avoir la stabilité des taux est donc un choix de raison, y compris parce que nous savons que la fiscalité élevée contribue au départ d'un certain nombre de ménages de la commune et représente donc un risque potentiel d'appauvrissement de la commune, ce qui est un sujet sur lequel nous devons être très attentifs.

Nous voudrions ici rappeler un point de vigilance que nous avons évoqué lors du DOB et du vote sur le budget. Stabilité des taux, mais aussi vigilance sur l'évolution de la dette. Vous avez, lors du budget, demandé une autorisation sur la dette. Nous ne savons pas aujourd'hui, vous n'allez pas encore nous donner cette information, c'est sur l'année, nous en ferons le bilan au moment venu, mais il faut que la dette soit impérativement maîtrisée, car un endettement qui s'accroît, c'est assurément une hausse d'impôt pour demain. De ce point de vue là, nous voudrions rappeler notre position d'extrême vigilance, parce que si dette il doit y avoir, c'est pour financer de

l'investissement structurant pour la commune. Cela est normal, nous avons des écoles, des voiries, l'éclairage public, mais là nous ne sommes pas sur de l'investissement structurant. Nous voterons donc favorablement cette délibération qui est un choix de raison et, si la raison l'emporte, c'est très bien.

**Monsieur le Maire** : Eh bien là, vous me faites plaisir. Monsieur LEVITA. Je vois des regards hagards.

**Monsieur LEVITA** : Juste pour dire un mot à Monsieur BOUMAAZ. Les taux qu'il annonce sur la TH, c'est ville plus métropole et sur le foncier bâti c'est Ville plus Département. Si, bien sûr.

**Monsieur le Maire** : Laissez Monsieur LEVITA s'exprimer.

**Monsieur LEVITA** : J'ai sous les yeux les taux que je viens de vous faire voter. Ce ne sont pas les taux que vous avez cités. On parle de supercherie, vous auriez pu dire que les bases augmentent de 1,2 %, ce qui est le taux d'inflation qui a été retenu par le gouvernement. Que des efforts ne soient pas faits, Madame BRISSAUD, je suis désolé, mais demandez cela aux vingt-cinq adjoints de la Ville et dites-leur qu'ils n'ont pas fait d'effort pour arriver à ce résultat. Je trouve que c'est exploité que je ne m'accapare pas du tout. Il est dû au maire et à mes collègues. Monsieur DELAFOSSE, merci de souligner que c'est un choix de raison. Sur la dette, pour le moment, elle est sous contrôle et sous un contrôle attentif. Je voudrais vous indiquer que notre capacité de désendettement est à l'heure actuelle inférieure à 5 ans. Nous ne pouvons donc pas maîtriser plus que cela, ou alors nous ne faisons aucun investissement. Si vous regardez, d'ailleurs, les études qui sortent en ce moment, les choix gouvernementaux de 2017 essentiellement ont conduit à une baisse de l'investissement des collectivités locales, ce qui n'est pas notre cas. Après, je n'ai pas très bien compris ce que vous appelez structurant et non structurant mais nous en discuterons à un autre moment. Je pense que le fait de maintenir cette promesse – Monsieur BOUMAAZ avait bien commencé en disant que c'était une promesse de campagne – est une promesse tenue et, dans notre pays, nous n'avons pas tellement l'habitude de voir des élus respecter leurs promesses. Nous le vérifions aujourd'hui au plan local et au plan national. Nous pouvons nous en féliciter.

*Applaudissements.*

**Monsieur le Maire** : Merci, Monsieur LEVITA. Ah oui, Monsieur YOUSSEUS, vous voulez éclairer Madame BRISSAUD ?

**Monsieur YOUSSEUS** : intervention hors micro.

**Monsieur le Maire** : Bon, je mets aux voix l'affaire 1. Qui est contre ? Deux contre. Qui s'abstient ? Six abstentions. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 54 voix

Contre : 2 voix (Anne BRISSAUD, Audrey LLEDO).

Abstentions : 6 voix (Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE).

## **2. École d'Application de l'Infanterie Concession d'aménagement Ville/SA3M Approbation de l'avenant n°7**

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) de l'Etat et de la réforme de la carte militaire, l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) a fermé ses portes à l'été 2010.

La Ville a décidé de saisir cette opportunité foncière stratégique, en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté de 35 hectares, situé à proximité du centre-historique et au potentiel remarquable, pour le remobiliser au service de son développement, de son rayonnement et de la création d'emploi.

En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356.019 m<sup>2</sup>, doté d'un important patrimoine militaire bâti et d'un vaste parc, auquel les Montpelliérains témoignent un fort attachement depuis son ouverture en janvier 2011.

La reconversion du site de l'EAI constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle), avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération n° 2012/272 en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement pour une durée de 15 ans à compter de sa date de prise d'effet.

Pour une bonne articulation du projet avec son environnement urbain, cette concession d'aménagement porte sur un périmètre opérationnel élargi. Elle prévoit, sur les terrains de l'ancienne EAI, la réalisation de 214.000 m<sup>2</sup> de surface de plancher dont 30 000 m<sup>2</sup> d'activités et de commerces, d'un programme d'équipements publics intégrant la réalisation d'un groupe scolaire et d'une crèche ainsi que la création d'un parc d'au moins 20 hectares, des voies nouvelles et de tous les réseaux nécessaires à l'aménagement de la zone. La SA3M a acquis auprès de la Ville une partie de l'ensemble immobilier acquis par celle-ci auprès de l'Etat en reprenant à son compte tous les engagements pris par la Ville suite aux accords passés avec l'Etat.

Par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement reventilant le montant annuel des versements de la participation de la Ville et intégrant une mission de gestion immobilière.

Par délibération du 11 décembre 2014, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°2 ajustant le programme de l'opération aux objectifs politiques de la nouvelle municipalité (agrandissement du parc de 15 à 20 ha, réduction de l'emprise constructible).

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 pour

acter l'évolution de l'échéancier de versement de la participation du concédant, sans évolution du montant global.

Par délibération du 31 mars 2016, le conseil municipal a approuvé un avenant n°4 pour intégrer la réalisation d'un groupe scolaire dans l'opération.

Par délibération du 20 octobre 2016, le conseil municipal a approuvé un avenant n°5 pour intégrer les missions de suivi par l'aménageur des demandes d'implantation commerciales dans les immeubles existants.

Par délibération du 3 novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 ajustant les dépenses et recettes du bilan et actant une augmentation de la participation globale de la ville de 2 000 000 €.

Dans le cadre de la stratégie d'accueil des Industries Culturelles et Créatives (ICC) pour retrouver de l'emploi sur ce quartier, un premier lot a déjà été attribué pour implanter un Campus Créatif regroupant quatre écoles du réseau Icônes dont l'Ecole Supérieure des Métiers Artistiques, représentant à terme environ 1 400 étudiants.

Par ailleurs, pour permettre l'occupation immédiate du site par l'implantation d'activités culturelles et créatives souhaitées par la Ville de Montpellier, des bâtiments ou parties de bâtiments sont loués pour accueillir temporairement des Sociétés sur des durées plus ou moins longues : l'accueil de l'Ecole Supérieure de Journalisme déjà installée dans l'ancienne infirmerie de la caserne, la mise à disposition de locaux pour la production de film et la réalisation de décor, l'hébergement pour la logistique de la ZAT, la création d'un « tiers-lieu » éphémère dénommé « Halle tropisme » au sein de la grande halle qui permettra d'offrir plus de 180 postes de travail....

Cette stratégie d'accueil des entreprises permettra de créer un véritable écosystème autour des Industries Culturelles et Créatives au cœur de ce nouveau quartier. La mise en œuvre de tels montages nécessite de croiser des durées d'amortissement plus ou moins longues des investissements engagés par ces entreprises et la mission de l'aménageur.

Aussi, pour mener à bien cette mission et compte tenu des échéanciers prévisionnels, la durée de la concession de la SA3M doit être allongée de 5 ans ; la durée globale de la concession est portée à 20 ans à compter de sa date de prise d'effet (soit le 3 août 2012). Cette évolution nécessite l'approbation d'un avenant n°7 à la concession d'aménagement, joint à la présente délibération.

La participation de la Ville est inchangée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'avenant n°7 à la concession d'aménagement prorogeant de 5 ans la mission de la SA3M, joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui demande des explications à l'adjointe déléguée Chantal MARION ?  
Monsieur BOUMAAZ.

**Monsieur BOUMAAZ :** Je voudrais juste vous préciser que je ne voterai pas de l'affaire 2 à l'affaire 18 malgré l'engouement que je peux avoir pour l'urbanisme, Monsieur le Maire. Par le passé, je me suis abstenu, et cela est dû au maintien de votre ancienne adjointe au maire, qui est toujours à vos côtés, toujours adjointe malgré sa condamnation. Mais aujourd'hui, si je ne participe plus aux votes liés à l'urbanisme, tout simplement, c'est que cet urbanisme me fatigue, fatigue de nombreux Montpelliérains et surtout qu'elle ne profite en aucun cas à ces mêmes Montpelliérains, sans parler de nos entreprises. Vous dites, dans de nombreuses synthèses et plus particulièrement dans celle-là notamment, que l'urbanisme est un moyen de remobiliser le développement et la création d'emplois dans notre territoire. Je vous invite donc à visiter l'ensemble de ces chantiers et vous vous apercevrez vite que l'on parle plus les langues de l'Est que les langues de notre terroir. Je ne vous parlerai même pas de cette livraison d'appartements qui ne sont qu'une politique contre la famille où les T4 et les T5 se font très rares – moins 10 % du parc immobilier –, sans parler de l'absence d'infrastructures qui sont bien souvent réfléchies après la livraison et, pour conclure, sans parler de l'impact écologique où nous subissons les conséquences à chaque période cévenole et neigeuse. Pour cela, vous avez, avec vos amis du gouvernement, trouvé une solution adéquate, la GEMAPI, taxe qui résoudra l'ensemble de ces désagréments dits naturels. Voilà Monsieur le Maire, ce sera tout.

*Monsieur Djamel BOUMAAZ sort de séance.*

**Monsieur le Maire :** C'est un condensé. Je mets aux voix l'affaire n° 2 en sachant que je ne prends pas part au vote, et Madame JANIN non plus. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Christophe COUR, Audrey LLEDO).

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Stéphanie JANNIN avec la procuration d'Henri de VERBIZIER, Philippe SAUREL).

### **3. ZAC Nouveau Saint Roch Demande d'agrément de candidature NEXITY LOT VII.2**

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch a été initiée afin de valoriser une friche ferroviaire du centre-ville en réalisant, dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif de qualité (de 1300 à 1500 logements dont 30% environ de logements sociaux) avec des bureaux, des commerces et des équipements publics (parking,...) et privés (hôtels,...).

Par ailleurs, elle doit également accueillir un parc urbain d'environ 1,5 ha.

Ce nouveau quartier est très bien desservi par les transports publics : gare Saint-Roch, 4 lignes de tramways.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC Nouveau Saint Roch par délibération du 4 mai 2009 afin de réaliser les

études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de NEXITY en vue de la cession de terrains permettant, sur le lot VII.2 de la ZAC, la réalisation de logements (en accession aidée, intermédiaire et libre).

**Dénomination du candidat :** NEXITY

**Localisation :** ZAC Nouveau Saint-Roch  
Lot VII.2

**Parcelles cadastrées :** section EV n°494p et EV n°452p

**Surface de la partie du lot objet  
de la demande d'agrément :** 1 664 m<sup>2</sup>

**Nature du projet :** Logements en accession aidée, intermédiaire et libre

**SDP envisagée :** 4 350 m<sup>2</sup> SDP

**SDP maximale autorisée :** 4 444 m<sup>2</sup> SDP

La SERM précise que la candidature de NEXITY prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la candidature de NEXITY pour la construction de logements (en accession aidée, intermédiaire et libre) sur le lot VII.2 de la ZAC Nouveau Saint-Roch ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

#### **4. ZAC Nouveau Saint Roch Demande d'agrément de candidature CORIM lot VII.1**

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch a été initiée afin de valoriser une friche ferroviaire du centre-ville en réalisant, dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif de qualité (de 1300 à 1500 logements dont 30% environ de logements sociaux) avec des bureaux, des commerces et des équipements publics (parking,...) et privés (hôtels,...).

Par ailleurs, elle doit également accueillir un parc urbain d'environ 1,5 ha.

Ce nouveau quartier est très bien desservi par les transports publics : gare Saint-Roch, 4 lignes de tramways.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC Nouveau Saint Roch par délibération du 4 mai 2009 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de CORIM en vue de la cession de terrains permettant, sur le lot VII.1 de la ZAC, la réalisation de logements (en accession aidée, intermédiaire et libre).

**Dénomination du candidat :** CORIM

**Localisation :** ZAC Nouveau Saint-Roch  
Lot VII.1

**Parcelles cadastrées :** section EV n°494p

**Surface de la partie du lot objet  
de la demande d'agrément :** 1 456 m<sup>2</sup>

**Nature du projet :** Logements en accession aidée, intermédiaire et libre

**SDP envisagée :** 5 250 m<sup>2</sup> SDP

**SDP maximale autorisée :** 5 450 m<sup>2</sup> SDP

La SERM précise que la candidature de CORIM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la candidature de CORIM pour la construction de logements (en accession aidée, intermédiaire et libre) sur le lot VII.1 de la ZAC Nouveau Saint-Roch ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN avec la procuration d'Henri de VERBIZIER).

**5. ZAC Nouveau Saint Roch  
Demande d'agrément de candidature  
ACM LOT VII.3**



La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch a été initiée afin de valoriser une friche ferroviaire du centre-ville en réalisant, dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif de qualité (de 1300 à 1500 logements dont 30% environ de logements sociaux) avec des bureaux, des commerces et des équipements publics (parking,...) et privés (hôtels,...).  
Par ailleurs, elle doit également accueillir un parc urbain d'environ 1,5 ha.

Ce nouveau quartier est très bien desservi par les transports publics : gare Saint-Roch, 4 lignes de tramways.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC Nouveau Saint Roch par délibération du 4 mai 2009 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature d'ACM en vue de la cession de terrains permettant, sur le lot VII.3 de la ZAC, la réalisation de logements en locatifs sociaux.

**Dénomination du candidat :** ACM

**Localisation :** ZAC Nouveau Saint-Roch  
Lot VII.3

**Parcelles cadastrées :** section EV n°494p

**Surface de la partie du lot objet  
de la demande d'agrément :** 981 m<sup>2</sup>

**Nature du projet :** Logements locatifs sociaux

**SDP envisagée :** 4 342 m<sup>2</sup> SDP

**SDP maximale autorisée :** 4 400 m<sup>2</sup> SDP

La SERM précise que la candidature d'ACM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la candidature d'ACM pour la construction de logements locatifs sociaux sur le lot VII.3 de la ZAC Nouveau Saint-Roch ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 52 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 9 voix (Rémi ASSIE, Gérard CASTRE avec la procuration de Bernard TRAVIER, Robert COTTE, Abdi EL KANDOUSSI avec la procuration de Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES de par la procuration donnée à Fabien ABERT, Philippe SAUREL).

**6. ZAC EAI**  
**Demande d'agrément de candidature**  
**Bâtiment 0021 « Grande halle »**  
**SCIC TROPISME**

La reconversion du site de l'EAI constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle), avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération n° 2012/272 en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la création de la ZAC EAI le 26 janvier 2017.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Favoriser le recyclage de la ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances, mais aussi en transformant, complétant et enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie et d'habiter.
- Proposer un nouveau type "d'écosystème" par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie.
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une forme urbaine où se côtoie une diversité de modes d'habiter et d'activités, où le nouveau s'agrége à l'ancien sans l'effacer.
- Créer des nouvelles polarités culturelles et économiques avec l'ancienne caserne, avec des activités innovantes particulièrement dans le domaine des Industries Culturelles et Créatives (ICC), des structures de formation, des commerces de proximité et le parc Montcalm, lui aussi support sur plus de 20 hectares d'une multitude d'activités de loisirs et de sports urbains.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012, la SA3M propose d'agréer la candidature de la société « SCIC TROPISME » pour le bâtiment 0021 – Grande halle de l'opération EAI.

**Maître d'ouvrage :** SCIC TROPISME

31, rue de l'Aiguillerie  
34000 MONTPELLIER

**Localisation du projet :** Section HY n°561 – bâtiment 0021 « Grande halle »

**Surface du bâtiment :** 4 464 m<sup>2</sup>

**Nature du projet :** Mise en jouissance de l'immeuble sous la forme d'une convention d'occupation précaire pour la réalisation d'un tiers-lieu éphémère dédié aux Industries Culturelles et Créatives comprenant notamment :

- espaces de travail, bureaux, services (environ 180 postes de travail),
- ateliers,
- salles de réunion,
- réserves/entretien,
- espaces polyvalents expositions,
- espaces restauration et détente,
- sanitaires.

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'agréer la candidature de la société « SCIC TROPISME » en vue de la mise en jouissance de l'immeuble 0021 – Grande halle sous la forme d'une convention d'occupation précaire pour la réalisation d'un tiers-lieu éphémère dédié aux Industries Culturelles et Créatives dans la ZAC EAI ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Madame MARION :** Monsieur le Maire, mes chers collègues, comme vous le savez, sur le site de l'EAI va se trouver centralisé tout ce qui touche aux ICC, les industries culturelles et créatives. S'inscrivant dans une logique de développement durable, entre autres, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement des objectifs d'aménagement qui sont très importants. Tout d'abord, dans un premier temps, il s'agit de favoriser le recyclage de la Ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité du lieu, de la mémoire de sites historiques, de reconstruire la Ville sur la Ville. C'est l'une des priorités du maire de Montpellier et également de tous les adjoints ici présents. Il s'agit aussi de proposer un nouveau type d'écosystème par la réalisation d'un quartier de haute qualité avec une mixité très importante, de s'inscrire également dans la continuité des faubourgs, de créer un nouveau quartier, un quartier où les identités se croisent, où les gens se parlent et où il existe une mixité aussi bien évidemment des écoles, puisqu'une école va s'installer là, des logements étudiants, des start-up, des entreprises, tout ceci avec des endroits mutualisés. Il s'agit donc de créer une polarité culturelle et économique, avec entre autres l'ancienne caserne, avec des activités innovantes.

Tout ceci va être mis en valeur pendant trois jours. Je vous conseille d'assister à tout ce qui va se situer dans Montpellier autour de ces industries culturelles et créatives. C'est donc également à côté du parc Montcalm, avec 20 hectares d'une multitude d'activités, de loisirs, de sports urbains. Nous allons gérer cette grande halle, que nous laissons en l'état. À l'intérieur, nous allons mettre ce que

l'on appelle la boîte dans la boîte. C'est un projet sur lequel nous avons travaillé avec Stéphanie JANNIN, que je remercie pour ce travail effectué en collaboration. Dans cette grande halle vont se retrouver des start-up, des entreprises, dans ce domaine des ICC.

Nous avons donc travaillé là-dessus et nous estimons que la concession d'aménagement va être octroyée à la SA3M qui a proposé d'agréer la candidature de la société SCIC TROPISME pour le bâtiment de cette grande halle d'opérations. SCIC TROPISME va d'ailleurs animer ces trois jours de festivité des ICC.

**Monsieur le Maire :** Merci, Madame MARION. Et nous avons posé la première pierre de l'école Jeanne Moreau il y a une semaine. Dix classes, dont cinq pour la Calandreta Lepic que nous nous sommes engagés à repositionner, Calandreta qui est aujourd'hui installée dans des bâtiments privés qui sont en très mauvais état et qui cherchait à se délocaliser. Nous lui avons proposé un site à proximité parce que les parents qui mettent leurs enfants à la Calandreta, pour nombre d'entre eux, sont installés dans le quartier. Qui demande la parole ? La semaine des ICC est cette semaine. Contre ? Abstentions ? Une abstention. Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO).

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Stéphanie JANNIN avec la procuration d'Henri de VERBIZIER, Philippe SAUREL).

## **7. ZAC Port Marianne - République - Déclaration de projet préalable à la demande de déclaration d'utilité publique (DUP) valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme**

Par délibération du 22 décembre 2008, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Port Marianne - République, bordée à l'ouest par l'avenue Raymond Dugrand, au nord par l'avenue Nina Simone, à l'est par la rue du Mas Rouge et au sud par l'autoroute A709.

La ZAC créée porte sur une superficie d'environ 21 hectares (un secteur principal d'environ 20 hectares et un secteur d'environ 1 hectare situé plus à l'est). Elle a pour objectif la réalisation d'un quartier mixte à vocation dominante d'habitat diversifié et regroupant également des bureaux, commerces, activités et équipements publics.

Par délibération du 19 février 2015, le Conseil municipal a confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération Montpelliéraine (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'aménagement de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement signée le 7 avril 2015. La conception architecturale et urbanistique de ce nouveau quartier est, quant à elle, l'œuvre de l'Agence Nicolas Michelin & Associés.

Compte tenu du fait que la maîtrise des emprises foncières nécessaires à la réalisation du projet n'est pas totalement assurée par la collectivité et son aménageur à l'intérieur du périmètre de la ZAC et que la réalisation du projet nécessite des adaptations du plan local d'urbanisme (PLU) en vigueur, le conseil municipal a, en sa séance du 20 octobre 2016, autorisé Monsieur le Maire à

solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, en vue de l'ouverture d'une enquête publique environnementale préalable à la demande de déclaration d'utilité publique (DUP) valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme.

Préalablement à l'organisation de cette enquête publique, l'autorité environnementale, saisie sur le dossier global, a émis son avis sur le dossier le 4 août 2017. Cet avis accueillait positivement l'actualisation de l'étude d'impact du dossier intervenue en 2016 et apportait les remarques ou observations suivantes :

- Des observations de fond et de forme : les modifications de fond et de forme ont toutes été prises en compte dans le dossier soumis à enquête publique ;
- Des recommandations portant sur l'étude d'impact et son résumé technique : ces recommandations ont toutes été prises en considération et les réponses à ces recommandations ont été portées à la connaissance du public dans le cadre de l'enquête publique ;
- Enfin, l'autorité environnementale a également demandé que des compléments d'information soient apportés au dossier : ces compléments portaient sur le risque hydraulique et sur l'exposition des populations aux nuisances (pollution de l'air ou nuisances sonores) et ont, eux aussi, été joints au dossier soumis à enquête.

Par ailleurs, conformément aux dispositions réglementaires du Code de l'urbanisme, une réunion de concertation des personnes publiques associées ayant pour objet l'examen de la mise en compatibilité du PLU s'est tenue le 27 septembre 2017. Comme le précise le procès-verbal de cette réunion d'examen conjoint, l'ensemble des participants a émis un avis favorable à l'unanimité sur la mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier avec le projet.

Le projet de déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la ZAC Port Marianne - République a donc fait l'objet d'une enquête publique unique réalisée au titre des articles L.123-2 et R.132-1 du code de l'environnement et des articles L.153-54 et suivants du code de l'urbanisme pour le volet mise en compatibilité. Cette enquête publique unique s'est déroulée du lundi 20 novembre 2017 au vendredi 22 décembre 2017 inclus.

Par courrier en date du 25 janvier 2018, Monsieur le Préfet de l'Hérault a transmis le rapport du commissaire enquêteur prononçant un avis favorable et a sollicité la Ville de Montpellier en vue de procéder à la déclaration de l'intérêt général du projet.

En effet, en application de l'article L.122-1 du code de l'expropriation, la déclaration d'utilité publique des opérations susceptibles d'affecter l'environnement relevant de l'article L. 123-2 du code de l'environnement est soumise à l'obligation d'effectuer la déclaration de projet prévue à l'article L. 126-1 du code de l'environnement : lorsqu'un projet a fait l'objet d'une enquête publique à ce titre, « *l'organe délibérant de la collectivité territoriale responsable du projet se prononce, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée* ». Ce même article ajoute que la déclaration de projet doit comporter les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général, ainsi que, le cas échéant, les modifications apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique et des observations émises.

L'intérêt général de la ZAC Port Marianne - République est avéré :

- L'aménagement du quartier République fait partie du vaste projet urbain Port Marianne initié dans les années 80 et destiné à rééquilibrer vers l'est le développement de Montpellier,

dans le prolongement d'opérations déjà réalisées telles qu'Antigone, Richter, Consuls de Mer, Jacques Cœur ou en cours de réalisation telles que Parc Marianne ou Rive gauche ;

- Les constructions projetées répondent à un souci de mixité des fonctions urbaines, et comprennent des logements diversifiés, des équipements (crèche, groupe scolaire) et des locaux d'activité (bureaux, commerces), le tout dans le cadre d'un processus de développement durable ;
- L'opération, par la construction de logements et notamment de logements sociaux et abordables (30 % de logements sociaux et 20 % de logements abordables étant prévus), contribue à l'objectif de mixité sociale, répond aux objectifs fixés par le Programme Local de l'Habitat (PLH) de Montpellier Méditerranée Métropole, afin de faire face aux besoins en logements neufs sur l'ensemble de la ville, soumise à une forte pression démographique ;
- Le quartier République contribuera à faire de Port Marianne à terme un ensemble urbain cohérent où se mêleront fonctions résidentielles, activités tertiaires (commerces, services, bureaux), fonctions récréatives, notamment par la présence d'un parc public paysager contribuant à la protection hydraulique de l'ensemble du secteur. Les équipements publics projetés (groupe scolaire, crèche, ...) viendront répondre, dans un souci de proximité, aux attentes des nouveaux habitants ;
- Le projet privilégie les modes de déplacement doux grâce à la desserte par la ligne 3 de tramway (station Pablo Picasso), et par l'aménagement d'un réseau de pistes cyclables et de voies piétonnes en continuité de ceux existants sur les quartiers voisins, et relié au reste de la ville.

Ainsi, le quartier République contribuera par son ambition qualitative et ses caractéristiques urbaines, sociales, environnementales et paysagères à l'extension du cœur métropolitain de Montpellier, septième ville de France en 2018, sur un principe de développement urbain durable, en contribuant à l'aboutissement du secteur Port Marianne, dans la continuité et en toute cohérence avec les quartiers voisins Jacques Cœur, Parc Marianne et Rive gauche, et au-delà Odysséum et Cambacérès.

Lors de l'enquête publique du 20 novembre 2017 au 22 décembre 2017, le dossier comprenant notamment une notice explicative présentant le projet, l'étude d'impact complète, l'avis de l'autorité environnementale et la réponse de la collectivité a été mis à disposition du public. Durant cette enquête, le public n'a pas manifesté d'opposition particulière sur le projet.

Ainsi, soulignant l'utilité publique de l'opération engagée par la Ville, le Commissaire enquêteur a conclu son rapport en formulant :

- sur la demande de déclaration d'utilité publique de la ZAC Port Marianne - République : un avis favorable sous réserve que *« le maître d'ouvrage mette bien en œuvre les mesures de réduction, de suppression et d'accompagnement qu'il a lui-même proposées et sur lesquelles il s'est engagé, que la réglementation sur la construction des bâtiments rappelle bien les exigences en matière d'isolation acoustique des façades, notamment pour les constructions des îlots les plus proches de l'A709, que la conception des bâtiments de l'îlot J de la ZAC, le plus exposé au bruit, soit bien réexaminée par l'architecte de la ZAC »*. La Ville a bien pris acte de ces éléments, d'une part en confirmant que la réglementation en matière de protection acoustique sera bien prise en compte (obligation réglementaire pour tous les constructeurs), d'autre part en s'engageant par écrit à la prise en compte des nuisances sonores en allant au-delà de la seule réglementation, et, enfin, en travaillant avec l'architecte en chef une programmation et une configuration des bâtiments de l'îlot J limitant au

maximum les nuisances sonores pour les futurs usagers. La plupart des éléments de protection identifiés seront, en plus de la mise en œuvre de la réglementation en vigueur, intégrés dans les cahiers des charges de consultation des constructeurs ;

- sur la demande de mise en compatibilité du PLU : un avis favorable sans réserve.

En conséquence, au vu de l'avis favorable du commissaire enquêteur et des résultats de l'enquête publique qui ne sont pas de nature à générer une modification du projet soumis à la consultation du public, au vu du dossier d'enquête publique comprenant l'étude d'impact, au vu de l'avis favorable prononcé à l'issue de la procédure d'examen conjoint, il est proposé de prendre acte de la présente déclaration de projet et d'en prononcer l'intérêt général.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'adopter la déclaration de projet relative à la ZAC Port Marianne - République ;
- de prononcer l'intérêt général de cette opération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL).

### **8. FONCIER**

#### **Zone d'aménagement concerté Port Marianne - République Arrêt du dossier d'enquête parcellaire**

Dans la continuité du développement de son territoire vers l'Est et vers la façade maritime, la Ville a initié l'aménagement d'un nouveau quartier sous la forme d'une Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) Port Marianne - République en cohérence avec le schéma de secteur de Port Marianne. Le site retenu pour la réalisation de cette opération permet d'envisager le développement urbain attendu et la réponse aux besoins en logements et en emplois d'une population en croissance.

Le projet s'intègre au quartier de Port Marianne, et à l'unité fonctionnelle constituée de la ZAC Port Marianne - Rive gauche, de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, de la ZAC Port Marianne Jacques Coeur et désormais de la ZAC Port Marianne - République.

Ce secteur d'aménagement s'articule autour de la place Pablo Picasso et des voies de desserte adjacentes, l'avenue Raymond Dugrand et l'axe des avenues Théroigne de Méricourt et Nina Simone.

La Ville de Montpellier a décidé par délibération en date du 22 décembre 2008 d'approuver le projet de ZAC Port Marianne – République, puis de désigner, par délibération du 19 février 2015, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, devenue Société d'Aménagement de

Montpellier Méditerranée Métropole, concessionnaire d'aménagement de l'opération. Le traité de concession a été signé le 7 avril 2015.

Par suite, par délibération du Conseil municipal en date du 20 Octobre 2016, la Ville a :

- arrêté le dossier d'enquête publique environnementale préalable à la demande de déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme ;
- demandé à Monsieur le Préfet de l'Hérault d'engager les procédures administratives préalables à la demande de déclaration d'utilité publique environnementale valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et d'ouvrir l'enquête publique environnementale préalable à la déclaration d'utilité publique ;
- sollicité de Monsieur le Préfet de l'Hérault, l'obtention de la déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme qui s'attache à l'opération.

Par arrêté préfectoral n°2017-I-1206 en date du 25 octobre 2017, Monsieur le Préfet de l'Hérault a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique préalable à une déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier concernant le projet d'aménagement de la ZAC Port Marianne – République.

Ladite enquête publique s'est déroulée du lundi 20 novembre au vendredi 22 décembre 2017. Le Conseil municipal lors de la présente séance a approuvé la déclaration de projet préalable à la demande de déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme.

Afin de poursuivre la procédure, il convient désormais d'arrêter le dossier d'enquête parcellaire en vue d'obtenir un arrêté de cessibilité des parcelles à acquérir dans le cadre de la réalisation de la ZAC Port Marianne – République.

En application de l'article R 131-3 du code de l'expropriation, l'enquête parcellaire, distincte de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, a pour but de procéder contradictoirement à la détermination des parcelles à exproprier, ainsi qu'à la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et des autres intéressés, nécessaires à la finalisation de l'opération d'aménagement portant sur la ZAC Port Marianne – République.

Elle s'adresse spécifiquement aux propriétaires en vue d'acquérir la totalité des terrains d'assiette du projet.

Le dossier à déposer à la Préfecture pour la mise à l'enquête publique parcellaire comporte :

- 1- Un plan parcellaire
- 2- Un état parcellaire
- 3- Un plan de situation
- 4- Une notice explicative du projet

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'arrêter le dossier d'enquête parcellaire de la ZAC Port Marianne - République;
- de demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault, l'ouverture de l'enquête parcellaire visant à obtenir un arrêté de cessibilité des parcelles à acquérir dans le cadre de la réalisation de la ZAC Port Marianne - République ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.



Pour : 60 voix  
Contre : 0  
Abstention : 0  
Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL).

### **9. Port Marianne - Secteur de La Baume - Instauration d'un périmètre d'étude (article L.424-1 du code de l'urbanisme)**

Dans le cadre du projet urbain de Port Marianne, du développement vers l'est de son territoire et de sa politique de renouvellement et de réinvestissement des quartiers existants, la Ville de Montpellier a souhaité engager le réaménagement du secteur de la Baume, situé à la périphérie immédiate des quartiers Richter et Parc Marianne. Ce secteur, d'une superficie d'environ 8,5 hectares, est délimité à l'ouest par l'avenue Raymond Dugrand, au nord et à l'est par l'avenue Albert Einstein et un ensemble pavillonnaire, au sud par la place Ernest Granier et l'avenue du Mondial 98.

Cette volonté de réaménagement faisait suite à une réflexion urbaine engagée dès 2007, qui avait permis de définir une vision globale de réinvestissement de cet espace urbain, proposant une nouvelle trame viaire de desserte et une recomposition partielle du bâti et du parcellaire existants pour y développer, en cohérence avec les quartiers voisins réalisés récemment, un nouveau quartier mixte à vocation principale d'habitation.

Ce secteur, principalement occupé au nord et à l'est par un habitat individuel parfois récent, est composé sur sa partie ouest de constructions hétéroclites (maisons individuelles, petits immeubles de logements, locaux commerciaux et d'activités sans valeur ajoutée architecturale) sur un parcellaire étroit et en lanières en façade de l'avenue Raymond Dugrand, plus large et très peu urbanisé à l'arrière de l'avenue.

Dans ce contexte, la Ville de Montpellier a engagé une réflexion pour définir, à l'intérieur d'un périmètre délimité, les orientations d'aménagement à mettre en oeuvre dans ce secteur. Cette réflexion avait conduit le Conseil municipal à adopter, par délibération du 24 avril 2008, des mesures conservatoires en instaurant sur le secteur concerné un périmètre d'étude au titre de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme (anciennement article L.111-10) permettant, le cas échéant, de surseoir à statuer sur des demandes d'autorisation de travaux ou de construction.

Aujourd'hui, compte tenu des études complémentaires qui ont dû être menées et qui sont toujours en cours pour certaines, le périmètre de l'opération d'aménagement envisagée est susceptible d'évoluer.

Par conséquent, il est proposé d'abroger le périmètre d'étude établi précédemment et de prendre à nouveau en considération le projet d'aménagement par la présente délibération conformément à l'article L.424-1 du code de l'urbanisme, notamment afin d'ouvrir la possibilité de surseoir à statuer sur tout projet de travaux, construction ou installations susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation de ce projet sur un périmètre élargi notamment pour tenir compte des considérations suivantes :

- L'implantation de l'Arbre Blanc, sur les berges du Lez et à l'articulation entre le quartier d'Antigone et celui de Port Marianne, nécessite une attention particulière en matière d'aménagement des espaces publics qui l'environnent, compte tenu de son échelle par rapport aux espaces publics environnants. À ce titre, la place Christophe Colomb et le pont Juvénal seront intégrés à cette réflexion, car ils constituent l'articulation avec le centre-ville

- et doivent être repensés pour répondre notamment aux nouveaux enjeux des modes de déplacements doux ;
- De plus, sa proximité avec des pôles d'attractivité majeurs tels que le quartier Richter et ses équipements universitaires fréquentés par une importante communauté étudiante génère des flux piétons et cycles qu'il convient de sécuriser ;
  - C'est aussi un morceau de ville en pleine mutation : en effet, le quartier de la Pompignane en cours de renouvellement urbain, ainsi que le futur quartier de La Baume, dont une grande partie est incluse dans ce périmètre d'étude, vont marquer le nouvel urbanisme de la ville. L'objectif est d'offrir à ce secteur de Montpellier, très animé, des espaces publics de qualité, supports de nouveaux usages ;
  - En conséquence, il est nécessaire de repenser les abords de l'Arbre Blanc notamment, pour constituer un espace public mieux dimensionné et multifonctionnel, garantissant à tous les usagers des déplacements sécurisés.

Dans ce contexte, il est proposé de mettre à nouveau en place les conditions nécessaires à l'évolution maîtrisée de ce secteur en prenant en considération le projet d'aménagement de La Baume tel que le prévoit l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme, et en délimitant par un périmètre d'étude les terrains affectés à ce projet. La délimitation du périmètre concerné est jointe en annexe de la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de confirmer la poursuite des études préalable à l'aménagement du secteur de la Baume situé dans le quartier Port Marianne ;
- d'instituer à nouveau un périmètre d'étude, abrogeant le périmètre voté le 24 avril 2008, en délimitant les terrains concernés par l'opération selon le plan annexé, conformément aux dispositions de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Madame MARION :** Monsieur le Maire, mes chers collègues, un périmètre d'étude était nécessaire, évidemment. Ce secteur est occupé au nord et à l'est par un habitat individuel, parfois récent, et est composé, dans sa partie ouest, de constructions de maisons individuelles, de petits immeubles, de logements locaux commerciaux et activités. Dans ce contexte, la Ville de Montpellier a envisagé et a engagé la réflexion pour définir à l'intérieur d'un périmètre délimité des orientations d'aménagement à mettre en œuvre dans ce secteur. Par conséquent, il est proposé d'élargir, notamment pour tenir compte des différentes considérations. Tout d'abord, l'implantation de l'Arbre Blanc, qui pousse tranquillement sur les berges du Lez, à l'articulation entre le quartier d'Antigone et celui de Port-Marianne, nécessite évidemment une attention particulière en matière d'aménagement, autour de cet Arbre Blanc, des espaces publics qui l'environnent. Compte tenu de son échelle par rapport aux espaces publics environnants, la place Christophe Colomb et le pont Juvenal seront intégrés dans ce périmètre d'étude car ils constituent l'articulation avec le centre-ville. De plus, il faut tenir compte de sa proximité avec certains pôles d'attractivités majeurs, tels que le quartier Richter qui est un quartier très important, avec ses équipements universitaires et tous ses étudiants qui transitent. Il existe donc une nécessité – et je me tourne vers ma collègue de la mobilité – de créer des pistes cyclables, des voies où les étudiants peuvent circuler tranquillement. C'est aussi un morceau de ville qui est en pleine mutation, avec le quartier de la Pépinière, entre

autres, en cours de renouvellement urbain, ainsi que le futur quartier de la Baume. En conséquence, il est nécessaire de repenser les abords de l'Arbre Blanc, notamment pour constituer un espace public mieux dimensionné et multifonctionnel.

**Monsieur le Maire** : Merci, Madame MARION. Qui demande la parole ? Monsieur DUMONT.

**Monsieur DUMONT** : D'abord une question, Monsieur le Maire. Est-ce que vous pouvez nous expliquer pourquoi vous ne pouvez non seulement ne pas prendre part au vote, mais en plus ne pas participer au débat ?

**Monsieur le Maire** : C'est la loi.

**Monsieur DUMONT** : C'est la loi ?

**Monsieur le Maire** : Parce que je préside SA3M et à ce titre je ne peux prendre ni part au vote ni part au débat.

**Monsieur DUMONT** : C'est un peu curieux quand même.

**Monsieur le Maire** : Je suis le premier puni. Le premier périmètre d'étude est sur la Baume, c'est moi qui l'ai mis. J'étais adjoint à l'urbanisme. Je ne peux plus participer au débat.

**Monsieur DUMONT** : Et nous savons, Monsieur le Maire, un peu étonnamment, que l'affaire de l'Arbre Blanc vous intéresse.

**Monsieur le Maire** : Mais tout m'intéresse. Je ne peux pas prendre part au débat, ne me posez pas de question, je ne pourrai pas répondre.

**Monsieur DUMONT** : Si vous ne pouvez pas prendre part au débat...

**Monsieur le Maire** : Je vous répondrai en aparté, si vous le voulez.

**Monsieur DUMONT** : Je vais quand même m'étonner que le Maire de Montpellier s'intéresse de très près à la construction de l'Arbre Blanc. À plusieurs reprises, vous êtes allé, avec la presse à vos trousses, comme vous avez l'habitude de le faire, voir le chantier, vous vous êtes plaint d'ailleurs publiquement, devant la presse également lors de la pose de ces fameux balcons suspendus qui donnent d'ailleurs sur un rond-point. Car les gens qui font l'acquisition de cet appartement sont quand même une petite partie des Montpelliérains, ce ne sont pas les 75 % des Montpelliérains qui sont accessibles au logement social, ce sont les Montpelliérains qui peuvent payer plus de 6 000 euros le m<sup>2</sup> et qui ont un appartement qui donne dans un carrefour, par exemple. Vous vous êtes étonné de la lenteur des travaux alors qu'il existait des problèmes techniques, qui apparemment étaient assez importants. Vous vous étonnez de la lenteur des travaux pour une entreprise qui est privée, c'est du domaine du privé, alors que vous ne vous étonnez pas de la lenteur des travaux, par exemple, des 200 m de la Grand-Rue, qui est pavée. Mais vous vous étonnez qu'on ne pose pas assez rapidement les balcons pour les Montpelliérains qui ont les moyens de payer 6 000 euros le m<sup>2</sup>.

Puis, aujourd'hui, c'est un peu le monde à l'envers, cet Arbre Blanc se construit, pousse. Et puis nous nous disons : « Attendez, cette folie montpelliéraine, il faudrait peut-être aménager un peu le quartier pour ces gens-là. » Alors, on nous parle de circulation, etc., mais vos services, lorsqu'ils ont

délivré le permis, n'ont-ils pas réfléchi avant plutôt qu'a posteriori ? Les Montpelliérains vont se dire que ceux qui ont les moyens de se payer 6 000 euros le m<sup>2</sup> à Montpellier ont l'attention de notre maire. Le maire de Montpellier s'occupe de nous. À telle enseigne que cela peut conduire à dire qu'il est peut-être intéressé lui-même à l'affaire, qu'il a peut-être fait l'acquisition d'un petit appartement dans l'Arbre Blanc. Vous comprenez, cela laisse un peu ces suspicions. Je me fais l'avocat de tous les Montpelliérains qui ont des difficultés, par exemple, pour trouver des logements sociaux, etc. Mais là, nous allons modifier tout un quartier pour les gens de l'Arbre Blanc. C'est ça, Monsieur le Maire. Et vous ne pouvez pas participer au débat, alors ne me répondez pas.

**Monsieur le Maire :** Je vais vous répondre sur l'Arbre Blanc et sur l'espace public, mais je ne vous réponds pas sur le périmètre d'étude. Vous avez bien compris la nuance, parce que pour le périmètre d'étude, je ne peux pas intervenir. Je m'arrête. L'Arbre Blanc est un objet architectural qui est très particulier et qui sera visité par des milliers de gens, à n'en point douter. C'est un lieu d'attractivité, c'est une architecture remarquable, qui va attirer, dans une ville où l'architecture est déjà prisée. Deuxièmement, l'Arbre Blanc est inséré dans la ville et mérite que, pour les accès, pour les piétons, pour l'organisation même du gabarit imposant de l'Arbre Blanc, il faille mettre en adéquation l'ensemble des espaces qui l'entourent, ce qui nous permettra d'anticiper les mutations des autres côtés de la place Christophe Colomb. En effet, des deux autres côtés de la route de Vauguières, entre la route de Boirargues et la route de Vauguières, là où se trouve le bar Richter, entre la route de Vauguières et l'avenue de la Pompignane où se trouve la boulangerie, il va y avoir là des mutations.

**Monsieur DUMONT :** Nous aurons donc une mixité de population, là, effectivement, car ce n'est pas sûr que les habitants de l'Arbre Blanc viennent prendre leur café au bar Richter.

**Monsieur le Maire :** Monsieur DUMONT, je vous réponds en termes d'urbanisme. Il est donc nécessaire de concevoir, autour de la place Christophe Colomb, d'anticiper les nouveaux usages dus à l'Arbre Blanc, mais aussi aux mutations qui vont se produire de l'autre côté, parce que de l'autre côté et face à l'Arbre Blanc, il est bien évident que l'architecture doit un peu répondre. On ne peut pas faire n'importe quoi face à l'Arbre Blanc. On ne peut pas faire un Arbre Vert, par exemple, ou un Arbre Rose, il faut que les architectures communiquent. Cela s'appelle l'urbanisme, et une vision harmonieuse de la ville. C'est pour cela que nous avons intégré, dans la réflexion, l'ensemble des espaces publics et l'Arbre Blanc. Voilà, c'est tout simple.

Ensuite, sur votre deuxième question, je n'ai pas acheté dans l'Arbre Blanc puisque, je vais vous le dire, je rembourse tous les mois l'élection municipale que j'ai payée sur mes deniers, parce que je ne les ai pas fait payer. Donc c'est facile, je n'ai pas un sou. Je fais de la politique par passion. J'ai un métier. Le jour où je serai battu, si cela arrive, je reprendrai mon cabinet dentaire n'importe où dans le monde. Je n'ai besoin de personne, je n'ai pas besoin de la politique pour vivre et je ne fais pas d'affaire avec la politique. D'ailleurs, si j'en faisais une petite, une toute petite, vous m'auriez déjà « flingué » depuis longtemps. Madame LLEDO.

**Madame LLEDO :** Vous savez, Monsieur SAUREL, je n'ai que faire de savoir où vous allez acheter ou vous n'allez pas acheter, mais en revanche, j'ai beaucoup d'affection pour le quartier Richter, vraiment beaucoup. Et j'ai entendu dire que l'Octroi qui se trouve sur le rond-point du Richter allait être déplacé. Et sachez qu'il fait partie à part entière de la vie de ce quartier, que les Montpelliérains l'aiment beaucoup et qu'ils y sont très attachés. Je suis très inquiète de l'avenir de cet Octroi et j'ai entendu dire, par votre bouche, que cet Arbre Blanc serait une merveille qui amènerait des touristes. Je crois, vous savez, que nous avons échappé à la place n° 1 du rond-point le plus moche de France, mais je ne suis pas convaincue que nous échappions à la place n° 1 de

l'immeuble le plus moche de France, parce que je le trouve inadapté à la situation, c'est-à-dire au quartier. Il ne se fond pas dans le paysage. Il fait tache, c'est un peu la tache blanche de Montpellier. Je crois qu'un jour, nous retrouverons – comme l'a fait mon ami Jacques Bompard à Orange en mettant sur le Palais des Princes de la Ville une belle pancarte – sur cet immeuble une belle pancarte, où les appartements sont à plus d'un million d'euros, que cet immeuble a été induit et encouragé par l'ancienne municipalité et que les Montpelliérains devront le voir encore pendant des années. Merci.

**Monsieur le Maire :** Nous n'allons pas nous battre sur l'architecture. L'architecture, c'est comme la peinture, comme la sculpture, comme la musique, cela peut vous plaire ou vous déplaire. Voilà. Ensuite, l'opportunité de créer à un endroit un objet architectural de cette dimension peut se discuter, mais il est là. Comme il est là, nous considérons qu'il faut lui donner les chances de réussir, et il faut lui donner l'insertion qu'il doit avoir dans la Ville. Chose qui n'était pas pensée depuis le début, avec l'ensemble des connexions, l'aspect rétréci du pont, la diminution de la largeur des trottoirs, le fait que le rond-point soit très utilisé. L'Octroi a déjà été déplacé, je vous le ferai remarquer, ce n'est pas sa place initiale, il n'était pas là au début, il a été reconstruit. Mon intention n'est pas de déplacer l'Octroi. Mon intention est de créer l'espace nécessaire pour que les usages soient partagés par tous les citoyens, ceux qui vivent dans l'Arbre Blanc, comme ceux qui viennent le fréquenter, les promeneurs, les voisins, les habitants, qui viennent tranquillement se déplacer devant lui. C'est tout simple. Monsieur DELAFOSSE, vous vouliez prendre la parole.

**Monsieur DELAFOSSE :** Je n'avais pas nécessairement prévu d'intervenir sur cette affaire, néanmoins, si nous pouvions éviter, dans notre assemblée, que des arguments de suspicions sur l'action publique soient lancés, nous y gagnerions tous en qualité du débat démocratique que nous offrons aux Montpelliérains. Vous vous rendez sur un chantier, nous n'allons pas vous rendre suspect de telle ou telle chose, très honnêtement. Que vous ayez une appréciation sur un dossier, c'est votre droit, vous êtes le maire et vous devez des comptes aux Montpelliérains et ici, majorité comme opposition, nous vous jugeons et faisons-le dans des termes qui sont des termes corrects, convenables, de qualité du débat. Il me semble important de le dire et essayons d'ailleurs d'en faire une loi générale.

Je voudrais quand même, parce que j'ai entendu des choses, rappeler que ce programme, qui est celui de l'Arbre Blanc, qui est la deuxième folie architecturale, était prévu sur douze endroits le long du tramway, sur douze parcelles de propriétés publiques. Essayez d'éviter que nous entendions des choses qui sont des arguments un peu faciles. La première chose est que la vente du terrain a rapporté 6 millions d'euros à la commune et a donc permis d'améliorer les recettes de la collectivité et c'est appréciable. C'est autant de soutien et d'efforts en moins demandés aux Montpelliérains. Deuxièmement, ce projet, outre l'organisation du concours, 25 000 euros à la charge de la collectivité, a permis à Montpellier de figurer dans 1 500 – c'est le chiffre que j'ai, il est peut-être plus important – articles internationaux, sans un euro d'argent public dépensé pour qu'on parle de Montpellier comme ville d'architecture. C'est une formidable campagne de notoriété pour notre Ville, et il faut le relever. Et ensuite, nous pouvons aussi entrer dans un débat en disant que les gens qui achètent l'Arbre Blanc sont des investisseurs, qui achètent un bien immobilier, soit pour y vivre soit pour faire un investissement et, de ce que je crois savoir, mais peut-être pourrais-je être démenti, globalement ce sont des gens qui ont vocation à y vivre plutôt en majorité, de ce qu'il se dit. Eh bien ces gens-là achètent un bien. Devons-nous être malheureux que des gens aisés vivent à Montpellier ? Eh bien non. Nous avons aussi besoin de contribuables aisés pour accroître les ressources fiscales de la Ville, pour financer des dispositifs de solidarité. Et moi, depuis le début, j'ai entendu des arguments que je trouve tellement faciles qu'ils en sont malhonnêtes. En effet, il faudrait opposer ce programme au logement social. Dans une ville, si nous voulons pouvoir

accompagner les gens modestes, et à Montpellier les indicateurs nous montrent que l'effort doit être accru, il faut aussi que nous ayons des contribuables aisés qui permettent de financer les politiques publiques. Ce programme-là est un programme architectural d'envergure sur lequel il peut exister des controverses « j'aime, je n'aime pas ». D'ailleurs, c'est plutôt bon signe, cela veut dire que la créativité architecturale est au rendez-vous. Madame LLEDO, c'est votre droit le plus absolu de ne pas l'apprécier, comme d'autres de l'estimer, et cela fait aussi la force de notre Ville. Et donc que des gens aisés vivent là, c'est très bien et ils seront contribuables longtemps et d'ailleurs ils achèteront dans les commerces à proximité et cela soutiendra l'activité de nos commerçants, souhaitons-le.

Alors voilà, c'est cela, l'esprit des folies architecturales, et cela contribue au rayonnement de notre Ville, sans que cela ne coûte de l'argent public. Eh bien, je crois que c'est plutôt une approche vertueuse et aujourd'hui, Monsieur le Maire, vous l'avez expliqué mais je vous voudrais compléter votre propos si vous me le permettez. Quand l'Arbre Blanc, geste architectural d'envergure, est réalisé, évidemment cela montre Montpellier comme « the place to be ». Autour, il existe donc des phénomènes de spéculation, une urbanisation à la parcelle où la promotion immobilière vient et fait des promesses d'acquisition à 700 euros du m<sup>2</sup> et dérégule complètement le marché et met en tension le tissu urbain. Là, je crois, Monsieur le Maire, que c'est la réinstauration, le renouvellement du périmètre d'étude, peut-être au périmètre un peu plus étendu qui est proposé, de ce que j'ai compris, qui permet d'éviter ce type de phénomène, de pouvoir maîtriser ce tissu urbain qui est sous très forte pression, tissu pavillonnaire où quelques promoteurs peu scrupuleux de l'environnement, profitant des défiscalisations PINEL, d'un seul coup, sortent un logement collectif, détruisant l'environnement autour. Ce périmètre d'étude, ou plutôt sa réinstauration, peut-être élargie, est une très bonne décision et nous l'approuvons des deux mains.

Une question, néanmoins, parce que nous avons Union Matériaux qui est une parcelle complexe. Est-ce que vous pouvez nous dire où en sont les discussions avec cet opérateur privé en termes de transferts, parce que de cela aussi dépendent l'évolution et les mutations de cette zone qui est équipée de deux lignes de tramway, de groupes scolaires, et sur laquelle on peut construire de la Ville et être réceptacle de la population qui, précisément, est en difficulté si nous maintenons l'objectif d'un tiers de logements sociaux dans ces nouveaux quartiers ? En tout cas, si c'est le cas, c'est une bonne chose.

**Monsieur le Maire :** Sur Union Matériaux, les discussions sont toujours en cours. Après plusieurs propositions avec le propriétaire, la SERM est toujours en discussion avec eux, je ne peux pas en dire plus aujourd'hui. En revanche, je voudrais rectifier : le prix du terrain est de 4 millions, et non 6 millions. Je crois que nous avons tout dit. Je n'ai pas acheté d'appartement à l'Arbre Blanc. J'ai le vertige. Vous ne vous rendez pas compte. Quand je suis en avion, j'ai peur. Il faudrait que je conduise moi-même l'avion pour ne pas avoir peur, chose qui est impossible.

Je mets aux voix le périmètre d'étude proposé et expliqué par Madame MARION et je ne prends pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Je vous en remercie.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL).

**10. Quartier Centre**  
**Secteur les Aubes**  
**Instauration d'un périmètre d'étude**  
**(article L424-1 du code de l'urbanisme)**  
**Approbation**

Situé au nord-est de l'Ecusson, le secteur des Aubes est une entité très identifiable dans la Ville, avec ses limites naturelles constituées par les cours d'eau du Verdanson au sud et du Lez à l'est. La voie ferrée au nord finit d'enserrer ce territoire.

Au XIXème siècle, ce quartier se structure avec la construction de moulins (*moulin de Sauret*, de Salicate et de Semalen) au bord du lez et la création des principales voies. C'est au milieu du XXème siècle que le secteur prend son caractère résidentiel avec le développement de logements individuels ponctués à partir des années 70 de logements collectifs, pouvant atteindre des hauteurs qui dépassent R+7. Aujourd'hui, quelques commerces de proximité sont encore présents mais c'est en termes d'équipements publics que ce quartier s'avère le mieux doté : groupes scolaires élémentaire et maternelle, Maison pour Tous Georges Sand, crèche, EPAHD et passage de la ligne 4 du tramway en limite sud. Il faut également noter la présence du parc Rimbaud en bordure du lez, qui participe largement à la qualité de vie du quartier et de ses environs.

Ce secteur, déjà constitué et en limite de l'hyper-centre, fait l'objet de mutations ponctuelles qu'il est nécessaire d'accompagner par des études et des prescriptions urbaines, architecturales et paysagères qui permettront d'encadrer les nouvelles opérations et de renforcer leurs insertions dans le tissu existant.

Ainsi pour améliorer les opérations de renouvellement urbain qui s'enclenchent sur le quartier, il convient de mettre en place les conditions nécessaires à l'évolution maîtrisée de ce secteur. Aussi, il est proposé d'instaurer un périmètre d'étude au sens de l'article L424-1 du code de l'urbanisme.

Cette disposition permettra à la collectivité d'opposer, le cas échéant, un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, de constructions ou d'installations qui sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation d'une opération d'aménagement.

La délimitation du périmètre d'étude est jointe en annexe à la délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre en considération la mise à l'étude de l'aménagement du secteur des Aubes ;
- d'instituer un périmètre d'étude délimitant les terrains concernés par l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**11. Quartier des Cévennes - Quartier Croix d'Argent**  
**Secteur « Lavérune-Recambale »**  
**Instauration d'un périmètre d'étude**  
**(art. L424-1 du code de l'urbanisme)**  
**Approbation**

Situé au sud-ouest de Montpellier et d'une superficie d'environ 16 hectares, le secteur « Lavérune-Recambale » mis à l'étude est au contact du quartier des Cévennes et du quartier Croix d'Argent. Caractérisé par un tissu urbain plutôt hétéroclite constitué d'habitat individuel et collectif, d'un petit secteur d'activité et d'équipements divers (piscine Spilliaert, terrain de football, cuisine centrale, point propreté de Montpellier-Les Cévennes, etc.), et situé pour partie en quartier prioritaire de la Politique de la Ville, il se trouve à la croisée de l'avenue de la Recambale, de l'avenue de Vanières et de la route de Lavérune. A la jonction entre la première et la deuxième couronne de la Ville de Montpellier, fortement impacté par le caractère routier de ces axes de circulation importants de la ville, il revêt un caractère péri-urbain (immeubles de bureaux à louer vieillissants, garage automobile, magasin d'achat et vente de véhicules d'occasion, profond canal d'évacuation des eaux pluviales à ciel ouvert relié au ruisseau du Rieucoulon, absence de cheminements piétonniers confortables et sécurisés), mais dispose néanmoins de certains atouts :

- la proximité d'équipements publics (groupes scolaires, équipements sportifs, parcs, Maisons pour tous, etc.) ;
- la proximité de petits pôles commerciaux ;
- un environnement tranquille composé de secteurs d'habitat majoritairement pavillonnaire,
- un vaste espace boisé classé.

Ce secteur hétérogène cisailé par d'importants axes routiers, présentant aujourd'hui une faible qualité urbaine mais non dénué de potentialités, connaîtra dans les années à venir des mutations. Il s'agit en particulier du passage de la ligne 5 de tramway, dont le tracé définitif n'est pas encore déterminé mais qui traversera ce secteur et qui apportera une reconfiguration des espaces publics d'accompagnement et des cheminements doux, et du projet de relocalisation de la cuisine centrale sur un site plus adapté, qui donnera lieu à une opération de renouvellement urbain. Un certain nombre d'études urbaines et paysagères ont déjà été réalisées sur ce secteur. Il apparaît nécessaire d'accompagner ces changements et de les anticiper par des études complémentaires et des prescriptions urbaines, architecturales et paysagères qui permettront d'encadrer l'insertion des nouvelles opérations, tout en requalifiant le tissu existant et en préservant la qualité paysagère des grandes masses boisées existantes.

Pour garantir l'atteinte de cet objectif, il convient de mettre en place les conditions nécessaires à l'évolution maîtrisée de ce secteur « Lavérune-Recambale ». Ainsi, il est proposé d'instaurer un périmètre d'étude au sens de l'article L424-1 du code de l'urbanisme.

Cette disposition permettra à la collectivité d'opposer, le cas échéant, un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, de construction ou d'installation susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la mise en œuvre des projets d'aménagement.

La délimitation du périmètre d'étude est jointe en annexe à la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre en considération la mise à l'étude de l'aménagement du secteur « Lavérune-Recambale » ;



- d'instituer un périmètre d'étude délimitant les terrains concernés par l'opération, conformément aux dispositions de l'article L424-1 du code de l'urbanisme ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

## **12. PÉRIMÈTRE DE SAUVEGARDE DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT DE PROXIMITÉ**

### **Préemption du fonds de commerce 26 et 28 rue du Faubourg du Courreau Lancement de la procédure de rétrocession et approbation du cahier des charges**

La Ville, dans le cadre de la loi du 2 août 2005, de son décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007 et de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, a décidé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 de définir un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux.

L'objectif de la Ville est de se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un danger patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité.

11 secteurs sont inscrits depuis 2010 dans ce périmètre :

- Rue de la République et rue d'Alger ;
- Halles Laissac – faubourg de la Saunerie – Boulevard Clemenceau ;
- Boulevard de l'Observatoire – boulevard du Jeu de Paume et boulevard Ledru-Rollin ;
- Rue du Faubourg du Courreau ;
- Rue Saint Guilhem ;
- Rue de Verdun – rue Boussairolles – rue du Clos René – rue Aristide Ollivier ;
- Rue de la Méditerranée – rue du Pont de Lattes – Place Carnot ;
- Cours Gambetta – Plan Cabanes Ouest – rue Adam de Craponne ;
- Place Roger Salengro – rue du Faubourg Figuerolles ;
- Boulevard Louis Pasteur – Boulevard Louis Blanc – place Albert 1<sup>er</sup> – rue de l'Université ;
- Rue de l'Aiguillerie – place Notre Dame – rue du Pila St Gély.

Par décision du 29 septembre 2015, ce premier périmètre a été étendu à la rue Maguelonne, à la Grand 'rue Jean Moulin (partie sud-ouest), au boulevard Victor Hugo ainsi qu'à quelques parcelles en complément des 11 secteurs initiaux.

Par décision en date du 27 février 2012, le Maire de Montpellier a décidé d'exercer le droit de préemption dont il est bénéficiaire sur le droit au bail dont est propriétaire la société ORTHOPEDIE RICHTER situé 26 rue du faubourg du Courreau et cadastré section BX n° 450.

Le bail a été consenti moyennant un loyer initial annuel de 12000 €, auquel s'ajoutent 100 € de provisions sur charges mensuelles. Le droit au bail est proposé au prix de 30 000 €, les frais d'acte

étant à la charge du repreneur.

Conformément aux articles L. 214-1 à L. 214-3, et R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme, la Ville entend procéder à la rétrocession de ce fonds de commerce avec droit au bail, dans le respect de l'objectif de sauvegarde de la diversité commerciale et artisanale.

En synthèse, ces dispositions réglementaires prévoient :

- une délibération du Conseil municipal en vue de lancer la procédure et de valider le cahier des charges de cession ;
- un affichage en mairie pendant 15 jours, avis qu'il est proposé au Conseil de compléter par un avis de publicité sur le site internet de la Ville et dans le Midi Libre ;
- une délibération du Conseil municipal en fin de procédure sur le choix de l'acquéreur retenu indiquant les conditions de la cession et les raisons du choix du cessionnaire.

La procédure est conditionnée à l'accord exprès et écrit du bailleur sur le résultat de la consultation, cette condition devant être mentionnée dans l'avis de publicité, étant précisé qu'en cas de changement d'activité, ce dernier peut souhaiter conclure un nouveau bail avec éventuellement une modification du montant du loyer.

Le cahier des charges a pour objectif de fixer les conditions de rétrocession afin de garantir le respect des objectifs définis. Conformément à l'article R. 214-11 du code de l'urbanisme instauré par le décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007, celui-ci servira de support à l'appel à candidature pour la rétrocession du fonds de commerce.

La date de remise des candidatures proposée est le 25 mai 2018 à 16 heures.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de lancer la procédure de rétrocession du fonds de commerce du local situé 26-28 rue du Faubourg du Courreau, conformément aux articles R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme ;
- d'approuver le cahier des charges de rétrocession joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Je félicite Monsieur Luc ALBERNHE et l'ensemble des services, Madame BRETTE-CHEVET, pour le suivi des deux rues que nous refaisons à Montpellier. D'abord, la rue du Courreau, qui est pratiquement terminée et qui sera inaugurée en avril ou en mai. Ensuite, la Grand-rue Jean Moulin. Si cela prend du temps, Monsieur DUMONT, vous le savez très bien, c'est parce qu'il existe un jeu de tiroirs qui fait que nous mettons une couche de bitume provisoire après avoir réglé le problème des réseaux, en accord avec tous les commerçants, puis nous faisons le segment d'après, pour éviter de dégrader le commerce et d'empêcher les gens de fréquenter les boutiques. Les gars travaillent le samedi, ils travaillent le dimanche, ils travaillent la nuit. Monsieur ALBERNHE et Madame BRETTE-CHEVET sont présents sur les lieux du chantier. De temps en temps, j'ai l'honneur de les rencontrer et de remercier toutes les équipes, parce que c'est un chantier contraint, auquel de nombreuses municipalités n'ont pas voulu s'attaquer. C'est un chantier complexe et nous arriverons à régler la Grand-Rue Jean Moulin en temps et en heure, avec les pavements qui ont été acceptés par les habitants et conseillés par les Bâtiments de France, parce que nous sommes dans le secteur sauvegardé, et par l'architecte du patrimoine, Monsieur FIORE, que nous avons recruté spécifiquement pour ce travail. J'ai demandé également, pour la rue du

Courreau, que soit déplacé le container enterré qui avait été, lors des travaux du tramway, installé devant la boutique de Madame AUZIER, les marchands de dragées, qui sont là depuis un siècle et demi à Montpellier. Nous l'avons déplacé, et cela se fait en concertation avec les services de Grand Cœur. Et nous avons l'achat des cellules commerciales en pied d'immeuble qui seront cédées à de nouveaux propriétaires pour mettre en place une diversité des activités commerciales rue du Courreau et boulevard Jeu de Paume.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Monsieur Pascal KRZYZANSKI entre en séance et récupère sa procuration (donnée à Madame Mylène CHARDES).*

### **13. PÉRIMÈTRE DE SAUVEGARDE DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT DE PROXIMITÉ**

#### **Préemption du fonds de commerce 38 rue du Faubourg du Courreau Lancement de la procédure de rétrocession et approbation du cahier des charges**

La Ville, dans le cadre de la loi du 2 août 2005, de son décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007 et de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, a décidé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 de définir un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux.

L'objectif de la Ville est de se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un danger patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité.

11 secteurs sont inscrits depuis 2010 dans ce périmètre :

- Rue de la République et rue d'Alger ;
- Halles Laissac – faubourg de la Saunerie – Boulevard Clemenceau ;
- Boulevard de l'Observatoire – boulevard du Jeu de Paume et boulevard Ledru-Rollin ;
- Rue du Faubourg du Courreau ;
- Rue Saint Guilhem ;
- Rue de Verdun – rue Boussairolles – rue du Clos René – rue Aristide Ollivier ;
- Rue de la Méditerranée – rue du Pont de Lattes – Place Carnot ;
- Cours Gambetta – Plan Cabanes Ouest – rue Adam de Craponne ;
- Place Roger Salengro – rue du Faubourg Figuerolles ;
- Boulevard Louis Pasteur – Boulevard Louis Blanc – place Albert 1<sup>er</sup> – rue de l'Université ;
- Rue de l'Aiguillerie – place Notre Dame – rue du Pila St Gély.

Par décision du 29 septembre 2015, ce premier périmètre a été étendu à la rue Maguelonne, à la Grand 'rue Jean Moulin (partie sud-ouest), au boulevard Victor Hugo ainsi qu'à quelques parcelles en complément des 11 secteurs initiaux.

Le 15 juin 2017, La SARL HLA a souscrit une déclaration de cession d'un fonds de commerce situé 38 rue faubourg du Courreau cadastré section BX 118 au prix de 38 000 €.

La SA3M a décidé d'exercer le droit de préemption, dont elle est bénéficiaire par délégation, sur la cession de ce fonds de commerce exploité par la société HLA 38 rue du faubourg du Courreau et cadastré section BX n°118, au prix de 38 000 €.

Le bail a été consenti moyennant un loyer initial mensuel de 750 €, hors charges. Il s'élève à l'heure actuelle à la somme mensuelle de 875 € plus 40 € de charges mensuelles.

Conformément aux articles L. 214-1 à L. 214-3, et R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme, la Ville entend procéder à la rétrocession de ce fonds de commerce avec droit au bail, dans le respect de l'objectif de sauvegarde de la diversité commerciale et artisanale.

En synthèse, ces dispositions réglementaires prévoient :

- une délibération du Conseil municipal en vue de lancer la procédure et de valider le cahier des charges de cession ;
- un affichage en mairie pendant 15 jours, avis qu'il est proposé au Conseil de compléter par un avis de publicité sur le site internet de la Ville et dans le Midi Libre ;
- une délibération du Conseil municipal en fin de procédure sur le choix de l'acquéreur retenu indiquant les conditions de la cession et les raisons du choix du cessionnaire.

La procédure est conditionnée à l'accord exprès et écrit du bailleur sur le résultat de la consultation, cette condition devant être mentionnée dans l'avis de publicité, étant précisé qu'en cas de changement d'activité, ce dernier peut souhaiter conclure un nouveau bail avec éventuellement une modification du montant du loyer.

Le cahier des charges a pour objectif de fixer les conditions de rétrocession afin de garantir le respect des objectifs définis. Conformément à l'article R. 214-11 du code de l'urbanisme instauré par le décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007, celui-ci servira de support à l'appel à candidature pour la rétrocession du fonds de commerce.

La date de remise des candidatures proposée est le 25 mai 2018 à 16 heures.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de lancer la procédure de rétrocession du fonds de commerce du local situé 38 rue du Faubourg du Courreau, conformément aux articles R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme ;
- d'approuver le cahier des charges de rétrocession joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO).

**14. FONCIER**  
**Cession à la SA3M de la parcelle cadastrée CD 817**  
**Rue Proudhon**

La Ville est propriétaire de la parcelle cadastrée CD 817 consistant en un terrain sur lequel est édifié un mur, d'une superficie de 14 m<sup>2</sup>, située rue Proudhon.

Cette parcelle appartenait à une emprise plus importante qui constituait le site des anciennes archives départementales, acquis au Conseil Général de l'Hérault par un acte administratif du 20 septembre 2013.

Aucune affectation spécifique de la parcelle n'ayant été opérée au titre du Domaine Public de la Commune, celle-ci a été déclassée par délibération n° V2018-008 en date du 1<sup>er</sup> février 2018.

Par un acte du 19 et 20 décembre 2017, la Ville de Montpellier a procédé à la cession à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) de la parcelle voisine cadastrée CD 816, d'une superficie de 2 387 m<sup>2</sup> et correspondant à une partie de l'ancien site des archives départementales. Cette dernière intervient en qualité d'aménageur de la Ville au titre de la concession Nouveau Grand Cœur.

Ce terrain de faible emprise, constitué d'un simple mur de clôture, a été évalué à 500 euros (cinq cents euros), suivant avis du 13 février 2018 des services fiscaux.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la cession à la SA3M au prix de 500 euros (cinq cents euros) nets de la parcelle cadastrée CD 817 ;
- de demander au notaire de l'acquéreur de rédiger à ses frais l'acte authentique de cession ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL).

**15. MONTPELLIER GRAND CŒUR**

**Convention de co maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Montpellier, pour les travaux de requalification des espaces publics aux abords du nouveau monument à la mémoire des Montpelliérains morts pour la France, le « Jardin des Héros ».**

En 2014, des plaques commémoratives, où sont inscrits environ 700 noms de Montpelliérains morts pour la France pendant la guerre de 14 - 18, ont été remontées depuis la crypte de l'actuel monument aux morts situé sur l'esplanade Charles de Gaulle, pour être exposées sur ce dernier.

Afin d'honorer la mémoire des Montpelliérains qui se sont battus pour la France, il est proposé de réaliser un nouvel ouvrage mémorial dénommé « le Jardin des héros », dans la continuité de celui existant.

Il s'agit en effet de venir compléter la composition déjà existante avec les noms manquants des enfants de Montpellier morts pour la France lors de la première guerre mondiale (1914-1918), mais également pour faire figurer les noms des Montpelliérains morts pour la France :

- lors de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) ;
- sur les théâtres d'opération extérieurs (Indochine, Algérie).

Le monument sera également dimensionné pour accueillir les noms correspondants aux conflits récents.

Les noms des trois députés de l'Hérault n'ayant pas voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain le 10 juillet 1940: Vincent Badie, Paul Boulet et Jules Moch, figureront aussi sur le monument.

Les abords de cet ensemble mémorial seront réaménagés, mis en valeur pour s'intégrer entre l'Esplanade Charles de Gaulle, la place de la Comédie et Antigone. Pour cela, il conviendra de concevoir un réaménagement des espaces publics, comprenant notamment des plantations et des réfections de revêtement de sol.

Ce projet relève aujourd'hui de deux compétences distinctes.

En effet, si la construction du nouveau monument aux morts est de pleine compétence communale, c'est aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole qui est compétente en matière d'aménagement des espaces publics.

La cohérence de cet ensemble du Jardin des héros impose cependant que ces éléments de programme soient traités de la manière la plus coordonnée possible.

En application de l'article 2 II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée : « *Lorsque la réalisation la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner par convention, celui d'entre eux qui assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération* ».

Sur cette base, il est proposé, en annexe à la présente, une convention de co maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et la Commune pour l'aménagement des espaces publics du Jardin des héros. Cette convention permettra une conduite d'opération plus cohérente et la prise en compte des éléments d'espace publics en même temps que ceux relatifs à la conception du nouveau monument.

Le projet de convention identifie notamment les travaux à réaliser et précise le contenu de la mission de maîtrise d'ouvrage, le contrôle financier, administratif et technique des travaux sur les espaces publics du Jardin des héros, et les conditions de remise d'ouvrage à la Métropole après travaux.

Considérant que les travaux d'aménagement de l'espace public prennent leur cause dans le projet de l'ensemble mémorial porté par la Commune, c'est cette dernière qui assumera la totalité du coût de l'opération. Celui-ci sera arrêté à l'issue de la phase d'avant-projet.

La convention prendra effet à la date de sa signature, et prendra fin après la réception des ouvrages et la levée des réserves sur la partie espace public aux abords du nouvel ouvrage.

Le nouvel ouvrage sera inauguré lors de la commémoration du 11 novembre 2019.

**En conséquence il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le projet de convention de co maîtrise d'ouvrage joint en annexe pour la réalisation des espaces publics attenants au Jardin des héros ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou toute personne ayant délégation à signer ladite convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Nous poserons la première pierre du Jardin des Héros le 11 novembre 2018, centenaire de la grande guerre. Ce jour-là, nous présenterons le projet, mais je vous détaille dès aujourd'hui nos intentions. Lorsque nous avons été élus, nous avons ressorti de la crypte les plaques de marbre sur lesquelles était mentionné le nom des Poilus qui sont tombés au front, les jeunes Montpelliérains qui, dans la guerre de 14-18, ont disparu au combat. Ils étaient enfermés dans la crypte. Nous les avons disposés, comme le font toutes les communes de France, à l'air libre, au soleil. Il nous manque 700 noms supplémentaires qui n'avaient pas été inscrits sur les plaques et que nous avons retrouvés grâce au travail de Lorraine ACQUIER, d'Olga KROMPASZKY et des archives municipales nationales. Ces 700 noms, nous ne pourrions pas les mettre sur le monument aux morts. Il faut donc les disposer sur d'autres supports qui seront construits juste à côté du monument aux morts. Ensuite, nous mettrons également les plaques qui existent de tous les Montpelliérains qui sont tombés à la guerre de 40, en Indochine et en Algérie, dont les plaques sont encore dans la crypte. Nous mettrons aussi une plaque pour tout ce qui concerne les Montpelliérains tombés sur le théâtre des opérations étrangères. Et après, le Conseil municipal a souhaité mettre une stèle particulière pour les trois députés qui n'ont pas voté les pleins pouvoirs à Pétain : Jules MOCH, Vincent BADIE et Paul BOULET. Ainsi, nous aurons composé le Jardin des Héros.

C'est l'occasion aussi d'entrevoir les travaux de restructuration de toute cette zone : la place de la Comédie, l'Esplanade, toute la partie des jardins qui se trouve devant le Pavillon populaire, le parc, le bassin, l'entrée du Corum, l'entrée de la mairie, qui demande un vrai projet d'urbanisme et de conception, la Dalle du Triangle, un vrai projet d'urbanisme et de design. Il s'agit de refaire l'hyper cœur de la Métropole, et cela fera partie de mon programme en 2020, si je suis candidat.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

## **16. MONTPELLIER GRAND CŒUR**

**Avenant à la concession d'aménagement Grand Cœur SA3M pour la réalisation du nouveau monument à la mémoire des Montpelliérains morts pour la France, le "Jardin des Héros", et les travaux de requalification de l'espace public environnant.**

Afin d'honorer la mémoire des Montpelliérains qui se sont battus pour la France, il est proposé de réaliser un nouvel ouvrage mémorial dénommé « le Jardin des héros », dans la continuité de celui existant, avec l'espace public environnant réaménagé et mis en valeur, en lien avec l'Esplanade Charles de Gaulle, la place de la Comédie et Antigone.

Afin que la conduite d'opération soit la plus cohérente possible, entre le monument et ses abords, une convention de co maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière d'espace public, et la Commune, compétente pour la réalisation du monument aux morts, a été approuvée par délibération du Conseil métropolitain du 22 février 2018 et par délibération du présent Conseil municipal.

Par ailleurs, la concession d'aménagement dénommé « Montpellier Grand Cœur », confiée à la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ayant pour objectif une intervention globale de renouvellement urbain du centre-ville, comporte dans son traité la réalisation d'équipements publics.

Dans ce contexte, il est proposé le transfert de la maîtrise d'ouvrage du nouveau monument aux morts et de ses abords à la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Un avenant à la concession d'aménagement Grand Cœur est nécessaire pour intégrer cette opération, son calendrier et son implication sur la participation d'équilibre menée par la Ville.

Le coût de l'opération mentionné dans le projet d'avenant est indicatif, il ne pourra être arrêté qu'à l'issue de la phase d'avant-projet définitif. Le montant, soit 1 168 800 TTC, sera alors ajusté lors du prochain compte rendu à la collectivité (CRAC) de la concession d'aménagement Grand Cœur.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le transfert de la maîtrise d'ouvrage, pour la réalisation du nouveau monument à la mémoire des Montpelliérains morts pour la France, le « Jardin des Héros » et pour les travaux de requalification de l'espace public environnant, à la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ;
- de prendre acte à cet effet des termes de l'avenant n° 6 au traité de la concession d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint au Maire de Montpellier, ou toute personne ayant délégation à signer ledit avenant au traité de la concession d'aménagement, ainsi que tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 905.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL).

**17. Rénovation de l'Eglise Saint-Roch**  
**Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux**

Dans le cadre de la mise en valeur de son patrimoine, la Ville s'est engagée en 2017, dans un programme de réalisation de travaux de restauration des nefs (centrale et latérales) et des vitraux de l'Eglise Saint-Roch.



Pour ce faire, une mission de maîtrise d'œuvre a été confiée à un prestataire extérieur chargé de réaliser les études et conduire les travaux afin de mener à bien ce chantier.

Cette opération fait l'objet de plusieurs tranches, la première ayant démarré pendant l'été 2017, à l'occasion du 150<sup>ème</sup> anniversaire du Sanctuaire de l'Eglise Saint-Roch.

En vue de lancer les travaux relatifs à la restauration des vitraux, il sera nécessaire de déposer un dossier de déclaration préalable de travaux.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les travaux de restauration des vitraux de l'Eglise Saint-Roch ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer et déposer la déclaration préalable de travaux auprès des services compétents ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Simplement un détail important pour que vous le sachiez. Les églises sont de la responsabilité des communes, celles qui ont été construites avant la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat en 1905. Celles qui sont construites après ont d'autres propriétaires, variés, qui peuvent être les évêchés, les associations, les mécènes. Les cathédrales appartiennent à l'Etat, pas aux communes. C'est pour cela que, pour l'inauguration des travaux faits sur la cathédrale Saint-Pierre, qui aura lieu samedi soir à 20h30, les invitations sont envoyées par le préfet.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

## **18. DOMAINE DE MERIC**

### **Travaux de rénovation Autorisation d'urbanisme**

Le domaine de Méric sis 552-634 rue de Ferran à Montpellier est une propriété de la Ville qui constitue un site classé. Il est composé de bâtiments et de terrasses au-dessus du Lez, immortalisés par le peintre Frédéric Bazille qui y a passé une partie de sa courte vie.

Aujourd'hui, ce domaine nécessite une rénovation approfondie. A cet effet, un diagnostic patrimonial a été diligenté. Il pointe notamment le très mauvais état des toitures.

Aussi il est prévu, sans attendre une rénovation complète des façades et des espaces intérieurs, de réaliser des travaux de rénovation de toiture, à l'identique de la maison d'habitation et du corps de logis.

Pour mener à bien cette opération, il est nécessaire de déposer auprès des services compétents les autorisations de travaux prévues par la réglementation dans le cadre d'un site classé.

Le montant des travaux est estimé à 180 000 € HT.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la réalisation des travaux de réfection de la toiture ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant l'Adjoint Délégué à déposer les autorisations d'urbanisme relatives aux travaux susnommés ;
- De dire que les crédits sont inscrits sur le Budget Primitif 2018, chapitre 900 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Ce sont les travaux de rénovation qui commencent sur Méric. Je vous rappelle que nous sommes en train de vendre le Capoulié, l'immeuble qui se trouve rue Maguelone, dans lequel nous avons la Maison de la prévention, des services municipaux. Nous sommes en train de vendre cet édifice, et sa vente nous aidera à requalifier Méric pour lequel nous avons mis 180 000 euros pour les études cette année parce que la bâtisse est dégradée. La toiture, l'étanchéité, les enduits de façade, les planchers et les corps de ferme, nous avons pratiquement 2,5 ou 3 millions d'euros de restauration, si nous voulons vraiment faire quelque chose de bien. Je crois que, si un domaine était à conserver, ce serait celui de Méric, qui ancre cette demeure dans la grande tradition montpelliéraine, parce qu'historiquement elle est dépositaire de plusieurs histoires à Montpellier. Tout d'abord, le siège de 1622 où le roi prend Montpellier de force car les consuls, une fois catholiques, une fois protestants, se disputaient la gouvernance de la Ville et s'entretuaient. C'est pour cela que nous n'avons plus d'édifices médiévaux à Montpellier, parce que les guerres de religion ont tout fracassé. Ensuite, parce que c'est la demeure de Frédéric Bazille, qui est le père des impressionnistes, dont les trois expositions à Montpellier, au musée d'Orsay et à Washington Gallery ont réuni près de 500 000 visiteurs. C'est un concours, un appel d'offres. Cela va dépendre des projets.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Monsieur Djamel BOUMAAZ entre en séance.*

**19. Délégation de Service Public Fourrière Automobile  
Cession du contrat de délégation de service public  
de la société Enlèvement et Gardiennage Services (E.G.S)  
à la société Enlèvement et Gardiennage Services Montpellier,  
(E.G.S Montpellier), société dédiée  
AVENANT N°1**

Par délibération du 03 novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé le choix du délégataire pour la gestion du service public de la fourrière automobile et autorisé la signature du contrat. Le

contrat a été notifié le 15 décembre 2017.

La Ville de Montpellier a confié à la société Enlèvement et Gardiennage Services (E.G.S) l'exploitation du service par convention de Délégation de Service Public pour une durée de sept ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Conformément à l'article 41 du contrat de délégation, le délégataire s'est engagé à créer, dans un délai de 3 mois à compter de la date de la notification du contrat, une société dédiée dont l'objet social sera exclusivement réservé à l'exécution dudit contrat.

Pour répondre à cet engagement, la société Enlèvement et Gardiennage Services Montpellier, société à responsabilité limitée au capital de 5000 euros, a été immatriculée au RCS de Montpellier sous le numéro 833 916 802. Le siège social est situé au 1945 avenue de Toulouse, 34070 Montpellier.

Il convient donc d'établir un avenant de cession de la convention de délégation de service public concernant l'exploitation du service de la fourrière automobile existant vers la société ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES MONTPELLIER, qui s'engage à reprendre l'ensemble des droits et obligations de la convention initiale concernant la délégation de service public pour la fourrière automobile.

Les clauses et conditions de la convention initiale demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par l'avenant de transfert.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à la sécurité, à signer l'avenant de transfert et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Madame ACQUIER :** Monsieur le Maire, le 3 novembre dernier, vous avez tous approuvé le choix du délégataire EGS pour prendre en charge la fourrière de Montpellier. Dans le cadre du contrat de délégation, l'article 41 impose de créer une société dédiée pour la fourrière à Montpellier. C'est ce qu'ils ont fait avec la société EGS Montpellier. L'objet de la délibération est le transfert du contrat à la nouvelle société EGSM dans les mêmes clauses et conditions que le contrat initial.

**Monsieur le Maire :** Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Deux abstentions.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO).

## **20. Programme de Vidéoprotection Urbaine**

### **Année 2018**

La politique de sécurité développée au sein de la commune de Montpellier s'est caractérisée depuis le début du mandat par le renforcement d'une police territoriale de proximité et le développement d'un programme ambitieux de vidéoprotection.

Cette politique se construit au quotidien par la coordination et l'association d'un certain nombre d'acteurs, de services, de moyens matériels, et de technologies afin de répondre aux différents enjeux qui s'imposent à un territoire communal tel que Montpellier.

Par ses investissements soutenus en moyens humains et matériels, la Ville de Montpellier trouve aujourd'hui tout naturellement sa place dans les villes expérimentales de la Police de Sécurité au Quotidien.

Ainsi, la vidéoprotection s'affirme désormais comme une technologie complémentaire à la gestion des espaces, des voiries et des équipements publics.

Elle est mise en œuvre quotidiennement par un service répondant de la Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique, fonctionnant 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et en liaison permanente avec le Centre d'Information et de Commandement de la Police Nationale et le Centre Opérationnel de Commandement de la Police Municipale.

Au cours de l'année 2017, le Centre de Supervision Urbaine a traité 7531 affaires donnant lieu à 4671 interventions, 575 interpellations et 503 réquisitions d'images de la part des services de police ou de gendarmerie.

Par ailleurs, le Centre de Supervision Urbaine assure en permanence la surveillance en continu du tunnel de la Comédie, pour le compte de la Métropole, et contribue à la fluidité de la circulation par le biais de la vidéo-verbalisation introduite depuis février 2016.

La continuité du développement, proposée à l'occasion de cette année 2018 répond d'un diagnostic partagé avec les services de la Direction Départementale de la Sécurité Publique, conforté des demandes formulées par les administrés.

C'est à partir de cet état des lieux que les choix d'installation ou de renforcement de la vidéoprotection sont formulés.

Il est donc proposé, pour cette année une extension du réseau de vidéoprotection urbaine par l'implantation de 18 nouvelles caméras sur les secteurs suivants, et par thématique :

|  |                             |   |
|--|-----------------------------|---|
| Plan d'aménagement<br>du quartier<br>Figuerolles           | Rue du Faubourg Figuerolles | Entre Salengro et Gambetta  |
|  |                             | Rue du Père Bonnet, Square du Père Bonnet                           |
|  |                             | École maternelle docteur Roux, Rue de la Fontaine Saint Berthomieu, |
|  | Place Bouschet de Bernard   | Boulevard Renouvier, Rue Adam de Craponne                           |
| Plan d'aménagement<br>du quartier<br>Boutonnet             | Rue Daru                    |   |
|  | Place Emile Combes          | Rue Proudhon  |
|  | Rue Lakanal                 | Rue Francis Garnier   |
|  | Place Henri Krasucki        | Rue du Faubourg Boutonnet   |
|  | Avenue Saint Charles        | Avenue Chancel (proximité station Philippidès)                      |
| Centralités urbaines<br>/<br>Renforcement<br>d'équipements | Station tram Boutonnet      | Proximité Cité U  |
|  | Secteur Ecusson             | Sortie tunnel Comédie, allée de la Citadelle                        |
|  |                             | Rue Saint Guilhem, Rue de l'Ancien Courrier                         |
|  | Secteur Mosson              | Rue de Malbsoc  |
|  |                             | Parc Malbosc, Avenue Aglaé Adanson,                                 |
|  | Cité Astruc                 | Arrêt tram Astruc, Avenue de Lodève, Rue de Clémentville            |
|  | Secteur Saint Martin        | Avenue des Prés d'Arènes, Rue des Catalpas                          |
|  |                             | Avenue du maréchal Leclerc, Rue du Grau                             |
|  |                             | Avenue du Maréchal Leclerc, Avenue Albert Dubout                    |

A ce jour et après approbation du programme 2018, le nombre de caméras sur l'espace public sera porté à 332.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De valider le programme de vidéoprotection urbaine 2018, à savoir l'implantation de 18 nouvelles caméras ;
- De solliciter les subventions les plus larges possibles, notamment une subvention du Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance (FIPD) auprès des services de l'Etat ;
- De déposer la demande d'autorisation auprès de la Préfecture ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Madame ACQUIER :** Comme nous avons eu l'occasion de le présenter au ministre de l'Intérieur lorsqu'il est venu en février à Montpellier, la vidéoprotection est un véritable outil, à la fois pour la sécurité de nos concitoyens, mais également un outil de gestion de l'espace public. Je vais profiter de cette délibération pour expliquer à Mademoiselle LLEDO que les caméras à Montpellier ne servent pas à rien, parce que nous avons effectivement des gens derrière, sept jours sur sept et vingt-

quatre heures sur vingt-quatre. Vous n'avez jamais eu l'occasion de venir le voir, mais c'est un fait. Mademoiselle LLEDO, 7 531 affaires ont été traitées grâce aux caméras de vidéosurveillance. Plus de 500 personnes ont été interpellées, 4 671 interventions ont eu lieu de la part de la police municipale, de la police nationale et de la gendarmerie et plus de 500 réquisitions d'images sur ordre du procureur de la République. Le CSU, c'est aussi la gestion du tunnel de la Comédie, peu de gens le savent, mais il répond à la législation que l'on appelle tunnel du Mont-Blanc. Comme il a une taille importante, nous avons des obligations légales. Nous avons dû notamment installer 16 caméras de vidéosurveillance. Il faut savoir que 332 fois dans l'année, le tunnel a été fermé de manière intempestive, parce que nous avons des concitoyens distraits, pas tout à fait civiles. 47 personnes ont pris le tunnel à contre-sens ou en marche arrière. 23 cyclistes l'ont emprunté, 208 piétons, pas tous en bonne forme d'ailleurs, et 30 véhicules sont tombés en panne.

Les caméras de surveillance sont aussi des outils de gestion absolument incroyables pour les manifestations culturelles et sportives, et les manifestations un peu moins culturelles comme le Carnaval des gueux qui nous a permis il y a quelques mois, avec Monsieur le Maire, de pouvoir éviter les drames qui ont eu lieu l'année dernière en centre-ville. Monsieur le Préfet et la DDSF étaient aussi mobilisés. Le CSU est aussi un outil de gestion en termes d'intempéries, que ce soit pour la neige dernièrement, ou en cas d'inondations dans les épisodes cévenols.

Le CSU de Montpellier est donc un outil important, que vous avez particulièrement développé, Monsieur le Maire, depuis votre arrivée au pouvoir puisque, en 2013, nous avions 146 caméras à Montpellier. Fin 2017, nous sommes à 314 et, si ce soir vous votez le plan de 18 caméras supplémentaires, nous atteindrons 332 caméras de vidéo-surveillance sur la voie publique.

Pour ce qui est du détail, nous ne plaçons pas les caméras n'importe comment et n'importe où. Le choix des caméras répond à une logique de maillage du territoire, parce qu'il ne suffit pas d'avoir une caméra quelque part pour qu'elle soit utile. Par exemple, pour pouvoir suivre quelqu'un qui a agressé une personne, si vous n'avez qu'une caméra, une fois qu'elle est sortie de la caméra, vous ne pouvez plus la suivre, donc vous ne pouvez pas l'interpeller. Nos choix répondent donc à la fois à un souci de maillage et également à une prise en compte des doléances que nous pouvons avoir de nos concitoyens, de la police municipale et de la préfecture.

Nous avons trois grandes catégories d'aménagements pour 2018 : le plan d'aménagement du quartier Figuerolles, avec une caméra entre Salengro et Gambetta, une caméra rue du Faubourg Figuerolles, une caméra place Bouschet de Bernard, une caméra rue Daru ; ensuite une série de caméras autour du quartier Boutonnet, place Émile Combes, rue Lakanal, place Henri Krasucki, avenue Saint-Charles et à la station tram Boutonnet ; enfin, un certain nombre de renforcements d'équipements dans le secteur de l'Ecusson, notamment le tunnel de la Comédie, pour éviter les contre-sens, la rue Saint Guilhem et la rue de l'Ancien Courrier, dans le secteur Mosson avec la rue de Malbosc, le parc Malbosc et l'avenue Aglaé Adanson, dans la cité Astruc au niveau du tram, et enfin dans le secteur Saint-Martin, avec l'avenue des Prés d'Arènes, l'avenue du maréchal Leclerc et Albert Dubout.

**Monsieur le Maire :** Qui demande la parole ? Monsieur DOMERGUE, Monsieur COUR et Monsieur BOUMAAZ. Alors, Monsieur DOMERGUE.

**Monsieur DOMERGUE :** Monsieur BOUMAAZ se réveille après l'affaire 18, il l'avait dit. Je souscris au plaidoyer de Madame ACQUIER sur la vidéosurveillance, parce que nous avons été longtemps habitués, sur les majorités précédentes, au fait que la vidéosurveillance était considérée comme de la suspicion permanente et une privation de liberté pour nos concitoyens, donc cela est

bien. La seule question que nous pouvons nous poser est la suivante : vu l'intensité de ce plaidoyer et les bienfaits attendus, est-ce que 18 caméras supplémentaires seront suffisantes ? Etant donné aussi le retard accumulé depuis très longtemps, parce qu'à l'époque où les Verts étaient en co-responsabilité sur la Ville, je me rappelle que c'était un gros mot que de parler de vidéosurveillance. Je ne prendrai pas le chiffre de Londres, qui est un chiffre peut-être excessif, mais en tout cas qui permet une véritable surveillance de toutes les actions sur la Ville, mais une Ville comme Nice, par exemple – et pourtant un drame a eu lieu à Nice –, a actuellement plus de 1 800 caméras. Nice, c'est une fois et demie Montpellier à peu près. Nous sommes à 332 caméras, nous avons quand même beaucoup de retard. Je veux bien que vous surveilliez la place Krasucki, mais ce ne sera peut-être pas suffisant et je pense donc que, si réellement la vidéo-surveillance est efficace – ce que je crois –, il faut encore intensifier les acquisitions et les installations sur la Ville.

**Monsieur le Maire :** Merci, Monsieur DOMERGUE. Madame ACQUIER vous répondra à la fin et je vous dirai un mot aussi. Monsieur COUR.

**Monsieur COUR :** Une seule personne ne peut surveiller que huit écrans maximum en même temps. Le nombre de caméras, c'est une bonne chose, mais combien avons-nous de personnels qui surveillent ces écrans vingt-quatre heures sur vingt-quatre ? C'est-à-dire au minimum combien sont-ils et au maximum combien sont-ils dans la journée ? Merci.

**Monsieur le Maire :** Monsieur BOUMAAZ.

**Monsieur BOUMAAZ :** Monsieur le Maire, Madame ACQUIER. Sur cette question, je ne vais pas débattre sur le fond ou sur la forme ou sur les caméras supplémentaires ou non, ou à quel endroit nous devrions les mettre. Ma question fera suite à mes recherches de la légitimité de l'emplacement de ces caméras, de leur utilisation et surtout des formalités administratives que nous devons, ou plutôt vous devez, auprès de la CNIL et de la Préfecture. Je m'explique. La demande d'autorisation d'installation de caméras de surveillance sur la voie publique, dans les lieux ouverts au public, s'effectue auprès du préfet du lieu d'implantation, mais il faut aussi informer la CNIL qui est la Commission nationale informatique et libertés, une autorité administrative indépendante. L'autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelables. Après obtention de l'autorisation, le responsable du dispositif doit déclarer la mise en service à la Préfecture. Alors quid ? Sommes-nous à jour de la demande de renouvellement pour les premières caméras installées en 2012 sous l'ère MANDROUX ? Mais aussi une autre question qui me chiffonne : sommes-nous véritablement dans les clous sur le nombre de caméras installées et leur utilisation, soit 332 caméras comme l'indique votre synthèse alors que, sur le site du gouvernement, datagouv.fr, seules 141 caméras de vidéoprotection urbaine de la Ville de Montpellier sont autorisées, ce qui veut dire qu'ils ont une licence ouverte. Je vous invite donc à jeter un coup d'œil sur ce site, qui a été mis en place en septembre 2013, mis à jour en septembre 2014, pour être modifié en février 2016. Vous trouverez un fichier qui renseigne, pour chacune des 141 caméras, la date d'installation, le lieu, la situation précise dans certains cas de quartiers, sous-quartiers, et enfin les coordonnées géographiques de ces 141 caméras. Voilà, Monsieur le Maire, ce sera tout pour le moment, en espérant que vous pourrez me répondre et nous répondre sur cette interrogation.

**Monsieur le Maire :** Merci, Monsieur BOUMAAZ. Madame ACQUIER pour les réponses données aux questions que vous posez.

**Madame ACQUIER :** Merci, Monsieur DOMERGUE, de souscrire à notre volontarisme en termes de caméras de vidéo-surveillance. Effectivement, à Nice, il existe peut-être plus de 1 000 caméras, mais nous travaillons aujourd'hui à un plan de mutualisation des caméras que nous pouvons avoir

sur le territoire, parce que Montpellier n'est pas la seule ville à posséder des caméras. Un certain nombre de caméras sont liées aux flux et aux déplacements de voitures. Vous avez peut-être vu au premier étage le PC Pétrarque, par exemple. Ce sont des caméras de surveillance qui ne sont pas liées au CSU. La TAM a un certain nombre de caméras de vidéosurveillance et nous travaillons à un plan de mutualisation de ces caméras qui devrait nous permettre de les utiliser en termes de vidéoprotection d'ici la fin du mandat, ce qui nous portera à un peu plus de mille. Nous ne serons pas encore à 1 800, mais déjà à plus de mille caméras à disposition du CSU de la Ville de Montpellier. Je pense que nous nous rapprochons de ce que vous souhaitez à grands pas.

Pour répondre à Monsieur COUR, je dirais des bêtises si je vous donnais le nombre d'agents, mais nous avons suffisamment d'agents sachant qu'il existe deux manières de regarder les images. On peut les regarder quand on est opérateur du CSU et on peut aussi solliciter la police municipale, la police nationale et le centre opérationnel de commandement, pour que des zooms particuliers soient faits sur un certain nombre de caméras. C'est ce qui est fait régulièrement. Il faut savoir que la Ville, comme toutes les villes, a son rythme, a des rythmes particuliers en fonction des quartiers et il ne faut pas regarder toutes les caméras tout le temps. La Ville dort à un certain nombre de moments, grand bien lui fasse et grand bien nous fasse à tous. Quand la délinquance augmente, les gens dorment à d'autres endroits. Nous n'avons pas la fête et la délinquance en même temps. En général, quand les opérateurs ne surveillent plus les endroits festifs, ils peuvent se concentrer sur les endroits plus compliqués. Par ailleurs, le système est bien fait, notamment par rapport à la CNIL. Toutes nos images sont enregistrées et gardées un certain nombre de temps, ce qui nous permet de répondre favorablement aux demandes de réquisition du procureur de la République.

**Monsieur le Maire :** Merci, Madame ACQUIER. Monsieur COUR.

**Monsieur COUR :** La question était quand même claire. Quel est le nombre d'écrans que nous avons pour surveiller toutes ces caméras et quel est le nombre de personnes habilitées à les regarder en même temps ? Ta réponse Lorraine était très vague.

**Monsieur le Maire :** Simplement deux mots sur la sécurité, parce que, dans son propos, Monsieur DOMERGUE a expliqué qu'il fut un temps où les Verts, etc. Si vous êtes d'accord avec moi, et je pense avec la majorité de nos gouvernants quelles que soient leurs couleurs, la sécurité n'est pas une histoire de gauche et de droite. C'est l'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Ce sont les droits naturels : la liberté, la sûreté, la résistance à l'oppression. En revanche, sur les moyens coercitifs, là nous pouvons avoir des divergences, gauche et droite. Je fais partie de ceux qui pensent que la sécurité n'est pas seulement la coercition, c'est d'abord la prévention et cela finit par la réinsertion. C'est toute une chaîne, la sécurité. C'est tout simple. Mais la sécurité des citoyens, ce n'est pas une affaire de droite et de gauche, c'est une affaire qui intéresse la République, l'État.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Deux abstentions. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Françoise BONNET, Hervé MARTIN).



## **21. Mise à disposition des salles à titre gratuit dans les maisons pour tous**

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2017/2018, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salles à titre gratuit à 8 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1955 €.

Les associations concernées sont :

**MPT BRASSENS** : ANSA : 245€, CIE Antibrouillards : 455€, SONIKETE : 110€, Association Culture Physique Fondamentale : 220€, Centre des Arts du Cirque BALTHAZAR : 165€

**MPT COLUCCI** : Croix Rouge Française DL de Montpellier : 165€, Les petits débrouillards: 140€

**MPT CHOPIN** : Montpellier Esport Club : 455€

- La mise à disposition ponctuelle de salles à titre gratuit à 26 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 7485€.

Les associations concernées sont :

**MPT CAMUS** : Solidarité DOM TOM : 220€

**MPT CHOPIN** : Art Cie : 275€, Corée graphie : 825€, Arts vivants Cie paradisiaque : 550€, Agem : 55€, LemooveNement : 55€, Ribosome : 275€

**MPT CURIE** : Odette louise : 55€, Etoile solidaire : 220€, Comité de quartier Celleneuve : 55€, Arbre de vie : 55€

**MPT ESCOUTAIRE** : Jasmin d'orient : 165€, Comité de quartier Mion association : 55€, Mission locale Montpellier Métropole : 220€

**MPT LAGRANGE** : Les restos du cœur : 330€, La battante : 165€, Bosphore : 110€, Lumière et avenir : 110€, Axents : 330€, Attitude : 2200€, Jazz à tous les étages : 220€, Asmoune : 55€, Body sport la Rauze : 775€

**Maison de la Démocratie** : France acouphènes : 55€, France bénévolat : 55€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015.
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Valérie BARTHAS-ORSAL, Michèle DRAY-FITOUSSI, Annie YAGUE).

*Monsieur Alex LARUE sort de séance.*

## **22. Mise à disposition de locaux associatifs en créneaux horaires**

### **Approbation des loyers et redevances minorés**

#### **Autorisation de signer les conventions**

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action auprès des acteurs associatifs de la cité en signant des conventions jusqu'au 31 Décembre 2018.

Au vu de l'intérêt communal attaché à chacune de ces structures, un loyer minoré leur sera proposé. Le loyer ou la redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au Compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

| Association                                   | Adresse des locaux                    | Nombre d'heures               | Montant du loyer minoré annuel | Aide annuelle en nature |
|---|---------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|-------------------------|
| Alcool et les proches                         | 2, rue des Tourterelles               | 12 h/mois                     | 35 €                           | 587 €                   |
| Bien Vivre à Aiguelongue                      | 2, rue des Tourterelles               | 84 h/mois                     | 35€                            | 4 809 €                 |
| Blouses roses                                 | 2, rue des Tourterelles               | 42 h/mois                     | 35 €                           | 2 133 €                 |
| Bonsaï Club                                   | 2, rue des Tourterelles               | 8 h/mois                      | 35 €                           | 378 €                   |
| APAJ Centre gitan                             | 2, rue des Tourterelles               | 32 h/mois                     | 35 €                           | 1 916 €                 |
| Aiguelongue et Justice en Chœur               | 2, rue des Tourterelles               | 46 h/mois                     | 35 €                           | 3 300 €                 |
| Conseil Citoyens                              | 2, rue des Tourterelles               | 2.5 h/mois                    | 35 €                           | 94 €                    |
| Association Française des Usagers des Banques | 2, rue des Tourterelles               | 16 h/mois                     | 35 €                           | 791 €                   |
| Myosotis                                      | Mdq Emma Calvé<br>Impasse des Acacias | 8 h/mois                      | 35 €                           | 228 €                   |
| Radio Campus (ADOREM)                         | Mdq Emma Calvé<br>Impasse des Acacias | 300 h/mois                    | 35 €                           | 5 465 €                 |
| Six Sens                                      | Mdq Emma Calvé<br>Impasse des Acacias | 68 h /mois                    | 35 €                           | 2 198 €                 |
| Comité de quartier Nord                       | Mdq Emma Calvé<br>Impasse des Acacias | 24 h/mois                     | 35 €                           | 753 €                   |
| Amitié Franco Vietnamienne                    | Mdq Emma Calvé<br>Impasse des Acacias | 34 h/mois                     | 35 €                           | 1 081 €                 |
| Association Philatélique Montpelliéraine      | 9, rue de la Poésie                   | 20 h/mois<br>+ stockage 10 m² | 35 €                           | 2 934 €                 |
| Montpel'Libre                                 | 9, rue de la Poésie                   | 48 h/mois<br>+ stockage 10 m² | 35 €                           | 5 600 €                 |
| Le Peyrou les seniors en actions              | 9, rue de la Poésie                   | 3 h/mois                      | 35 €                           | 251 €                   |
| Le Baobab                                     | La Ruche<br>11, rue des Abeilles      | 12 h/mois                     | 35 €                           | 940 €                   |

|                                      |  |                               |      |          |
|--------------------------------------|--|-------------------------------|------|----------|
| Amicale des Radiesthésistes          | La Ruche<br>11, rue des Abeilles       | 10 h/mois                     | 35 € | 778 €    |
| Bout'Entrain                         | La Ruche<br>11, rue des Abeilles       | 158 h/mois                    | 35 € | 12 803 € |
| Confédération syndicale des familles | La Ruche<br>11, rue des Abeilles       | 12 h/mois                     | 35 € | 940 €    |
| Passe Pierres                        | Jacques Prévert<br>14, rue des Sureaux | 24 h/mois                     | 35 € | 547 €    |
| ANR 34                               | Jacques Prévert<br>14, rue des Sureaux | 36 h/mois                     | 35 € | 839 €    |
| Amis des étudiants                   | Jacques Prévert<br>12, rue des Sureaux | 76 h/mois<br>+ stockage 12 m² | 35 € | 3 094 €  |
| Arceaux Montpellier (foot)           | Jacques Prévert<br>14, rue des Sureaux | Stockage 20 m²                | 35 € | 2 165 €  |

**En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention type jointe en annexe ;
- d'approuver les loyers et redevances minoré proposés aux 24 associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature pour un total général de 54 623€ ;
- d'autoriser Monsieur le maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Dites-nous les vingt-quatre associations, Monsieur CASTRE, c'est important.

**Monsieur CASTRE :** Nous avons Alcool et les proches, Bien Vivre à Aiguelongue, Blouses roses, Bonsaï Club, APAJ Centre gitan, Aiguelongue et Justice en Chœur, Conseil Citoyens, Association Française des Usagers des Banques, Myosotis, Radio Campus (ADOREM), Six Sens, Comité de quartier Nord, Amitié Franco Vietnamienne, Association Philatélique Montpelliéraine, Montpel'Libre, Le Peyrou les seniors en actions, Le Baobab, Amicale des Radiesthésistes, Bout'Entrain, Confédération syndicale des familles, Passe Pierres, ANR 34, Amis des étudiants et Arceaux Montpellier (foot). Et tout cela pour un montant total de 54 623 euros.

**Monsieur le Maire :** Merci, Monsieur CASTRE. Qui demande la parole ? 54 000 euros qui correspondent au coût réel des locations et nous le mettons à titre gracieux. Nous n'encaissons pas les 54 000. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

## **24. Écoles privées sous contrat d'association : participation financière de la Ville pour l'année 2017-2018**

La Ville de Montpellier participe financièrement, conformément aux textes en vigueur, aux frais de fonctionnement matériel des écoles d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'Etat, en faveur des enfants domiciliés à Montpellier.

Pour l'année scolaire 2017-2018, le recensement effectué auprès des chefs d'établissement fait apparaître les effectifs suivants :

- pour les classes maternelles : 1 238 enfants domiciliés à Montpellier ;
- pour les classes élémentaires : 2 222 enfants domiciliés à Montpellier ;
- Soit au total : 3 460 enfants.

La dotation 2018 est augmentée de 35 € par rapport à celle de 2017, s'établit à :

- 610 Euros par enfant en maternelle ;
- 610 Euros par enfant en élémentaire.

Le montant global de la dotation 2018, compte tenu des effectifs, s'élève donc à :

- 755 180 Euros pour les enfants scolarisés en maternelle ;
- 1 355 420 Euros en élémentaire.

Les écoles privées sous contrat d'association concernées sont les suivantes :

- Saint François d'Assise 24, boulevard de Strasbourg - 34000 Montpellier ;
- Sainte Famille et Saint Charles 10, place Roger Salengro - 34000 Montpellier ;
- Les Jonquilles 255, rue Croix de Figuerolles - 34000 Montpellier ;
- Notre Dame de Bonne Nouvelle 3, rue Aristide Ollivier - 34000 Montpellier ;
- Sainte Thérèse 2, rue Portalière des Masques - 34000 Montpellier ;
- Sainte Geneviève 1093, avenue Louis Ravas - 34000 Montpellier ;
- Saint Jean Baptiste de la Salle 84, rue de Lunaret - 34090 Montpellier ;
- Saint François Régis 3, rue de la Merci - 34000 Montpellier ;
- Sainte Emilie 4, rue de la Croix Bonhomme - 34070 Montpellier ;
- Sainte Odile 80, rue du Pré aux Clercs - 34090 Montpellier ;
- Les Anges gardiens 2958, avenue des Moulins 34080 Montpellier ;
- Sainte Jeanne d'Arc 51, boulevard Ernest Renan 34000 Montpellier ;
- École juive de Montpellier rue E, Villalonga – ZAC Blaise Pascal 34000 Montpellier

Une convention dont le modèle est annexé à la présente sera signée avec chacun des établissements.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le versement de cette subvention aux écoles privées sous contrat d'association, dans les conditions définies ci-dessus ;
- d'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;

- de dire que les dépenses correspondantes sont inscrites au Budget Primitif de la Ville, sur le chapitre 932 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer les conventions et tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui demande des explications auprès de Sonia KERANGUEVEN ? Monsieur DELAFOSSE.

**Monsieur DELAFOSSE :** Sur cette affaire, la commune participe au financement des établissements privés. Il ne s'agit pas de relancer la guerre scolaire. Cela paraît normal. Mais quand nous lisons la délibération, nous voyons tout de même une hausse assez conséquente de la dotation par élève, + 35 euros, soit une hausse de 6 %. Nous voudrions donc savoir par quoi elle est motivée. Et nous ne pouvons pas penser la présence des établissements privés, de l'offre d'enseignements primaires publics et privés, sans avoir une réflexion d'ensemble sur les enjeux liés à la mixité sociale. Et nous savons que, dans beaucoup d'écoles publiques, à Montpellier, la mixité sociale est grandement fragilisée. Il faut se réjouir des prises de position des fédérations de l'école privée qui ont dit à plusieurs reprises, dans les débats qui ont pu concerner cette question-là, qu'elles étaient disponibles pour y contribuer. Nous souhaiterions savoir si vous avez eu une discussion sur ce sujet, éventuellement sur des élèves qui sont d'origine sociale modeste. Est-ce qu'il existe un coefficient de pondération pour faire en sorte que nous ayons, du point de vue de l'offre de formation, sur le territoire, que ce soient les écoles publiques très majoritaires sur la Ville et les écoles primaires privées sous contrat, pas hors contrat, une discussion avec elles pour voir comment elles peuvent participer à l'indispensable stratégie de mixité sociale ? Je vous remercie des explications que vous pourrez nous donner.

**Monsieur le Maire :** Madame KERANGUEVEN va vous répondre sur l'augmentation et je vous répondrai sur la mixité. Monsieur DOMERGUE.

**Monsieur DOMERGUE :** Je vais intervenir. Monsieur DELAFOSSE ne sera pas surpris que j'intervienne dans un sens différent du sien, même s'il ne s'agit pas de réactiver la guerre des écoles. La loi Debré de 1959 oblige les communes à participer au fonctionnement des écoles qui sont sous contrat dans les mêmes conditions que les écoles publiques. Cette année, une petite augmentation a été allouée, vous allez justifier la raison de cette augmentation. Je trouve que la justification sera sûrement en deçà de ce qu'elle aurait pu être parce que, si mes informations sont exactes, la ville de Montpellier alloue 610 euros par enfant pour les écoles qui sont actuellement sous contrat. C'est une tradition à Montpellier que de dire que – et je me rappelle des débats que nous avons eus et c'est vraiment des positions différentes à droite et à gauche – il faut tout mettre sur l'école publique. Nous avons vu ce que cela a donné malheureusement. Le classement PISA montre que nous sommes dans une dynamique d'échec. Les écoles privées étaient – je me réfère à l'époque où j'étais beaucoup plus jeune – souvent des établissements qui recueillaient les enfants en difficulté, qui ne réussissaient pas dans l'école publique, qui était le Graal, si j'ose dire. Actuellement, on voit malheureusement trop souvent l'inverse, et ce n'est pas une injure vis-à-vis de l'école publique dont je suis issu – Lycée Arago de Perpignan – que de faire ce constat aujourd'hui.

Certaines choses fâchent. Le budget de fonctionnement de la Ville est de 63 millions d'euros pour ce qui concerne les écoles publiques, ce qui revient pour chaque enfant à la somme de 2 860 euros. Je ne dirai pas que c'est trop, je fais simplement le constat quand nous regardons ce qui est consacré aux enfants dans les écoles sous contrat, qui aujourd'hui participent au même service public d'enseignement que les écoles publiques. Et souvent nous voyons des passerelles dans un sens et

dans l'autre. Nous voyons que le rapport entre les écoles publiques, l'allocation pour les écoles publiques, et les écoles privées, est de 1 à 4. Donc, Monsieur DELAFOSSE, les 35 euros supplémentaires, c'est quelque chose d'extrêmement dérisoire. D'autant que nous pouvons prendre des références dans d'autres villes, de droite comme de gauche. Je prends Nantes, par exemple, qui est une ville de gauche, et qui alloue actuellement 800 euros par enfant. Si vous prenez Perpignan, vous me direz que c'est une ville de droite, mais elle alloue 1 460 euros par enfant. Bordeaux, qui est comparable à Montpellier, alloue 935 euros par enfant. Tout ça pour dire que, certes, un petit effort a été réalisé, mais les écoles privées sous contrat ont les mêmes difficultés, sinon plus, que les écoles publiques, parce qu'elles n'ont pas les mêmes financements. Et j'en suis un exemple car farouche défenseur de l'enseignement public, j'ai mis mes enfants dans une école privée. Ils ont été éduqués dans l'enseignement privé sous contrat. Cela a été, pour moi, vécu comme un échec, non pas du choix que j'avais fait, mais des difficultés rencontrées dans les écoles publiques. Je ne suis pas le seul. Et dans cette salle, y compris dans les ministères, des débats ont eu lieu à l'époque, nous avions le même genre de constatation.

Je crois donc, Monsieur le Maire, qu'il serait bon que vous étudiez avec vos services la quote-part qui est affectée à ces établissements en fonction des difficultés qu'ils rencontrent, parce que ces écoles rencontrent aussi des difficultés, pour faire en sorte que l'allocation qui leur est attribuée ne soit pas majorée simplement de 35 euros, mais soit en conformité avec le service rendu pour nos enfants. Qu'ils aillent dans les écoles publiques ou dans les écoles privées, ils ont droit au même type d'enseignement, au même type d'encadrement et au même type d'équipements sportifs, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui.

**Monsieur le Maire :** Madame SALOMON a demandé la parole.

**Madame SALOMON :** Bonsoir. Je suis toujours surprise des donneurs de leçons sur la mixité sociale finalement, car régulièrement nous voyons les mêmes personnes s'agiter, la promouvoir. Je voudrais dire à ceux qui n'ont plus l'habitude d'aller dans les écoles, ou peut-être par qu'ils évitent eux-mêmes la carte scolaire, que beaucoup d'enfants issus des quartiers populaires sont eux-mêmes dans les écoles privées aujourd'hui. Voilà, déjà c'est une première chose. La mixité s'opère finalement dans les deux sens. Je crois que certains ne la vivent que d'une manière idéologique et ont oublié d'aller sur le terrain, de rencontrer des citoyens pour se rendre compte de la mixité. Il est sûr que si l'on vit uniquement en centre-ville, on ne rencontre que le même public. Ma fille va à l'école de danse au Petit Bard, vous voyez, je n'évite pas, et depuis le départ. Et je pourrais éviter. La mixité, il faut donc la vivre soi-même déjà. Il faut rencontrer les gens qui ont des difficultés de mixité et, plutôt que de s'agiter et de venir la décréter chaque année, parler concrètement aux gens, comme nous le faisons depuis quatre ans, mettre en place un certain nombre de choses. Tout à l'heure, ma collègue parlait au niveau de la sécurité que des caméras ont été mises en place. Quand Monsieur le Maire tout à l'heure disait que la sécurité n'est ni de droite ni de gauche, eh bien cela participe à la question de la mixité, parce que finalement tous les citoyens ont besoin de cette sécurité pour que la mixité s'installe. Ce n'est pas juste une histoire d'école. Voilà ce que je voulais dire.

**Monsieur le Maire :** Madame KERANGUEVEN, faites-nous la synthèse, s'il vous plaît.

**Madame KERANGUEVEN :** Tout simplement, je vais reprendre un peu les arguments de Monsieur DOMERGUE, puisqu'en effet il s'avère que nous étions très en retard sur les dotations sur les écoles privées et que vous avez donc décidé, Monsieur le Maire, sur un plan de cinq années, de remettre à niveau ces dotations. Et cela est une obligation réglementaire.

**Monsieur le Maire :** Merci, Madame KERANGUEVEN. Oui, nous avons accédé à la remise à niveau, mais en même temps nous construisons onze groupes scolaires dans la Ville, qui n'étaient pas prévus. Je ne les ai vus dans aucun programme des municipales. Onze programmes de construction d'écoles. Mais comment pourrait-il en être autrement dans une ville qui a une croissance démographique de ce niveau ? Nous rattrapons donc le retard en termes de construction de bâtiments scolaires et nous rattrapons parce que c'est la loi et nous avons fait étaler dans le temps le financement par élève des écoles privées. Voilà. Qui est contre ? Cinq contre. Qui est le sixième ? Six contre. Qui s'abstient ? Ne vous disputez pas. Nous rattrapons. Nous n'allons pas commencer avec les cas personnels. Qu'on me demande des comptes sur mon financement personnel, je suis prêt à montrer les comptes à qui veut les voir, ce n'est pas un problème. Mais moi, c'est normal. C'est toujours la faute du maire, mais ne vous disputez pas entre vous pour cela. Vous aurez l'occasion de vous écharper pendant la campagne. Nous rattrapons le retard réglementaire que nous devons rattraper. Nous construisons onze groupes scolaires qui n'étaient prévus par personne. Point final.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 55 voix

Contre : 6 voix (Françoise BONNET, Michaël DELAFOSSE avec la procuration de Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE).

Abstention : 0

## **25. Dénomination de la nouvelle école Jeanne Moreau Site de l'E.A.I.**

Depuis plusieurs années, Montpellier enregistre une forte augmentation de population et de ce fait, des effectifs scolaires croissants. Pour faire face à cette situation, la Ville a décidé de financer un important programme de construction d'écoles d'ici à 2025.

D'ores et déjà, il convient de dénommer l'établissement scolaire qui sera livré en septembre 2019 sur l'ancienne École d'Application de l'Infanterie.

Suite à son rachat, en 2012, par la Ville de Montpellier, ce site va devenir un nouveau quartier avec un pôle des industries culturelles et créatives, des logements, des services publics dont une crèche et une école.

L'école primaire sera composée à terme de 15 classes destinées à l'accueil des enfants en maternelle et élémentaire, de 5 classes de l'école occitane Calendreta Lepic et de locaux communs (restaurant, office) et équipements périscolaires.

Il est proposé de dénommer ce nouveau groupe scolaire « Jeanne Moreau » en accord avec le Fonds Jeanne Moreau pour le théâtre, le cinéma et l'enfance, légataire de l'ensemble des droits de Mademoiselle Jeanne Moreau, actrice, chanteuse et réalisatrice française, née le 23 janvier 1928 à Paris et décédée dans la même ville le 31 juillet 2017.

Jeanne Moreau a joué dans plus de 130 films. Elle est la première femme élue à l'Académie des Beaux-Arts de l'Institut de France et en 1992, elle obtient le César de la meilleure actrice pour « *La Vieille qui marchait dans la mer* », suivi de deux Césars d'honneur en 1995 et 2008.

En 1998, l'Académie américaine des arts et des sciences du cinéma lui décerne un Oscar d'honneur.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De dénommer cette nouvelle école « Jeanne Moreau » ;



- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN avec la procuration d'Henri de VERBIZIER).

## **26. Participation de la Ville aux séjours de vacances pour l'été 2018**

La Ville de Montpellier développe sa politique sociale en apportant une aide financière destinée à faciliter le départ en centres de vacances d'été (juillet et août) d'un ou plusieurs enfants des familles montpelliéraines dont le quotient familial est inférieur ou égal à 800 €.

Ces dispositions s'inscrivent dans le schéma d'une politique sociale et de prévention visant à faciliter l'accès aux loisirs et à offrir aux jeunes, nés entre le 01/01/2002 et le 31/12/2014, des activités attractives et encadrées durant les périodes estivales.

L'action de la Ville, qui complète le dispositif de la Caisse d'Allocations Familiales, offre chaque année à près de 400 enfants de cette tranche d'âge, la possibilité de bénéficier de séjours organisés par des établissements agréés par la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier.

L'aide financière municipale est versée directement à ces centres de vacances.

En 2018, en accord avec les directives de la Caisse d'Allocations Familiales, le financement municipal intervient en complément du programme "Aide aux Vacances Enfants" (A.V.E) de la Caisse d'Allocations Familiales et seuls pourront être concernés les enfants éligibles à ce dispositif.

La participation de la Ville concerne la totalité de la durée du séjour (jusqu'à 15 jours maximum) selon les modalités suivantes :

-Du 1<sup>er</sup> au 7<sup>ème</sup> jour, la Ville intervient en majorant le taux de l'aide de la Caisse d'Allocations Familiales suivant une progressivité variable selon trois tranches du quotient familial.

-A partir du 8<sup>ème</sup> jour, la Ville prend le relais de l'A.V. E qui cesse au 7<sup>ème</sup> jour du séjour. Un séjour par enfant maximum pourra être financé par période estivale.

Le financement municipal s'établit comme suit, à concurrence des crédits inscrits au budget 2018, soit 30 000 €.

**Barème pour un séjour compris entre la 1ère et la 7ème nuit (8 jours) plafonné à 50€/jour:**

|   | <b>Quotient familial de<br/>0 à 370€</b>               | <b>Quotient familial de<br/>371€ à 700€</b>             | <b>Quotient familial de<br/>701€ à 800€</b>            |
|---|--|---|--|
| <b>Aide CAF<br/>jusqu'à 2 enfants<br/>majorée par la<br/>Ville</b>  | 45% du prix du séjour<br>Participation Ville de<br>10% | 40% du prix du séjour<br>(Participation Ville de<br>10% | 25% du prix du séjour<br>Participation Ville de<br>10% |
| <b>Aide CAF<br/>majorée pour<br/>familles<br/>monoparentales,<br/>familles<br/>nombreuses et<br/>enfants porteurs<br/>de handicap</b> | 90% du prix du séjour                                  | 80% du prix du séjour                                   | 50% du prix du séjour                                  |

**Barème pour un séjour compris entre la 8ème et la 14ème nuit (7 jours) plafonné à 50€/jour :**

|   | <b>Quotient familial de<br/>0 à 370€</b> | <b>Quotient familial de<br/>371€ à 700€</b> | <b>Quotient familial de<br/>701 à 800€</b> |
|---|--|---|--|
| <b>Aide Ville<br/>jusqu'à 2<br/>enfants</b>   | 45% du prix du séjour                    | 40% du prix du séjour                       | 25% du prix du séjour                      |
| <b>Aide Ville<br/>majorée pour<br/>familles<br/>monoparentales,<br/>familles<br/>nombreuses et<br/>enfants porteurs<br/>de handicap</b> | 80% du prix du séjour                    | 70% du prix du séjour                       | 40% du prix du séjour                      |

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- d'accepter les critères sociaux d'attribution des aides ainsi définis ;
- de prévoir que le financement de l'action se fera par l'attribution d'une aide versée aux centres de vacances avec hébergement, sur les crédits inscrits au budget 2018, section de fonctionnement, chapitre 933, pour un montant total de 30 000€ ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Patrick RIVAS avec la procuration de Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER).

## **27. Attributions de subventions Propositions Artistiques et Culturelles pour les Écoles - Exercice 2018**

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a choisi, depuis plusieurs années, de soutenir les écoles dans de nombreux domaines et notamment, en accordant une aide financière à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE 34) et à d'autres partenaires pour la mise en œuvre du Parcours d'Education Artistique et Culturelle (PEAC), défini par la circulaire du 13 mai 2013, commune aux ministères de l'Education nationale et de la Culture. Ce dispositif est le fruit d'un partenariat entre la Ville de Montpellier, la DSDEN de l'Hérault et la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) Occitanie.

Pour la période du 2 janvier au 6 juillet 2018, 48 écoles différentes bénéficieront des effets pédagogiques des Propositions Artistiques et Culturelles pour les Écoles (PACE).

Compte tenu de l'intérêt éducatif de ce projet, il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer une subvention de 46 700 € selon la répartition suivante :

| <b>CODE</b> | <b>STRUCTURE</b>   | <b>TYPE</b> | <b>TITRE DU PROJET</b>       | <b>Montant accordé</b> |
|-------------|--|-------------|------------------------------|------------------------|
| 551         | Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole | PROJET      | PACE 2018                    | 44 600,00 €            |
|             | Association École Maternelle James JOYCE                                   | PROJET      | PACE - James JOYCE           | 700.00 €               |
| 525         | Association École Élémentaire Léopold SEDAR SENGHOR                        | PROJET      | PACE - Léopold SEDAR SENGHOR | 700.00 €               |
| 6005        | Les Petits de Boutonnet  | PROJET      | PACE - Pauline KERGOMARD     | 700.00 €               |

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 932.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2018 pour un montant total de 46 700 €, chapitre 932 ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types et spécifiques annexées à la présente

délibération ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

## **28. Attributions de subventions Classes de Découverte neiges et vertes - Exercice 2018**

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a choisi, depuis plusieurs années, de soutenir les écoles dans de nombreux domaines et notamment, en accordant une aide financière à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE 34) et d'autres partenaires pour permettre ainsi le départ des enfants en classes de découverte.

Pour la période du 2 janvier au 6 juillet 2018, 41 écoles différentes bénéficieront des effets pédagogiques des classes de découverte.

Compte tenu de l'intérêt éducatif de ce projet, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer une subvention de 156 894 € selon la répartition suivante :

| <b>CODE</b> | <b>STRUCTURE</b>   | <b>TYPE</b> | <b>TITRE DU PROJET</b>                           | <b>Montant accordé</b> |
|-------------|--|-------------|--|------------------------|
| 551         | Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole | PROJET      | CLASSES DECOUVERTES NEIGES ET VERTES             | 145 177,00 €           |
| 6031        | Coopérative scolaire École Victor HUGO                                     | PROJET      | CLASSES DECOUVERTES NEIGES ET VERTES – BERT/HUGO | 5 750,00 €             |
| 525         | Association École Élémentaire Léopold SEDAR SENGHOR                        | PROJET      | CLASSES DECOUVERTES NEIGES ET VERTES - SENGHOR   | 2 992,00 €             |
| 6005        | Les petits de Boutonnet  | PROJET      | CLASSES DECOUVERTES NEIGES ET VERTES - KERGOMARD | 2 975,00 €             |

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 932.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2018 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 156 894 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types et spécifiques annexées à la présente délibération ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Monsieur Mustapha MAJDOUL sort de séance.*

## **29. Création d'un plateau sportif partagé et construction d'un restaurant scolaire écoles quartier Mosson - Demandes d'autorisations d'urbanisme**

Les écoles Balard, Bolivar, Néruda et Renaud ont subi un nombre important d'actes de vandalisme et d'intrusions tant dans les bâtiments que dans les cours de récréation.

Après analyse des situations de ces quatre écoles avec les directrices, il en ressort qu'elles sont les seules dans le quartier Mosson à ne pas disposer d'un plateau sportif attenant aux cours de récréation et mis à disposition du quartier.

Une étude a donc été menée pour la transformation du parking existant et situé sur la parcelle cadastrale de l'école Bolivar en plateau sportif dédié aux quatre écoles pendant les temps scolaires et périscolaires et ouvert au quartier en dehors de ces périodes. Dans le même temps, la reconfiguration des quatre cours de récréation a été étudiée afin de mettre en conformité les surfaces de cour avec les préconisations de l'éducation nationale.

Les travaux intègrent l'ensemble des terrassements nécessaires à la création de ce plateau sportif, la mise en place des agrès, des clôtures, portillons, portails, pare-ballons ainsi que la reconfiguration des quatre cours de récréation pour un montant prévisionnel de 500 000 € TTC.

Cette somme est inscrite au budget primitif 2018 de la ville de Montpellier.

Ce projet sera réalisé à compter des vacances de printemps 2018 jusqu'à la rentrée de septembre 2018 par les entreprises adjudicataires. Sa réalisation nécessite le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents.

Dans une phase ultérieure, en 2019, des structures modulaires seront implantées dans la cour de l'école Bolivar afin d'accueillir les élèves rationnaires des écoles Neruda et Bolivar. En effet, au vu de l'augmentation des effectifs à accueillir pour le repas de midi, les réfectoires actuels situés dans les locaux de l'école Balard sont désormais trop petits.

L'implantation de ces structures modulaires nécessite l'obtention d'un permis de construire auprès des services compétents.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la création d'un plateau sportif partagé entre le quartier et les écoles Balard, Renaud, Bolivar et Neruda et la construction d'un restaurant scolaire pour les écoles Bolivar et Neruda ;
- d'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable pour la création d'un plateau sportif partagé entre le quartier et les écoles Balard, Renaud, Bolivar et Neruda ;

- de dire que la dépense concernant la création d'un plateau sportif partagé entre le quartier et les écoles Balard, Renaud, Bolivar et Neruda est inscrite au BP 2018 de la ville, chapitre 902 ;
- d'autoriser le dépôt d'une demande de permis de construire pour la construction d'un restaurant scolaire pour les écoles Bolivar et Neruda auprès des services compétents ;
- de demander pour l'ensemble de ces travaux les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Madame KERANGUEVEN :** En effet, il s'agit de la création d'un plateau sportif partagé entre les écoles Balard, Bolivar, Neruda et Renaud et la construction d'un restaurant pour les écoles Bolivar et Neruda. Il existait une très grosse attente, et depuis plus de dix ans, sur ce secteur, puisque les cours d'école étaient utilisées en dehors du temps scolaire par manque d'équipements sportifs de proximité pour le quartier. Nous avons donc du vandalisme coûteux et récurrent sur les quatre écoles, un problème d'insécurité routière pour les piétons aux abords des écoles et, dans ce contexte, après consultation des parents, du personnel, des riverains et des directeurs d'école, il a été convenu, pour améliorer le cadre de vie de ces Montpelliérains de créer un plateau sportif partagé, de sécuriser les circulations piétonnes entre les différentes écoles, d'agrandir et de sécuriser les quatre cours de récréation, de créer de véritables entrées d'école avec préau d'attente pour les parents et visiophone et d'implanter en 2019 une salle de réfectoire pour les écoles Bolivar et Neruda.

**Monsieur le Maire :** Voilà un beau projet, que j'ai eu l'occasion avec vous de voir sur le terrain et d'en discuter avec Madame MARSALA lorsqu'elle était en charge des affaires scolaires. C'est un projet qui est partagé et qui est équilibré, à la fois pour l'usage des quartiers et pour l'usage des écoles. Qui est contre ? Un contre. Ah, Monsieur BOUMAAZ, vous voulez intervenir sur ce sujet ?

**Monsieur BOUMAAZ :** C'est tout de même marrant parce que dans le premier paragraphe il est écrit : « Les écoles Balard, Bolivar, Neruda et Renaud ont subi un nombre important d'actes de vandalisme et d'intrusions tant dans les bâtiments que dans les cours de récréation. » Je vais revenir sur mon intervention, c'est juste pour équilibrer un peu le débat. Je soutiendrai cette initiative, même si elle n'est que la conséquence...

**Monsieur le Maire :** Si vous votez pour, c'est bon.

**Monsieur BOUMAAZ :** Monsieur le Maire, je peux la soutenir, même si elle n'est que la conséquence ou la résultante de cette politique d'apartheid de ces trente dernières années que vous avez partagée en tant qu'ancien adjoint au maire, qui aujourd'hui nous coûte très cher. Alors, au lieu de mettre un pansement sur une jambe de bois, pourquoi ne pas écouter ou entendre ces fameux peuples dont vous ne cessez de dire qu'ils sont avec vous, d'entendre ces acteurs sociaux, économiques, qui ne cessent de vous écrire, de vous alerter, vous, premier magistrat de Montpellier, vous qui avez promis une rupture avec le passé, d'une politique autrement, proche des citoyens ? Je ne vais pas le lire, mais il existe un courrier du président des commerçants du centre Saint-Paul et tout récemment un événement assez tragique est survenu et le quartier a été défiguré. Le président de l'association des commerçants du centre commercial Saint-Paul vous a écrit à plusieurs reprises, à vous, à Madame GALIANA, et il attend toujours une réponse. Si vous voulez, je vous ferai part de son courrier.

Alors voilà, Monsieur le Maire, au lieu de crier haut et fort : « Ici, c'est la Paillade » le temps d'un match, je vous demande de devenir ou de redevenir pailladin le temps de votre mandat, du moins jusqu'en 2020. Voilà Monsieur le Maire, ce sera tout pour le moment.

**Monsieur le Maire** : Merci de votre intervention, mais vous faisiez allusion à mon positionnement personnel face au peuple. Cela vous dérange ? Au-dessus de moi, je n'ai pas un parti politique. Donc, qu'est-ce que j'ai ? Je n'ai pas des sections socialistes dans les quartiers ou des cellules communistes, ou des sections de compagnons. Je ne sais pas, moi. Je n'ai rien du tout. J'ai un peuple, eh oui, mais cela, dans les partis politiques, vous l'avez oublié, y compris au Front national. Vous avez oublié que le peuple est bien plus important que les petits partis politiques. Je ne suis pas membre d'un parti politique, je ne suis pas membre d'un mouvement. Monsieur YOUSSEUS.

**Monsieur YOUSSEUS** : Un, Saint-Paul est une collectivité privée. De deux, vous le savez vous-même, Monsieur le Maire a une attention très particulière envers les quartiers, mais il ne peut pas rattraper ce qui ne s'est pas fait dans le passé. Voilà. Stop. Monsieur BOUMAAZ, il ne peut pas rattraper ce qui n'a pas été fait en vingt ans en trois ans de mandat, et sur cela vous ne pouvez pas me contredire. Cela dit, il a un très grand projet pour les quartiers, et tout le monde le sait dans les quartiers. Après, il ne faut pas prendre la récupération politique en disant que Saint-Paul n'a pas été fait.

Il n'est pas aussi seul que vous pouvez le croire. Pascal, tu es mon ami, je peux te le dire. Excusez-moi, je ne prendrais pas la peine, s'il était tout seul, de parler à Monsieur BOUMAAZ, je peux l'appeler sur un téléphone portable. Il représente quelques personnes, il faut le prendre en considération. Arrêtez de mépriser les gens. Ayez l'étendard du maire, respectez tout le monde. Stop.

**Monsieur le Maire** : Merci, Monsieur YOUSSEUS. Madame BRISSAUD a demandé la parole, Madame MARSALA et Monsieur EL KANDOUSSI.

**Madame BRISSAUD** : Je souhaite réagir, s'il vous plaît, à un propos que je trouve dangereux tout de même dans cette assemblée. Pourquoi est-ce que nous opposons le peuple, les citoyens aux partis politiques ? Je ne vois absolument pas en quoi c'est antinomique, et je pense au contraire que c'est très dangereux.

**Monsieur le Maire** : Nous n'opposons pas, nous constatons.

**Madame BRISSAUD** : Ah non, excusez-moi, le problème ne vient pas des partis politiques, qui sont tout de même là pour animer le débat démocratique. Je suis moi-même représentante d'un petit parti politique et je ne vois pas en quoi les partis politiques poseraient problème. Au contraire, c'est le fait de nier les partis politiques ou de les attaquer sans cesse qui fait que les extrêmes montent et surfent sur cette vague de l'antipolitique. Là-dessus, je tiens à affirmer que je suis choquée et que je pense qu'il est dangereux d'attaquer les partis politiques sans cesse.

**Monsieur le Maire** : Madame BRISSAUD, vous pouvez m'expliquer quelque chose ? Vous êtes allée aux élections dans une liste et vous en êtes partie, alors vous pouvez m'expliquer pourquoi ?

**Madame BRISSAUD** : C'était une liste d'union avec plusieurs partis politiques représentés et je suis très contente de cette union qui a été faite à un moment donné, vous l'avez vu. Nous n'avons pas gagné les élections et nous avons donc repris nos libertés, chacun. J'étais la seule représentante

du centre, j'ai donc repris ma liberté pour continuer dans cette enceinte à représenter le centre et donc les électeurs du centre. C'est tout, voilà. Mais pourquoi attaquer les partis politiques ? C'est ce que je voudrais bien dire ici, il existe un problème tout de même. En quoi les partis politiques sont contre le peuple ?

**Monsieur le Maire** : Madame BRISSAUD, chacun a le droit d'avoir une opinion. Mais vous avez raison de donner la vôtre.

**Madame BRISSAUD** : C'est pour cela que j'interviens pour dire que je ne partage pas cette opinion. Je pense au contraire que les partis politiques doivent se renforcer pour renforcer la démocratie.

**Monsieur le Maire** : Madame MARSALA.

**Madame MARSALA** : Si vous le permettez, je vais revenir à la création du plateau sportif qui est le sujet de notre discussion à la base. Je souhaite vous dire que, vraiment, je félicite Madame KERANGUEVEN d'avoir réussi à faire aboutir ce projet, parce que nous avons été confrontés pendant des mois et des mois à des problèmes de vandalisme et d'incivilité sur ces quatre écoles. Il faut connaître ces quatre écoles, elles ont quasiment cour commune, c'est-à-dire que d'une école, nous pouvons passer à l'autre facilement, etc. Nous nous sommes rendu compte, en allant beaucoup sur ces écoles avec les services, et avec Patrick RIVAS à l'époque, que toutes ces incivilités n'étaient pas vraiment méchantes. Il s'agissait plutôt de jeunes qui ne savaient pas quoi faire d'eux-mêmes, qui rentraient dans les écoles, qui s'amusaient et qui faisaient un peu les andouilles. Il n'existait pas de vandalisme très profond, mais pour entrer, il faut casser des portes, des cadenas, etc. Et pour les enfants, pour le personnel enseignant, c'est une violence que de rentrer dans une école qui est vandalisée avec régularité. Nous avons beaucoup discuté avec le personnel enseignant, le personnel de la Ville et les parents d'élèves lors de toutes les possibilités de fêtes, réunions autour des écoles. Nous étions arrivés à la conclusion que, en fait, ces jeunes ne savaient pas où aller. Ils allaient là parce qu'une cour d'école, rappelez-vous quand vous étiez adolescent, c'est un lieu où on est tranquille, on peut rentrer, on est en dehors des regards de la famille et on peut être entre soi. Il fallait donc leur donner un lieu. Nous avons réussi à trouver un terrain qui était possible. Nous avons eu des arrangements pour le mettre à fois pendant le temps scolaire pour les enfants et pendant le temps hors scolaire pour tout le quartier, pour tous les jeunes. Nous tenons là une solution de médiation. C'est un excellent projet. Je suis vraiment ravie de le voir aboutir. Merci à tous ceux qui ont fait le travail.

**Monsieur le Maire** : Merci, Isabelle. Monsieur EL KANDOUSSI.

**Monsieur EL KANDOUSSI** : Oui, Monsieur le Maire. Je souhaitais simplement vous indiquer que, avec Chantal LEVY-RAMEAU, nous siégeons dans le groupe scolaire Barcelone, donc les quatre groupes scolaires qui composent ce secteur, et il a été validé par l'ensemble des conseils d'école, les parents d'élèves, mais également les enseignants, il était attendu depuis de nombreuses années et il correspond aux attentes des jeunes du quartier, comme le disait Madame MARSALA. Les jeunes profitaient de l'installation à l'intérieur de l'école pour jouer le soir et le week-end. La solution qui a été retenue de mettre en place ce terrain sportif sera utilisée la journée par les enfants des quatre groupes scolaires et ensuite profitera aux mêmes enfants, mais le soir et le week-end, ce qui évitera les intrusions et les désagréments qui vont avec. Pour répondre à Monsieur BOUMAAZ, oui nous aimons la Paillade, nous aimons beaucoup la Paillade, nous aimons tellement la Paillade que le plus gros investissement qui est prévu sur ce quartier depuis sa construction est l'ANRU 2 donc c'est la procédure de rénovation du quartier, c'est le plus gros investissement sur le quartier



depuis plus de cinquante ans. Nous n'oublions pas la Paillade, nous allons même au-delà de ce qui est souhaité, nous mettons plus pour compenser les années d'oubli de ce quartier, Monsieur BOUMAAZ.

*Applaudissements.*

**Monsieur le Maire :** Merci, Monsieur EL KANDOSSI. Je mets aux voix la création d'un plateau sportif. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**30. École Eugène Pottier  
Réaménagement des sanitaires  
Dépôt d'une déclaration préalable  
Demande de Subventions**

Dans le cadre de sa politique de rénovation et d'entretien des équipements publics de la ville de Montpellier et après concertation avec les personnels et les parents d'élèves de l'école Eugène Pottier sise, 120 rue de la Jalade à Montpellier, quartier Hôpitaux-Facultés, il a été convenu de supprimer des sanitaires existants et de créer deux blocs sanitaires accessibles depuis la cour d'école et en nombre suffisant pour une utilisation plus adaptée au fonctionnement d'un établissement scolaire.

Le coût des travaux est estimé à 150 000€ TTC. Cette somme est inscrite au budget primitif 2018 de la ville de Montpellier.

Afin de ne pas pénaliser le bon fonctionnement de l'école, les travaux se dérouleront durant les vacances d'été 2018 et seront réalisés par les entreprises adjudicataires. La réalisation de cette intervention nécessite le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le réaménagement des sanitaires de l'école Eugène Pottier ;
- d'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents ;
- de dire que la dépense est inscrite au BP 2018 de la ville, section investissement, chapitre 902 ;
- de demander les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

### **31. École élémentaire Painlevé**

#### **Sécurisation et transformation des clôtures - Demande d'autorisation d'urbanisme**

Dans le cadre de la sécurisation des établissements scolaires face au risque intrusion/attentat, une circulaire interministérielle du 29 juillet 2016 a défini l'ensemble des dispositifs à mettre en place et préconisé certains travaux de renforcement et d'amélioration des dispositifs de sûreté existants, notamment le renforcement ou le rehaussement des clôtures.

Des travaux sur la clôture de l'école élémentaire Painlevé sise 501, avenue de la Pompignane à Montpellier, sont nécessaires afin de sécuriser l'établissement. Ils concernent notamment le rehaussement de la clôture coté espace public avenue de la Pompignane, la mise en place de brise-vues et la modification des portails existants.

Le coût de cette opération est estimé à 100 000 € TTC. Cette somme est inscrite au budget primitif 2018 de la ville de Montpellier.

Les travaux seront réalisés par les entreprises adjudicataires. Leurs réalisations nécessitent le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les travaux de sécurisation et transformation des clôtures de l'école élémentaire Painlevé ;
- D'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents ;
- De dire que la dépense est inscrite au BP 2018 de la ville, section investissement, chapitre 902 ;
- De demander les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

### **32. Aménagement d'un local de stockage de matériel**

#### **Complexe Sportif Veyrassi - Terrain de Baseball**

#### **Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux**

La Ville de Montpellier souhaite, dans le cadre de sa politique sportive de proximité, aménager un local de stockage de matériels supplémentaires, proche des locaux existants sur le terrain de baseball du complexe sportif Veyrassi.

Ce projet est porté à la demande de l'Association Montpellier Université Club (MUC) Barracudas Baseball, qui exprime un besoin de rangement de leurs matériels pédagogiques.

Ainsi, pour mener à bien cette opération, il est nécessaire de déposer un dossier de déclaration préalable de travaux.

Le montant des travaux, fournitures et pose, s'élève à 10 500 € T.T.C.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

-D'approuver l'aménagement de locaux de stockage sur le terrain de baseball du complexe sportif de Veyrassi ;

-D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer et déposer la déclaration préalable des travaux par les services compétents ;

-De dire que la dépense est inscrite au budget 2018, chapitre 903 ;

-D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**33. Mise à disposition des installations sportives et locaux associatifs**  
**Approbation de redevances minorées**  
**Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public**

La Ville met à disposition d'associations sportives, des équipements et locaux associatifs, afin de leur permettre de gérer des activités sportives spécifiques.

En contrepartie de cette mise à disposition, la Ville perçoit une redevance annuelle, qui fait l'objet d'une convention établie entre la Ville et l'association concernée.

Dans ce cadre, comme chaque année, il est proposé de délibérer sur des redevances spécifiques telles que présentées ci-après, et ce jusqu'au 31 décembre 2018.

Cette délibération spécifique est complémentaire à celle relative aux locaux associatifs sportifs, proposée aussi au vote du Conseil municipal du 21 Décembre 2017.

Au vu de l'intérêt communal attaché de chacune de ces structures, il est proposé, en contrepartie de la mise à disposition de ces locaux, une redevance forfaitaire composée d'un loyer minoré à 35 € et une participation aux charges de consommation révisable chaque année.

Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau ci-dessous, qui fait apparaître le montant de cette aide en nature dont bénéficie l'association. Son montant sera porté au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association :

| ASSOCIATION                         | ADRESSE LOCAUX                               | Valeur Locative | Loyer Minoré | Aide annuelle en nature | Charges 2018 | Redevance 2018 |
|-------------------------------------|--|-----------------|--------------|-------------------------|--------------|----------------|
| ASPTT Montpellier Omnisports        | 237 Route de Vauguières<br>34000 Montpellier | 9 315 €         | 35 €         | 9 280 €                 | 4 875 €      | 4 910€         |
| ASPTT Montpellier Tennis Léon Cazal | 237 Route de Vauguières<br>34000 Montpellier | 0               | 0            | 0                       | 3 765 €      | 3 765 €        |
| ASPTT Montpellier Tennis Grammont   | Avenue Albert-Einstein<br>34000 Montpellier  | 3 240 €         | 35 €         | 3 205 €                 | 3 660 €      | 3 695 €        |

|   |  |                 |              |                 |                 |                 |
|---|--|-----------------|--------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Tennis Club Paillade                    | Avenue d'Heidelberg<br>34080 Montpellier                                 | 11 200 €        | 35 €         | 11 165 €        | 631 €           | 666 €           |
| Centre Equestre<br>Montpellier Grammont | Domaine de Grammont<br>2733, avenue Albert Einstein<br>34000 Montpellier | 15 930 €        | 35 €         | 15 895 €        | 3 190 €         | 3 225 €         |
| <b>TOTAL</b>                            |  | <b>39 685 €</b> | <b>140 €</b> | <b>39 545 €</b> | <b>16 121 €</b> | <b>16 261 €</b> |

Une erreur matérielle s'est glissée dans la délibération V2018-014 du 1<sup>er</sup> février 2018 sur le montant de la valeur locative annuelle de l'association Ped Tanca 34, et il convient de retenir :

| ASSOCIATION  | ADRESSE LOCAUX                                       | Valeur Locative annuelle | Redevance Minorée | Subventions en nature |
|--------------|--|--------------------------|-------------------|-----------------------|
| PED TANCA 34 | Boulodrome Gasset avenue<br>Planès 34080 Montpellier | 2 525,60 €               | 35 €              | 2 490,60 €            |
| <b>TOTAL</b> |  | <b>2 525,60 €</b>        | <b>35 €</b>       | <b>2 490,60 €</b>     |

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature, pour un montant total de 39 545 € ;
- de rectifier l'erreur matérielle de la délibération V2018-014 du 1<sup>er</sup> février 2018 et de retenir comme subvention en nature le montant de 2 490,60 € ;
- d'approuver les conventions d'occupation du domaine public de la Ville passées avec les associations listées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer les conventions afférentes.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Patrick RIVAS avec la procuration de Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER).

### **34. MARATHON DE MONTPELLIER**

#### **Valorisation de l'aide logistique apportée par la Ville pour l'édition 2018 Approbation des subventions en nature**

Fidèle à sa politique sportive, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives de dimensions nationale et internationale.

Avec l'appui de la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole, les communes de Castelnau-le-Lez, Pérols, Lattes, Mauguio-Carnon, Palavas-les-Flots et de la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée, le Montpellier Athlétique Méditerranée Métropole (MA2M) organise le 8<sup>ème</sup> marathon Montpellier Métropole, le dimanche 25 mars 2018.

Dans cette nouvelle édition, il est proposé un semi-marathon en solo, couru en même temps que

les marathoniens et le relais de six. Le départ en commun sera donné de la place du Nombre d'Or, pour s'étendre sur les 5 communes, sur la distance officielle de 42,195 km. Une seule boucle, sur un parcours rapide, sans difficulté, qui permettra la recherche de la performance.

Le Marathon, course à pied populaire et conviviale, permet aussi d'ouvrir l'épreuve aux coureurs en fauteuil roulant, aux déficients visuels licenciés à la Fédération Française Handisport, dans le cadre d'un départ par anticipation.

Enfin, des animations seront proposées autour de l'évènement comme une course pour enfants et une course de poussettes le samedi 24 mars et le dimanche 25 mars, une marche santé sur un parcours urbain.

Dans les zones relais (Castelnau-le-Lez, Odysseum, Pérols, Palavas-les-Flots, Lattes) et tout le long du parcours, des animations avec *peñas* et fanfares animeront et encourageront les participants.

Une pasta party est organisée par le MA2M dans la salle Pelloutier de la Métropole, le samedi 24 mars 2018 entre 18 heures et 23 heures pour les coureurs. 300 à 400 personnes sont attendues.

Afin de finaliser cette manifestation, une convention d'utilisation du domaine public de la ville, précisant la nature de l'autorisation, doit être signée entre les organisateurs et la Ville.

Cette autorisation constituant une subvention en nature eu égard à l'intérêt manifeste que représente cet évènement, son montant ainsi valorisé est calculé en vertu de la délibération du Conseil municipal du 21 décembre 2017 fixant les tarifs 2018 applicables au domaine public occupé à savoir :

- Place de nombre d'Or :  $3\,600\text{ m}^2 \times 2,20\text{ €} \times 4\text{ jours} = 31\,680\text{ €}$

La subvention en nature valorisable pour l'occupation du domaine public s'élève à : 31 680 €.

En complément, la Ville de Montpellier engagera, pour le compte de la manifestation, la prise en charge de prestations qui constituent des subventions en nature valorisables, pour un montant de 29 500 €, selon les modalités suivantes :

- Location de tentes et WC chimiques ;
- Gardiennage du site ;
- Confection de panneaux d'information et fourniture de sachets-repas.

Diverses dépenses supplémentaires sont aussi engagées par la Ville de Montpellier, valorisables elles aussi en tant que subventions en nature, selon les modalités suivantes :

- La mise à disposition de divers matériels (tables, chaises, barrières...) pour un montant de : 3 730 € ;
- Des espaces d'affichage publicitaire et des dépenses de communication pour un montant de : 56 400 € ;
- La sécurité des lieux par la Police Municipale, pour un montant de : 5 700 €.
- Mise en place des panneaux de signalisation. Prise en charge d'enlèvement de bornes et de potelets 6 000€.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte de l'occupation du domaine public à titre gratuit pour la manifestation, eu égard à l'intérêt local qu'elle représente, telle que prévue par la convention d'occupation du domaine public ci-annexée ;
- d'approuver les subventions en nature telles que décrites ci-dessus et les diverses participations de la Ville valorisables pour un montant total de 133 010 € (31 680 € + 29 500 € + 3 730 € + 56 400 € + 5 700 € + 6 000 €) ;
- de dire que le montant ainsi valorisé sera inscrit au titre de subvention dans le Compte administratif de la Ville ainsi qu'au compte de l'association MA2M ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Monsieur Mustapha MAJDOUL entre en séance.*

*Mesdames Maud BODKIN, Véronique PEREZ avec la procuration de Madame Véronique DEMON, Sonia KERANGUEVEN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Dominique MARTIN-PRIVAT et Messieurs Jean-Luc COUSQUER et Gérard LANNELONGUE sortent de séance.*

**35. QUARTIER CROIX D'ARGENT**  
**Dénomination de la salle de boxe Le Christalys**  
**"Mohamed Ali"**

Dans le cadre de sa politique sportive et de rénovation des équipements sportifs, la Ville de Montpellier a réhabilité la salle de boxe Le Christalys, sise 355 avenue Villeneuve d'Angoulême.

Cette installation sportive est mise à disposition de l'association Boxing Club Montpelliérain, qui développe et porte depuis plus de 40 ans la boxe montpelliéraine.

En dénommant cette salle de boxe « Mohamed Ali », la Ville de Montpellier souhaite que les performances sportives de ce sportif à la notoriété inégalée, soient un moteur pour les jeunes qui viennent s'y former.

Né le 17 janvier 1942 à Louisville (Kentucky), Mohamed Ali est décédé le 3 juin 2016 à Scottsdale (Arizona). Boxeur américain évoluant dans la catégorie poids lourds, il est considéré comme un des plus grands boxeurs de tous les temps. Né sous le nom Cassius Marcellus Clay Jr, il le change en Mohamed Ali à l'âge de 22 ans.

Il remporte à 18 ans la médaille d'or des poids mi-lourds aux Jeux Olympiques de 1960 à Rome. En 1964, il remporte le championnat du monde des poids lourds face à Sonny Liston.

Mohamed Ali devient le premier triple champion du monde poids lourds et il est connu pour son style peu orthodoxe pour un poids lourd, et sa devise « vole comme un papillon, pique comme une

abeille ». Haranguant ses adversaires, il mène à leur rencontre une véritable « guerre psychologique » et médiatique, pour les déstabiliser.

Mohamed Ali est devenu un des athlètes les plus célèbres dans le monde entier et il est considéré comme l'un des plus grands boxeurs de l'histoire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De dénommer la salle de boxe le Christalys, «Mohamed Ali » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Mohamed Ali naquit dans notre ville jumelle des États-Unis, Louisville. « Je vole comme un papillon et je pique comme une abeille », voilà son proverbe. Ce sont les boxeurs qui m'ont appris cela. Je l'utilise tous les jours. Monsieur LARUE, « je vole comme un papillon et je pique comme une abeille », cela ne vous inspire pas ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté. Ah, Monsieur BOUMAAZ, cela vous inspire, vous. Je fais voter puisque j'ai commencé le vote et nous aurons une explication de vote. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité. Expliquez-nous pourquoi vous avez voté pour.

**Monsieur BOUMAAZ :** Non, je vais vous expliquer surtout qu'il va falloir peut-être rectifier quelques éléments par rapport à cette synthèse. Encore une synthèse à la Wikipédia, comme je le dis habituellement. Tout d'abord, je tiens à préciser que ce n'est pas Mohamed Ali mais bien Muhammad Ali. Je vous demande, Monsieur le Maire, de bien vouloir faire la correction, parce que Mohamed n'est qu'un héritage de la retranscription erronée de l'administration française. Ensuite, quand nous reprenons votre synthèse, et plus particulièrement celle du quatrième paragraphe, et que nous la mettons sur Google, nous retrouvons mot pour mot ce qui est inscrit dans Wikipédia, sauf que, dans votre synthèse, bien synthétisée, vous avez omis de dire pourquoi il a changé de nom, Monsieur le Maire. Alors, reprenons ce paragraphe : « Il est né le 17 janvier 1942 à Louisville dans le Kentucky, mort le 3 juin 2016 à Scottsdale en Arizona. Il est un boxeur américain, évoluant en catégorie poids lourds, il est considéré comme un des plus grands boxeurs de tous les temps. Né sous le nom Cassius Marcellus Clay Jr, il change son nom à l'âge de 22 ans après avoir rejoint la nation de l'Islam en 1965 au moment de sa conversion à l'Islam. Il devient également célèbre pour des raisons dépassant le domaine sportif. Il rejoint l'organisation Nation of Islam – que je viens de vous dire – et il change son nom en Cassius X, la lettre X faisant référence au rejet de son nom d'esclave en l'absence de son véritable nom d'origine africaine, pratique courante au sein de cette organisation. Malcom X fut le seul musulman à le soutenir avant son premier combat contre Liston. Malcom X a d'ailleurs assisté à son premier combat. Puis il reçoit le nom de Muhammad Ali de la part d'Elijah Muhammad, chef du mouvement. » Je voudrais juste que vous rectifiiez l'orthographe, Monsieur le Maire, et que vous rajoutiez les raisons du changement. Voilà.

**Monsieur le Maire :** Le gong allait sonner, je ne peux pas l'actionner puisque votre intervention tient dans les trois minutes. Madame BOUALLAGA.

**Madame BOUALLAGA :** Je n'ai pas envie de polémiquer sur ce genre de choses, parce que je trouve cela vraiment dégoûtant, mais je crois que tu es un fervent utilisateur de Wikipédia et que tu adores utiliser Wikipédia. Je t'invite à prendre ton téléphone et à taper « Mohamed Ali » et tu remarqueras, toi qui adores Wikipédia, que cela est écrit comme c'est écrit ici. Nous remettons donc aussi en cause à chaque fois que tu prendras pour exemple Wikipédia, ton cher et tendre ami.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Monsieur Gérard LANNELONGUE entre en séance.*

*Mesdames Chantal MARION, Isabelle MARSALA et Chantal LEVY-RAMEAU sortent de séance.*

### **36. QUARTIER CENTRE**

#### **Dénomination du multisports les Arceaux**

#### **"Jamel Saihi"**

Dans le cadre de sa politique sportive et de proximité, la Ville de Montpellier a construit un plateau multisports dans le quartier Centre, place Max Rouquette.

Cette installation sportive est mise à disposition dans le temps scolaire pour les écoles du quartier, et dans le temps périscolaire aux Montpelliérains.

La Ville de Montpellier souhaite que cet espace ouvert porte le nom du sportif « Jamel Saihi » issu du quartier, et qui fut scolarisé dans les écoles proches, l'Ecole Maternelle Chaptal et l'Ecole Elémentaire Jeanne d'Arc.

Jamel Saihi est né le 27 janvier 1987 à Montpellier. Arrivé à l'âge de 12 ans au Montpellier Hérault Sport Club, il a évolué sur le poste de milieu défensif et devient Champion de France avec le Club en 2012. Titulaire international, il compte 20 sélections en équipe de Tunisie.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De dénommer le multisports des Arceaux, « Jamel Saihi » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Merci à Jamel Saihi, qui est un enfant de l'école Jeanne d'Arc aux Arceaux, qui a donné son nom au plateau sportif et qui était présent le jour de l'inauguration. Ah non, pitié. Monsieur BOUMAAZ.

**Monsieur BOUMAAZ :** Monsieur le Maire, que dire de cette synthèse qui en dit long sur votre politique autrement et qui sent les élections de 2020. Pour commencer, je voudrais simplement savoir si Jame Saihi est toujours parmi nous, car au vu de cette synthèse, je pense que oui, mais je me demande, au cas où. Il s'agit simplement d'avoir une confirmation au vu des nombreuses boulettes que nous avons l'habitude de lire dans de nombreuses affaires. Ensuite, faire honneur aux vivants est une chose nouvelle que vous nous proposez et je pense que ce joueur, certes de par ses qualités sportives, a apporté un rayonnement supplémentaire pour notre club ainsi que pour notre ville, mais comme je suis superstitieux et que les dénominations sont faites en général pour honorer nos morts connus ou inconnus qui ont participé de près ou de loin au rayonnement de notre si belle cité, eh bien je m'abstiendrai sur cette affaire, pour toutes les raisons que je vous ai évoquées.



Je terminerai par cette fameuse phrase, Monsieur le Maire, de Yaka, représentant de la communauté gitane : « Il ne suffit pas de mettre une statue de Manitas de Plata pour pouvoir toucher un électorat identifié à quelques jours des échéances électorales, ce temps est révolu. » Ce temps-là est bien révolu, Monsieur le Maire, et c'est une évidence de par ma présence, mais il semblerait que ce soit loin d'être évident pour vous.

Pour en terminer, je tiens à vous faire une proposition de nom d'un joueur qui est Valéry Mezague, qui est un ancien footballeur franco-camerounais, né le 18 décembre 1983 à Marseille et mort le 15 novembre 2014. Il a joué de 2000 à 2006 au sein de notre club et fait une dizaine de sélections dans la fameuse équipe des Lions indomptables du Cameroun. Voilà, Monsieur le Maire, ce sera tout.

**Monsieur le Maire** : Deux petits points à relever dans votre intervention. D'abord, pour Monsieur Jamel Saihi, c'est la volonté partagée des habitants du quartier, des deux directeurs d'école et de Jamel Saihi. D'ailleurs, si vous connaissiez le dossier, et si vous étiez venu à l'inauguration, vous le sauriez, vous n'auriez pas prononcé cette série d'âneries. Premier point. Deuxièmement, pour ce qui est des vivants, cela s'est déjà fait. Lorsque Hélène MANDROUX a souhaité que la grande Avenue de la mer porte le nom de Raymond DUGRAND, Raymond DUGRAND était présent. Cela s'est déjà fait. Voilà. Je crois que j'ai répondu. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ).

### **37. Bourse Initiatives Jeunes 2018 Participation de la Ville**

La Ville de Montpellier, grâce à la **Bourse Initiatives Jeunes**, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains.

Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des Montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration.

Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels.

Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de mars, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2018 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme **5 200 €**, et de la répartir de la manière suivante :

**Gabrielle VASSARD - YU**, étudiante

« *Projet humanitaire en kinésithérapie en Bolivie* » : apporter une aide physique et du matériel médical.

Destination monde

Montant proposé : **1 500 €**

**Jean KASSNARALLAH - PEREZ**, étudiant

« *Projet de solidarité au Togo* » : soutien scolaire.

Destination monde

Montant proposé: **700 €**

**Chloé POUTEAU**, étudiante

« *LE TOUCANTOCO* » : création d'un spectacle inclusif, participatif et interactif.

Production culturelle

Montant proposé : **1 500 €**

**Myriam GARCIA**, étudiante

« *OUI MAIS NON* » : réalisation d'un court-métrage.

Production culturelle

Montant proposé : **1 500 €**

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de **5 200 €**,
- d'attribuer aux différents candidats les aides correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2018,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0

Abstention : 0

### **38. Carte Été Jeunes 2018**

#### **Attributions à titre gratuit**

La Ville de Montpellier souhaite faciliter l'accès des jeunes aux loisirs, à la culture et aux sports. À ce titre, il a été mis en place la Carte Été Jeunes, qui constitue un véritable passeport pour vivre pleinement la période estivale.

Valable du 15 juin au 15 septembre, elle est destinée à tous les Montpelliérains de 12 à 29 ans et permet, pour un prix de 25€, d'avoir accès à une multitude d'activités, sportives, culturelles, ludiques et de découvrir ou redécouvrir la ville.

Dans ce cadre, un volet spécifique du dispositif est mis en place et permet d'octroyer des gratuités pour 250 jeunes.

Cette proposition de « gratuités » fait l'objet d'une délibération annuelle en Conseil municipal, et les bénéficiaires proposés sont les suivants :

- Des associations montpelliéraines œuvrant auprès d'un public jeune en situation de précarité ou rencontrant des difficultés d'insertion socioprofessionnelle ;
- Des étudiants des villes jumelles de Louisville et de Sherbrooke reçus dans le cadre du programme d'échanges ;
- Le service des Maisons pour tous, pour identification de jeunes susceptibles de bénéficier de ce dispositif dans les différents quartiers ;
- La caisse des écoles, pour des attributions dans le cadre du Projet de Réussite Educative ;
- Les membres du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse.

Pour les associations, ces attributions à titre gratuit constituent une subvention en nature qui devra être valorisée tant sur les comptes de l'association, que dans le budget de la Ville.

Un tableau de suivi des gratuités accordées sera établi par le service Jeunesse et chaque association concernée devra déposer une demande de mise à disposition de cartes à titre gracieux avec une liste indiquant les noms, prénoms et informations (âge, adresse...) des bénéficiaires auprès de la Ville de Montpellier.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'accepter l'attribution de 250 Cartes Eté Jeunes à titre gratuit pour l'année 2018, auprès de bénéficiaires remplissant les critères d'attribution listés ci-dessus;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Madame Chantal MARION entre en séance.*

### **39. Attribution de subventions à diverses associations Politique de la Ville - Exercice 2018**

Le nouveau Contrat de Ville 2015-2020 a été signé par l'ensemble des partenaires le 11 juillet 2015, et l'avenant opérationnel et financier le 8 juillet 2016. Ce travail a permis d'identifier des enjeux et fiches opérationnels du Contrat de Ville que les partenaires ont souhaité ouvrir à l'appel à projets 2018.

Dans le cadre du Contrat de Ville (2015-2020) et pour l'année 2018, il a été proposé aux porteurs de projets de reconduire leur demande de subvention pour les actions financées en 2017. Cette reconduction pouvait être identique au projet initial ou intégrer des modifications à la marge (territoire cible, nombre de personnes concernées, partenariat modifié, budget ajusté...). La demande de subvention dans le cadre de cette reconduction ne pouvait être présentée que sous réserve de la fourniture d'un bilan précis, analysé par les partenaires au regard des résultats de la première année, du croisement avec les autres projets et des nécessités du territoire.

Pour rappel la mobilisation des opérateurs associatifs, sur les 12 quartiers prioritaires, concerne 5 axes opérationnels du contrat de ville.

- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
- La mixité sociale dans le logement (actions d'accompagnement) ;
- Renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents ;
- Faciliter l'accès de tous aux services et équipements (culturels, sportifs) ;
- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

Pour rappel, la règle du cofinancement des projets proposés au soutien de la Ville de Montpellier conditionne, sauf exception, nos attributions de subventions.

La présente délibération concerne l'affectation **de 105 subventions**, pour un montant total de **225 400 €**, aux associations ayant sollicité le soutien financier de la Ville de Montpellier pour mettre en œuvre des projets définis comme prioritaires au regard des axes opérationnels du contrat de ville.

| <b>FINANCEMENTS SPORTS</b>   |  |  |                      |                |
|--|--|--|----------------------|----------------|
| N° asso  | Association                                      | Intitulé du projet                                     | Quartier Principal   | Proposé        |
| 5943   | Association Nouvelle pour la Solidarité féminine | Ateliers sportifs pour toutes                          | Paillade             | 500 €          |
| 5167   | Génération Taekwondo                             | Accès au sport pour tous                               | Petit Bard - Pergola | 1 000 €        |
| 4556   | Montpellier canoë-kayak eau vive                 | L'aventure citoyenne en kayak                          | Paillade             | 1 000 €        |
| 4547   | Maison du Judo                                   | Les Fées du Sport: Santé et Socialisation par le Sport | Aiguelongue          | 500 €          |
| 788  | Montpellier Paillade Natation                    | Natation pour les femmes du quartier Mosson            | Paillade             | 500 €          |
| 4555   | Roll'School                                      | Quartier qui roule                                     | Celleneuve           | 1 000 €        |
| <b>Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 933</b> |  |  |                      | <b>4 500 €</b> |

| <b>FINANCEMENTS JEUNESSE</b>  |  |  |                                       |                |
|---|--|--|---------------------------------------|----------------|
| N° asso   | Association  | Intitulé du projet   | Quartier Principal                    | <b>Proposé</b> |
| 1755  | Association Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes | Educadrive   | Gély                                  | 1 000 €        |
| 3675  | ESSOR  | Vacances et week-ends pour adolescents   | Petit Bard - Pergola                  | 1 000 €        |
| 3064  | Lâche les Mots   | les vacances s'écrivent  | Gély                                  | 1 000 €        |
| 494   | Maison des Adolescents de l'Hérault                      | Actions spécifiques pour permettre aux adolescents des QPV de bénéficier de l'ensemble des services MDA 34 | Ensemble des territoires prioritaires | 1 500 €        |
| 789   | UFOLEP 34  | Sport Citoyen 12/17 ans  | Petit Bard - Pergola                  | 1 000 €        |
| <b>Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 933</b> |  |  |                                       | <b>5500 €</b>  |

| <b>FINANCEMENTS EDUCATION</b> |                                |   |                          |                |
|-------------------------------|--------------------------------|---|--------------------------|----------------|
| N° asso                       | Association                    | Intitulé du projet                      | Quartier Principal       | <b>Proposé</b> |
| 6370                          | BVA (Bien vivre à Aiguelongue) | Partage à Aiguelongue 2                 | Aiguelongue              | 500 €          |
| 1469                          | Francas 34                     | Centre de loisirs Mosson                | Paillade                 | 4 000 €        |
| 409                           | Jouons en Ludothèques          | ludothèque Paul Valéry                  | Pas du Loup-Val de Croze | 500 €          |
|                               |                                | ludothèque Pergola                      | Petit Bard - Pergola     | 500 €          |
| 4472                          | La Vista                       | Actions culturelles du Théâtre La Vista | Figuerolles              | 500 €          |

|   |                              |   |                          |                 |
|---|------------------------------|---|--------------------------|-----------------|
| 1250  | MTP Accordéon                | Ciné-Musique à Léo Malet  | Celleneuve               | 500 €           |
| 3036  | REP PHILIPPE Gérard          | Agir sur les représentations autour de l'école  | Gély                     | 500 €           |
|   |                              | Renforcer la coopération école / parents : aider les familles à mieux comprendre les enjeux et les exigences de l'école | Gély                     | 500 €           |
| 5633  | REP PAGNOL Marcel            | Améliorer la relation école-famille pour favoriser la réussite à l'école  | Pas du Loup-Val de Croze | 500 €           |
| 5454  | REP+ RIMBAUD Arthur          | Favoriser la réussite des parcours scolaires  | Paillade                 | 500 €           |
| 1329  | REP+ Escholiers de la Mosson | Renforcer la coopération École/Parents  | Paillade                 | 500 €           |
| 3125  | REP+ Les Garrigues           | Renforcer la relation parents/école   | Hauts de Massane         | 500 €           |
| 1424  | REP+ Simone VEIL             | Renforcer la relation école-parents   | Petit Bard - Pergola     | 500 €           |
|   |                              | Théâtre et langage: parcours d'excellence   | Petit Bard - Pergola     | 500 €           |
| 5385  | ZADIGOZING                   | Café associatif des enfants   | Paillade                 | 1 100 €         |
| <b>Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 932</b> |                              |   |                          | <b>11 600 €</b> |

| <b>FINANCEMENTS COHESION SOCIALE</b> |  |   |                          |         |
|--------------------------------------|--|---|--------------------------|---------|
| N° asso                              | Association  | Intitulé du projet  | Quartier Principal       | Proposé |
| 3932                                 | ACLE (Association des Cévennes pour l'insertion, les Loisirs et l'Education) | Ateliers sociolinguistiques                                   | Cévennes                 | 4 500 € |
|                                      |  | Club des femmes - Atelier des savoirs et d'accès à la culture | Cévennes                 | 1 000 € |
|                                      |  | Club des jeunes   | Cévennes                 | 2 500 € |
| 5678                                 | ACTEURS  | Ateliers Acteurs - MLDS Monnet                                | Paillade                 | 1 500 € |
| 661                                  | ADIAV (Association départementale)   | Aide aux victimes d'infractions pénales                       | Ensemble des territoires | 6 500 € |

|      |   |   |                                       |          |
|------|---|---|---------------------------------------|----------|
|      | d'Information et d'aide aux victimes)                                       |   | prioritaires                          |          |
| 2004 | AJPPN (Association Jeunes Phobos Paillade Nord)                             | Accès aux droits et médiation sociale                 | Hauts de Massane                      | 3 500 €  |
|      |   | Chantiers loisirs                                     | Hauts de Massane                      | 500 €    |
|      |   | Guidance socio-économique                             | Hauts de Massane                      | 2 000 €  |
| 1755 | APAJ (Association Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)             | Accès aux droits et e-administration                  | Figuerolles                           | 2 000 €  |
|      |   | Accompagnement à la culture                           | Figuerolles                           | 2 500 €  |
|      |   | Prévention Santé Environnement                        | Gély                                  | 1 500 €  |
| 25   | APDOC (Association Française des Petits Débrouillards Occitanie)            | Aux sciences citoyens - Près d'Arènes                 | Près d'Arènes                         | 1 000 €  |
|      |   | Les sciences en bas de chez toi! Mosson               | Paillade                              | 1 000 €  |
|      |   | Séjour scientifique                                   | Petit Bard - Pergola                  | 1 000 €  |
| 1261 | APIEU (Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain)             | A la découverte des métiers verts                     | Lemasson                              | 500 €    |
| 2142 | APIJE (association pour l'insertion par l'économique)                       | Femmes VIP (Vers l'Insertion professionnelle)         | Petit Bard - Pergola                  | 2 000 €  |
| 1036 | APS 34 (Association de Prévention Spécialisée)                              | Chantier éducatif QPV Montpellier                     | Ensemble des territoires prioritaires | 18 000 € |
| 3473 | ARDI (Association Renaissance Développement et Insertion)                   | Accompagnement socio-éducatif                         | Hauts de Massane                      | 4 000 €  |
| 5480 | Association pour Toutes   | De l'art à la culture                                 | Pas du Loup-Val de Croze              | 500 €    |
| 4841 | AVEC (Association vivre ensemble en citoyens dans le quartier des Cévennes) | Aide aux démarches administratives. Accès aux droits. | Cévennes                              | 1 500 €  |
|      |   | Aide éducative auprès des parents                     | Cévennes                              | 4 500 €  |
| 1196 | BGE   | Cités Lab   | Ensemble des territoires              | 11 000 € |

|      |   |  |                                       |         |
|------|---|--|---------------------------------------|---------|
|      |   |  | prioritaires                          |         |
| 6370 | BVA (Bien vivre à Aiguelongue)  | Club ados 11-17ans   | Aiguelongue                           | 500 €   |
| 6839 | CBLR (Compagnons Bâtisseurs L.R)  | Atelier de quartier de Montpellier   | Ensemble des territoires prioritaires | 4 000 € |
|      |   | Espace Ressource Habitat (ERH)   | Paillade                              | 4 500 € |
| 5233 | CDAD (Conseil départemental de l'accès au droit de l'Hérault)                       | Faciliter l'accès au droit par l'accès à des informations et consultations juridiques gratuites.               | Celleneuve                            | 3 000 € |
| 6183 | CDD (Chant Dessus Dessous)  | Projet Petite enfance  | Petit Bard - Pergola                  | 500 €   |
| 1464 | Césam (Césam Migrations Languedoc) Santé  | Langage, environnement et pouvoir d'agir   | Petit Bard - Pergola                  | 2 000 € |
|      |   | Pour une prise en charge des fragilités psycho-sociales: médiation interculturelle et soutien à la parentalité | Paillade                              | 5 000 € |
| 1909 | CIDFF (Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Hérault) | Accès aux droits et médiation familiale  | Celleneuve                            | 5 000 € |
|      |   | Femme Egalité Emploi   | Paillade                              | 2 000 € |
| 3185 | Cie Pas'Sage - RSJ  | Ateliers Théâtre Petit-Bard  | Petit Bard - Pergola                  | 1 000 € |
| 244  | CLCV (Consommation Logement Cadre de Vie de Montpellier et environs)                | actions participatives et création d'un espace de vie sociale  | Pompignane                            | 2 000 € |
| 1559 | CLJ Paillade (Centre Loisirs Jeunes)  | Base nautique  | Paillade                              | 1 000 € |
| 2701 | Clos de la Fontaine   | Apprendre c'est Savoir et Prévenir   | Celleneuve                            | 1 500 € |
| 6841 | COSTUMOTEK  | L'habit fait la Femme  | Paillade                              | 2 000 € |
| 2190 | CYDM (Collectif Yves Du Manoir)   | Médiation, Accès Au Droit et Réussite Educative  | Pas du Loup-Val de Croze              | 2 000 € |



|      |  |  |                                       |         |
|------|--|--|---------------------------------------|---------|
| 4773 | DéFI (Développement de la Formation et de l'Insertion)               | Accueil information médiation sociale de proximité                           | Paillade                              | 4 500 € |
|      |  | Pole ateliers socio linguistiques  | Paillade                              | 5 000 € |
| 406  | ECM (Echecs Club Montpellier)  | Initiation au jeu d'échecs collège les Escholiers                            | Paillade                              | 800 €   |
| 2575 | EPE Hérault (École des Parents et des éducateurs de l'Hérault)       | Point Ecoute pour les Parents  | Cévennes                              | 5 000 € |
| 3675 | ESSOR  | Vacances et week-ends pour enfants   | Petit Bard - Pergola                  | 1 000 € |
| 3159 | FRFD34 (Familles Rurales Fédération Départementale de l'Hérault)     | Relais Familles - Tournezy   | Près d'Arènes                         | 2 000 € |
| 650  | Gammes   | Projet participatif d'accompagnement vers un accès aux pratiques culturelles | Paillade                              | 800 €   |
| 1043 | HOLISME  | Le rhombicuboctaèdre de Léonard  | Paillade                              | 1 500 € |
| 71   | i. PEICC (i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté) | Espace d'accueil et d'initiatives jeunes                                     | Paillade                              | 4 500 € |
|      |  | Tiers Lieu Culturel et artistique  | Paillade                              | 3 500 € |
|      |  | Université du Citoyen  | Paillade                              | 6 000 € |
| 296  | Jasmin d'Orient  | Accès à la culture et aux sports   | Près d'Arènes                         | 2 000 € |
|      |  | Maîtrise de la langue française  | Près d'Arènes                         | 5 500 € |
| 409  | Jouons en Ludothèques  | Club jeux ados Cité Paul Valéry  | Pas du Loup-Val de Croze              | 1 000 € |
| 1281 | KAINA TV   | Pailladin  | Paillade                              | 2 000 € |
| 3064 | Lâche les Mots   | On s'anime à la Cité   | Gély                                  | 1 000 € |
| 4556 | MCKEV (Montpellier canoë-kayak eau vive)                             | S'évader de la zone urbaine en kayak   | Cévennes                              | 1 000 € |
| 777  | MFPP 34 (Mouvement Français pour le Planning Familial de             | Femmes Santé Citoyenneté   | Ensemble des territoires prioritaires | 3 000 € |

|      |  |  |                                       |         |
|------|--|--|---------------------------------------|---------|
|      | l'Hérault)   | Permanence d'écoute et d'accueil   | Paillade                              | 2 000 € |
| 5854 | MMO (Montpellier Mosson Omnisports)                                    | Passerelle pour le sport   | Hauts de Massane                      | 1 000 € |
| 6374 | Mosaïque HJ  | Ateliers jardins adaptés aux seniors fragilisés                            | Lemasson                              | 2 000 € |
| 1783 | Octopus Expression   | Education au civisme par le théâtre  | Pas du Loup-Val de Croze              | 1 000 € |
| 4388 | Passe Muraille   | Au fil de l'Hérault, sport et patrimoine                                   | Paillade                              | 500 €   |
|      |  | Chantiers citoyens   | Ensemble des territoires prioritaires | 8 000 € |
|      |  | Des jardins partagés au cœur de la Paillade                                | Paillade                              | 1 000 € |
| 29   | Radio Clapas   | Mots croisés 2018  | Près d'Arènes                         | 500 €   |
| 4977 | Rank'Art   | La Familiale Des Cévennes 2018   | Cévennes                              | 1 000 € |
| 3036 | REP Gérard PHILIPPE  | Améliorer les relations école-famille au service de la réussite éducative  | Près d'Arènes                         | 500 €   |
| 1329 | REP+ Escholiers de la Mosson   | citoyenneté, laïcité et santé  | Paillade                              | 500 €   |
| 3125 | REP+ Les Garrigues   | Construire une culture partagée autour de la littérature jeunesse          | Paillade                              | 500 €   |
| 5544 | SMF (Scouts musulmans de France)                                       | Formation de Citoyens Actifs et Artisans de Paix par la Méthode Scoute SMF | Paillade                              | 1 000 € |
| 2835 | SOLIDARITE DOM TOM   | POF Pour Tous  | Paillade                              | 7 000 € |
|      |  | Accès aux Droits Numérique   | Paillade                              | 1 000 € |
| 5249 | SOMIS (Service d'Orientation et de Médiation pour l'Insertion Sociale) | Médiation administrative et sociale, interprétariat, écrivain public       | Paillade                              | 5 200 € |
| 1068 | SPF 34 (Secours Populaire Français)                                    | Jeunesse solidaire et citoyenne / Club Copain du Monde                     | Près d'Arènes                         | 1 000 € |
| 6036 | Strata'j'M Sud   | Rencontres autour du jeu   | Gély                                  | 500 €   |

|  |   |   |                      |                 |
|--|---|---|----------------------|-----------------|
| 4807   | TIN HINAN   | Lever les freins d'accès à la citoyenneté                             | Paillade             | 3 500 €         |
|  |   | Renforcer l'accès aux droits  | Paillade             | 1 500 €         |
|  |   | Vers une intégration socio linguistique réussie                       | Paillade             | 7 000 €         |
| 789  | UFOLEP 34   | Séjours Citoyens et Sportifs adolescents                              | Paillade             | 1 000 €         |
|  | UR-CIDFF LR (union régionale des centres d'information sur les droits des femmes et des familles) | Agir pour l'intégration des femmes immigrées                          | Petit Bard - Pergola | 2 500 €         |
| 4163   | VIA VOLTAIRE  | Prévention, soutien, orientation sanitaire et sociale pour les jeunes | Figuerolles          | 7 000 €         |
| <b>Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 934</b> |   |   |                      | <b>203 800€</b> |

**En conséquence, il est proposé au conseil municipal de :**

- décider de l'octroi des subventions telles que décrites dans les tableaux ci-dessus ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de la Ville de Montpellier, chapitres 932, 933 et 934 ;
- approuver la convention et la lettre d'engagement types annexées à la présente délibération ;
- dire que les subventions sont versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution avec chacun des organismes bénéficiaires ;
- approuver la convention d'attribution pour la structure APS 34 relative aux chantiers éducatifs ;
- autoriser Monsieur le Maire de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Fabien ABERT avec la procuration de Patricia MIRALLES, Lorraine ACQUIER, Caroline NAVARRE).

#### **40. Regroupement des établissements d'accueil municipaux "Pinocchio" et "l'Ile au Trésor" - Approbation de l'opération -Autorisation de signer le permis de construire-Demande de subvention- Dénomination de la crèche**

Afin de mettre en adéquation l'offre d'accueil avec la demande des familles du quartier, la Direction de l'Enfance souhaite regrouper la halte-garderie municipale « l'Ile au Trésor » et la crèche municipale « Pinocchio ». En effet, bien que déjà attenants, les espaces dédiés au fonctionnement de chacune de ces deux structures ne permettent pas de répondre de manière satisfaisante aux besoins d'accueil régulier et à la journée du quartier.

Le futur multi-accueil aura un agrément de 72 places au total dont 20 seront destinées à la section des bébés pour répondre à la demande croissante d'accueil sur cette tranche d'âge.

Dans le cadre de ce projet, il est prévu de travailler sur l'ergonomie des locaux et du matériel dans l'objectif d'améliorer les conditions de travail du personnel. Il est également prévu de créer un second bureau, pour l'adjoint de direction, qui sera mutualisé avec le pédiatre lors de ses visites. Le projet intégrera aussi les travaux requis de mises aux normes pour l'accessibilité (ADAP) ainsi que ceux liés à l'exécution du « Plan Chaleur » et à la mise en sûreté des établissements.

Le coût total de cette opération s'élève à 991 000 € TTC, ces crédits sont inscrits au budget 2018 de la Ville.

Afin de réaliser ces travaux, il conviendra de déposer une demande de permis de construire. La maîtrise d'œuvre est confiée à la Direction Architecture et Immobilier de la Ville.

La Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault ou d'autres partenaires financeurs pourront être sollicités pour une subvention d'équipement qui sera perçue par la Ville à l'issue de l'opération de restructuration.

Enfin, il est proposé de dénommer cette structure regroupée « Multi-accueil Pinocchio - l'Ile au Trésor ».

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver l'opération de restructuration et regroupement de la crèche « Pinocchio » avec la halte-garderie « l'Ile au trésor »;
- De dénommer ce nouvel établissement situé 16 rue Ferdinand Fabre, 34000 Montpellier « Multi-accueil Pinocchio - l'Ile au Trésor » ;
- D'autoriser le dépôt d'un dossier de permis de construire auprès des services compétents ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget 2018 de la Ville, chapitre 904;
- De solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents, notamment la Caisse d'Allocations Familiales;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 52 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**41. Multi accueil associatif « La Belle Journée »**

**Convention de location**

**Ville de Montpellier / Fédération Départementale des Familles Rurales de l'Hérault**

La Ville de Montpellier mène une politique dynamique et volontariste dans le domaine de la Petite enfance. Parmi les multiples actions engagées dans ce secteur, elle soutient et

accompagne les associations qui contribuent au développement de l'offre d'accueil sur le territoire.

C'est ainsi, que la Ville a proposé, depuis 2008, de mettre à disposition de l'association des locaux du domaine privé, situés dans le quartier Croix d'Argent, pour y aménager une crèche associative.

Dans ces locaux d'une superficie de 180 m<sup>2</sup>, l'association « Fédération Départementale Familles Rurales de l'Hérault » gère la crèche « La Belle Journée » située au 236 rue de Cheng Du / 124 Place de Chine. L'établissement associatif dispose d'une capacité de 20 places pour accueillir les enfants du quartier de 0 à 4 ans.

La convention de location arrive à son terme le 31 mars 2018. Il est donc proposé de la renouveler sur les mêmes modalités financières que la précédente, pour une durée de 5 ans, soit du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2023. La valeur locative annuelle s'élève à 10 700 €, payable par trimestre, soit 2 675€. Le prix du loyer ainsi fixé sera réévalué à chaque date anniversaire de la présente convention, soit le 1er avril, en fonction de l'indice de référence des loyers calculé par l'INSEE.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De conclure avec l'association « Fédération Départementale des Familles Rurales de L'Hérault » une convention de location pour une durée de 5 ans concernant les locaux situés 236 rue de Cheng Du / 124 place de Chine à Montpellier ;
- D'approuver et d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjointe Déléguée, à signer la convention de location du domaine privé de la Ville jointe en annexe et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 52 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Monsieur Jean-Luc COUSQUER, Mesdames Valérie BARTHAS-ORSAL, Dominique MARTIN-PRIVAT et Véronique PEREZ avec la procuration de Véronique DEMON entrent en séance.*

**42. Convention Ville / MSA relative au versement de la prestation de service "Accueil du jeune enfant"**

Chaque année, ce sont près de 4000 enfants qui sont accueillis, en accueil régulier ou occasionnel, dans les Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) municipaux.

La CAF, qui regroupe plus de 99% des enfants accueillis sur ces EAJE, participe au financement de cet accueil grâce au versement de la Prestation de Service Unique (PSU) qui vient compléter la participation des familles qui sont affiliées au régime général. Cette participation est établie sur la base d'un barème national CNAF.

Pour les familles qui ne sont pas affiliées au régime général, la Ville ne perçoit donc pas de prestation de service de la CAF et leur applique un tarif majoré de 50%.

Pour les familles qui relèvent du régime de la Mutuelle Sociale Agricole (MSA), il est proposé de passer une convention de prestation de service avec la MSA qui permettra d'appliquer à ces familles le même barème de participation que celui de la CNAF et de supprimer la majoration de tarif actuellement appliquée.

La convention de prestation de service ci-jointe définit notamment les modalités de calcul et de versement du financement de la MSA. Il s'agit d'aligner le régime agricole sur le régime de droit commun de la CNAF, sans incidence financière pour la Ville.

Le montant de la prestation de service s'établit de la manière suivante : si le prix de revient horaire est supérieur au prix plafond PSU (fixé annuellement par la CNAF), il est égal à 66% de ce prix plafond déduction faite de la participation familiale horaire, dans le cas contraire, il est égal à 66 % du prix de revient horaire, déduction faite de la participation familiale horaire.

La prestation de service sera versée à la Ville par la MSA trimestriellement sur la base d'un état de présence des enfants accueillis sur cette période.

Cette convention est conclue pour une durée d'un an, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2018 et sera reconduite tacitement par période annuelle, jusqu'à dénonciation d'une des parties.

A compter de cette même date également, la majoration de 50% sera supprimée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la convention de prestation de service jointe en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**43. Réservation de berceaux municipaux au profit d'organismes publics ou privés.  
Établissement du tarif 2018**

Dans le passé, la Ville de Montpellier a conclu avec divers organismes des conventions de réservation de berceaux au sein d'établissements d'accueil du jeune enfant municipaux (EAJE) au profit de leurs salariés et en contrepartie du versement d'une subvention d'équipement initiale.

Aujourd'hui, la validité de ces conventions a expiré et il convient d'envisager la possibilité de signer de nouvelles conventions.

La réservation de berceaux municipaux présente pour la Ville l'avantage de favoriser la mixité sociale au sein de certains EAJE municipaux en accueillant des enfants de familles n'étant pas exclusivement issues du quartier.

Le montant annuel de la redevance, au profit de la Ville de Montpellier, doit règlementairement correspondre au coût net moyen d'exploitation d'une place d'accueil collectif gérée en régie

directe. Pour 2018, la redevance annuelle s'élèvera donc à 6 060 €. La redevance sera révisée annuellement sur la base de l'évolution de ce coût de référence.

**Après examen, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le principe de la réservation de places au sein des établissements municipaux d'accueil du jeune enfant ;
- d'approuver le montant de la redevance annuelle pour l'année 2018 et son mode de calcul ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe délégué(e), à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**44. Contrat d'exposition entre l'association CARIBAEA INITIATIVE et la Ville de  
Montpellier  
Exposition "La vie sauvage au Macaya"**

Dans le cadre d'un partenariat, la Ville de Montpellier, Parc de Lunaret, souhaite organiser l'exposition « La vie sauvage au Macaya » pour la période du 10 avril au 30 juin 2018.

Il s'agit d'une exposition qui permettra au public de découvrir en images l'incroyable biodiversité du Parc de Macaya, un des points chauds de la biodiversité mondiale.

Le parc de Macaya abrite aujourd'hui la dernière forêt primaire d'Haïti et constitue le dernier sanctuaire de la biodiversité de la partie Ouest de l'île, possédant la plus grande concentration au monde d'espèces endémiques par unité de surface.

Cette exposition bilingue (français/anglais) présentera une centaine de photographies prises par le photographe, réalisateur et conservationniste haïtien René Durocher.

Son travail photographique est un plaidoyer pour la conservation et la protection de la nature.

Epris de la riche biodiversité de son pays, il continue à explorer les habitats épars et variés d'Haïti en quête de nouvelles espèces à révéler.

À ce titre, l'association CARIBAEA INITIATIVE, sise, La tour du Valat, La Sambuc- 13200 ARLES fournit gratuitement à la Ville les fichiers nécessaires pour toute la durée de l'exposition.

L'association CARIBAEA INITIATIVE, située La tour du Valat, La Sambuc- 13200 ARLES, titulaire des droits d'auteur, cède temporairement les droits de représentation publique, d'exposition, de reproduction et de communication publique au profit de la Ville de Montpellier.

L'association CARIBAE INITIATIVE autorise la Ville de Montpellier à présenter publiquement le contenu des fichiers dans le cadre de la présente exposition ; le contrat ne comporte pas de transfert de propriété.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le contrat d'exposition avec l'association CARIBAEA INITIATIVE tel que joint en annexe ;
- D'autoriser la signature dudit contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire par Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Messieurs Djamel BOUMAAZ et Rabii YOUSSEUS sortent de séance.*

#### **45. Contrat d'exposition entre Mathieu Foulquié et la Ville de Montpellier Exposition "Le Lez subaquatique par Mathieu Foulquié"**

Dans le cadre d'un partenariat, la Ville de Montpellier souhaite organiser une exposition mettant à l'honneur Mathieu Foulquié, photographe biologiste -intitulée « *le Lez subaquatique par Mathieu Foulquié* ».

Cette exposition, ayant lieu du 7 février au 8 avril 2018, propose une balade subaquatique unique au fil du Lez, au travers de photos inédites.

Une première exposition où Mathieu Foulquié dévoile un point de vue original sur les paysages et les espèces subaquatiques de ce fleuve singulier, depuis sa source jusqu'à Montpellier.

C'est la découverte du Lez du point de vue de l'homme-grenouille au travers de l'iconique Chabot du Lez, du célèbre couple de crapauds impudiques et des prises de vues en mode « mi-air mi-eau » illustrant la ripisylve et le patrimoine de ses rives.

Cette exposition valorise, par l'image, un milieu aquatique urbain et péri-urbain, au cœur d'une métropole méditerranéenne, reliant la garrigue à la Méditerranée.

À ce titre, Mathieu Foulquié, photographe biologiste, titulaire des droits d'auteur, fournit gratuitement à la Ville les fichiers nécessaires à l'organisation de cette exposition.

En contrepartie, la Ville s'engage à promouvoir l'exposition.

Mathieu Foulquié propose de céder temporairement les droits de représentation publique d'exposition, de reproduction et de communication publique au profit de la Ville de Montpellier afin d'organiser cette exposition.

Il autorise également la Ville de Montpellier à présenter publiquement le contenu des fichiers dans le cadre de la présente exposition.

Ces dispositions et l'ensemble des engagements réciproques des parties sont décrites dans un contrat d'exposition annexé à la présente délibération.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

-D'approuver le contrat d'exposition avec Mathieu Foulquié tel que joint en annexe ;

-D'autoriser la signature dudit contrat ainsi que de tout document relatif à cette affaire par Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué.



À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Madame Séverine SCUDIER sort de séance.*

*Mesdames Maud BODKIN et Isabelle MARSALA entrent en séance.*

#### **46. Lieux d'art et d'Histoire de la Ville de Montpellier Approbation du règlement intérieur**

Les Lieux d'Art et d'Histoire de la Ville de Montpellier comprennent le Carré-Sainte-Anne, l'Espace Dominique Bagouet et le Pavillon Populaire (désignés par le terme Lieux d'Art) ainsi que le Musée du Vieux Montpellier et l'Ensemble de la Chapelle et Pharmacie de la Miséricorde (désignés par le terme Parcours muséographique).

Un règlement intérieur applicable aux visiteurs, individuels ou en groupe, ainsi qu'à toute personne extérieure au service doit être adopté par l'assemblée délibérante. Il doit également être affiché sur place et disponible sur demande auprès des agents d'accueil.

Le projet de règlement intérieur présenté en annexe précise ainsi les conditions d'accès aux différents lieux d'art et d'histoire de la Ville de Montpellier. Il détaille les horaires et jours d'ouverture, les tarifs éventuellement applicables ainsi que les restrictions particulières qui peuvent s'appliquer en certaines circonstances.

Ces dispositions visent à assurer la bonne organisation du service mais aussi et surtout à garantir la protection des personnes, des biens, des œuvres et des bâtiments.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le règlement intérieur des Lieux d'Art et d'Histoire, joint en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui demande des explications ? Monsieur LARUE.

**Monsieur LARUE :** Je voulais juste prendre l'occasion des affaires culturelles pour rendre hommage ce soir aussi, avec le passage du groupe «Géométrie variable», au professeur Michel MIAILLE qui a quitté ses fonctions la semaine dernière.

**Monsieur le Maire :** Ça vous plaît, «Géométrie variable», non ?

**Monsieur LARUE :** Ah oui, j'aime bien. Il faut être souple dans la vie. Vous vous rappelez la devise du Capitaine Nemo ? « Mobilis in mobile » : mobile dans les éléments mobiles.

**Monsieur le Maire :** Surtout dans l'échine. Il faut être souple, oui.

**Monsieur LARUE :** Dans l'échine, oui, ça c'est Cyrano. Exercice de souplesse dorsale. Donc, oui, le professeur MIAILLE a quitté ses fonctions la semaine dernière à l'occasion d'un vote du Conseil

de Métropole. Je tenais à lui rendre hommage car, de mémoire, il a exercé ses fonctions au moins une douzaine d'années, si ce n'est un peu plus. Il a contribué avec toute l'équipe de Montpellier Danse à faire ce qui est devenu Montpellier Danse. Je pense effectivement que c'est une bonne chose que la Ville et la Métropole lui rendent hommage pour le travail accompli.

**Monsieur le Maire** : Mais vous étiez là au dernier Conseil de Métropole ?

**Monsieur LARUE** : J'ai voté pour le changement.

**Monsieur le Maire** : Donc vous répétez l'hommage que j'ai fait ?

**Monsieur LARUE** : Oui, mais je pense aux gens qui n'étaient pas là.

**Michael DELAFOSSE s'exprime hors micro**

**Monsieur le Maire** : Mais vous savez, il reste avec nous, il est toujours président du Comité scientifique des savoirs. Il ne part pas, mais il faut assurer l'avenir de Montpellier Danse et du Centre chorégraphique national de Montpellier.

**Monsieur LARUE** : Ce n'était pas polémique, c'était un simple hommage.

**Monsieur le Maire** : Merci d'avoir répété mes propos, fidèlement. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Madame Samira SALOMON sort de séance.*

#### **47. Comédie du Livre 2018** **convention de partenariat entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole pour** **l'organisation de la 33e Comédie du Livre**

La 33e édition de la Comédie du Livre aura lieu les 25, 26 et 27 mai 2018.

Elle mettra à l'honneur les littératures néerlandaises et flamandes, grâce à la présence de 30 auteurs et dessinateurs venus des Pays-Bas et de Belgique. Après Alain Mabanckou en 2017, c'est à la romancière Alice Zeniter, auteure de *L'art de perdre* (Flammarion, Prix Goncourt des lycéens), qu'est confiée cette année une carte blanche de programmation. Elle réunira autour d'elle sept auteurs qu'elle admire, dont Eric Vuillard, Prix Goncourt 2017 et le maître de la science-fiction française Alain Damasio. Deux maisons d'édition sont cette année mise en avant : Sabine Wespieser sera accompagnée de quelques-unes des plus belles plumes de ce catalogue prestigieux, parmi lesquelles la romancière haïtienne Yanick Lahens et Dolorès de Récondo ; les éditions jeunesse Rue du monde, avec leur éditeur Alain Serres, et plusieurs auteurs-phares (Zaï, Laurent Corvaisier...).

La bande dessinée occupera cette année encore une place de choix dans la programmation, avec la création d'une exposition autour de la série Infinity 8, créée par les éditions Rue de Sèvres et le Comix Buro, les auteurs Lewis Trondheim et Olivier Vatine. Le grand dessinateur néerlandais Willem sera présent, et une exposition lui sera également consacrée. Autour d'eux, une trentaine de

dessinateurs viendront illustrer la formidable vitalité du 9e art avec, entre autres, Ruben Pellejero et Fabcaro.

Cette 33e Comédie du Livre confirme l'ancrage métropolitain et régional de la manifestation, avec une programmation décentralisée dans une quinzaine de communes autour de Montpellier, en médiathèques et dans des lieux d'histoire et de culture.

Durant trois jours, ce ne sont pas moins de 250 auteurs qui seront présents, qui participeront à une programmation riche d'une centaine d'événements.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, Montpellier Méditerranée Métropole assure l'organisation et la réalisation de la Comédie du Livre, mais la gestion de certains équipements, biens matériels et immatériels utilisés dans le cadre de la manifestation demeure de la compétence de la Ville de Montpellier.

Afin de préserver la bonne organisation de cet événement, certains lieux et matériels de la Ville doivent être mis à disposition de la Métropole. La Ville offrira par ailleurs un accompagnement et un soutien logistique, liés à cette mise à disposition.

A cette fin, une convention de partenariat, étroitement liée à la programmation de cette 33<sup>e</sup> édition, doit être conclue pour l'année 2018.

Dans le cadre de ce partenariat, la Ville interviendra à titre gratuit ; les coûts indirects liés à l'accueil du public, au nettoyage et à l'accompagnement technique feront l'objet d'une prise en charge directe par la Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, jointe en annexe, pour l'organisation de la 33<sup>e</sup> édition de la Comédie du Livre ;
- 
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Le pays invité est les Pays-Bas. La conférence de presse a lieu au Centre national du livre, le CNL, jeudi matin. N'ayant pas pu avoir de billet de train et de billet d'avion au dernier moment, mais ayant prévu quand même qu'une telle chose pouvait arriver, je remercie Madame Nicole LIZA de s'y être rendue la veille. Elle a pu réserver et c'est elle qui nous représentera pour la conférence de presse avec l'ambassadeur de Hollande. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Madame Chantal LEVY-RAMEAU entre en séance.*

*Monsieur Cédric de SAINT JOUAN sort de séance.*

#### 48. Culture - Lieux d'art et d'histoire - Convention avec le Mémorial de la Shoah de Paris

Espace d'art photographique de la Ville de Montpellier ouvert à tous les publics et gratuit, le Pavillon Populaire affiche une programmation de haut niveau, à la renommée internationale. Après une saison 2017 consacrée à la photographie américaine, le Pavillon Populaire consacre sa saison 2018 au rapport entre Histoire et photographie.

Du 27 juin au 16 septembre 2018, le Pavillon Populaire présentera une exposition consacrée au devoir de mémoire, et questionnant le médium photographique tant, comme outil de construction d'une propagande que, comme outil de témoignage et de transmission d'une mémoire. Cette exposition comportera deux volets :

- *Un dictateur en images. Photographies de Heinrich Hoffmann.*
- *Regards sur les ghettos, Photographies de propagande allemande et des photographes juifs des ghettos d'Europe orientale (octobre 1939 – Aout 1944),* en partenariat avec le Mémorial de la Shoah.

Le premier volet, *Un dictateur en images. Photographies de Heinrich Hoffmann*, est une création originale pour la Ville de Montpellier, sous le commissariat de Monsieur Alain Sayag, conservateur honoraire pour la photographie au Centre Georges Pompidou – Paris, et de Monsieur Gilles Mora, directeur artistique du Pavillon Populaire. Il a pour objet de présenter le travail du photographe officiel d'Adolf Hitler de 1922 à 1945, qui a réalisé quasiment toutes les images du dictateur figurant dans les manuels d'histoire. Cette exposition analysera comment s'est constitué l'outil de propagande visuelle qui a façonné l'adhésion volontaire au régime nazi, et s'efforcera de donner au public les clefs d'analyse des codes iconographiques qui se sont alors mis en place.

Le second volet, intitulé *Regards sur les ghettos, Photographies de propagande allemande et des photographes juifs des ghettos d'Europe orientale (octobre 1939 – Aout 1944)*, est l'adaptation d'une exposition du même nom présentée par le Mémorial de la Shoah en 2013, sous la direction de son directeur Monsieur Jacques Fredj, et sous le commissariat de Mesdames Sophie Nagiscarde et Marie-Edith Agostini, du Mémorial de la Shoah. Le Mémorial de la Shoah, situé à Paris, est un musée et centre de recherche consacré à l'histoire juive durant la Seconde Guerre mondiale, dont l'axe central est l'enseignement de la Shoah. L'adaptation de son exposition pour le Pavillon Populaire sera conduite par Monsieur Alain Sayag et Madame Sophie Nagiscarde.

Afin de permettre la reprise de cette exposition du Mémorial de la Shoah à Montpellier, au Pavillon Populaire, du 27 juin au 16 septembre 2018, il est nécessaire de passer une convention de partenariat avec le Mémorial de la Shoah fixant les conditions administratives et financières du projet, et répartissant les responsabilités du Mémorial de la Shoah ainsi que celles de la Ville de Montpellier.

Le Mémorial de la Shoah concédera notamment les droits sur le concept de l'exposition pour la durée de sa tenue à Montpellier, soit du 27 juin au 16 septembre 2018. Il transmettra à la Ville de Montpellier les fichiers des textes de l'exposition, les fichiers des images à utiliser, leurs mentions de crédit, légendes et commentaires, et la liste des institutions propriétaires de ces images. Il fournira aussi un texte pour contribution au catalogue de l'exposition *Un dictateur en images. Photographies de Heinrich Hoffmann*.

La Ville de Montpellier prendra en charge les frais relatifs aux tirages et aux droits de présentation des photographies, les frais de scénographie, d'accrochage et de communication et s'engagera à mentionner le nom et le logo du Mémorial de la Shoah sur les documents relatifs à l'exposition. Des

crédits sont prévus au budget principal de la Ville de Montpellier pour le projet *Regards sur les ghettos*, à hauteur de 30500€.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :**

- approuver la convention de partenariat avec le Mémorial de la Shoah pour l'accueil au Pavillon Populaire de l'exposition *Regards sur les ghettos, Photographies de propagande allemande et des photographes juifs des ghettos d'Europe orientale (octobre 1939 – Août 1944)* ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier, section de fonctionnement, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier ou Madame l'Adjointe au Maire déléguée à la Culture à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

#### **49. Culture**

##### **Attribution de subventions à des associations culturelles et annulation d'attribution à une association Exercice 2018**

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain. L'accès à la culture étant l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour la Ville.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Les arts plastiques, les arts visuels, la littérature, le patrimoine, le pluri discipline ainsi que le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 28 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 150 400 € au titre de l'exercice 2018.

## 1) Attribution de subventions

| Code | Nom de la Structure  | Nature         | Montant        |
|------|--|----------------|----------------|
|      | <b>ARTS PLASTIQUES</b>   |                |                |
| 4081 | GRAIN D'IMAGE  | Projet         | 18 000         |
|      | <b>ARTS VISUELS ET MEDIAS</b>  |                |                |
| 1281 | KAINA  | Fonctionnement | 4 000          |
|      | <b>LIVRE</b>   |                |                |
| 130  | FRIENDS OF THE ANGLOPHONE LIBRARY  | Fonctionnement | 400            |
|      | <b>PATRIMOINE</b>  |                |                |
| 4527 | INSTITUT EURO-MEDITERRANEEN<br>UNIVERSITAIRE MAÏMONIDE, AVERROES,<br>THOMAS D'AQUIN                      | Fonctionnement | 40 000         |
| 5432 | INTER'CAL  | Projet         | 1 000          |
|      | <b>PLURIDISCIPLINES</b>  |                |                |
| 6135 | L'ATTELINE   | Projet         | 3 000          |
| 4191 | ILLUSION ET MACADAM  | Projet         | 38 000         |
|      | <b>SPECTACLE VIVANT / Danse</b>  |                |                |
| 3311 | INESPERADA   | Fonctionnement | 3 000          |
| 5254 | MARIE LOUISE BOUILLONNE  | Projet         | 1 000          |
| 5505 | MOUVEMENTS PERPETUELS  | Projet         | 2 000          |
| 6077 | COMPAGNIE LES HERBES FOLLES  | Projet         | 1 000          |
| 6765 | POPILITE MOBILIS   | Fonctionnement | 500            |
|      | <b>SPECTACLE VIVANT / Musique</b>  |                |                |
| 3689 | ENSEMBLE THYMES  | Projet         | 2 500          |
| 4206 | TCHIKI TCHIKI TCHI POÏ POÏ   | Projet         | 3 000          |
| 5413 | RAMBLIN' BASTRINGUE  | Projet         | 2 000          |
| 5461 | LA FACTION COMPAGNIE THEATRALE   | Projet         | 3 000          |
| 5733 | TURBULENCES SONORES  | Projet         | 3 000          |
| 6431 | LOUFLA   | Projet         | 1 000          |
| 6478 | NELLY PRODUCTIONS  | Projet         | 2 000          |
| 6808 | ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES<br>MIXITES ARTISTIQUES ET SOCIALES ET DES<br>SOLIDARITES - ADEMASS | Projet         | 2 000          |
|      | <b>SPECTACLE VIVANT / Musique-Chorale</b>  |                |                |
| 465  | CHŒUR LES CHOREGIENS   | Projet         | 500            |
|      | <b>SPECTACLE VIVANT / Théâtre</b>  |                |                |
| 4472 | LA VISTA THEATRE DE LA MEDITERRANEE  | Projet         | 15 000         |
| 5049 | N.U.(NOS URGENCES) COLLECTIF D'ARTISTES  | Fonctionnement | 1 000          |
| 5109 | COMPAGNIE DE L'ASTROLABE   | Projet         | 1500           |
| 5499 | COMPAGNIE LA HURLANTE  | Projet         | 500            |
| 5575 | JE PARS A ZART   | Projet         | 500            |
| 6656 | ACETONE  | Projet         | 500            |
| 6661 | COMPAGNIE CORPS ITINERANTS   | Projet         | 500            |
|      | <b>TOTAL</b>   |                | <b>150 400</b> |

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 65748, chapitre 933.

## 2) Annulation de subvention

Dans le cadre de la Culture, par délibération n°V2017/449, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 4 500 € à l'association La Compagnie du Capitaine pour la réalisation du projet « 12<sup>ème</sup> Festival d'Improvisation Intergalactique de Montpellier ». La structure bénéficiaire ne pouvant réaliser le projet, il y a lieu d'annuler l'attribution de cette subvention.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- D'autoriser l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement, des conventions types et des conventions de partenariat le cas échéant;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2018 sur les imputations citées ci-dessus en section de fonctionnement, chapitre 933 et pour un montant total de 150 400 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement, les conventions types et les conventions de partenariat annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Madame Sonia KERANGUEVEN entre en séance.*

### **50. Chapelle de l'œuvre de la Miséricorde : restauration du tableau de la Sainte Famille avec saint Jean-Baptiste et sainte Anne de Reynaud Levieux (1613-1699) - Avenant à la convention d'accueil de l'œuvre dans les locaux du Centre Interdisciplinaire de Conservation et de Restauration du Patrimoine « Belle de Mai »**

Par délibération du 15 décembre 2016, le conseil municipal a approuvé la convention d'accueil de l'œuvre du peintre nîmois Reynaud Levieux *La Sainte Famille avec saint Jean-Baptiste et sainte Anne*, réalisée en 1648 lors de son séjour à Montpellier, dans les ateliers de restauration du Centre Interdisciplinaire de Conservation et de Restauration du Patrimoine « Belle de Mai » (CICRP) à Marseille.

Cette œuvre de la chapelle de la Miséricorde, d'une très belle qualité picturale, classée au titre des Monuments historiques le 17 février 1995, nécessitait une restauration. Son accueil au CICRP a permis d'effectuer les études préalables à la restauration (imagerie scientifique et documentaire, radiographie). Sa restauration y a été achevée en février 2018 par Hervé Giocanti de l'atelier Lazulum, titulaire du marché de restauration 6B009 lot 2.

Entre-temps, il a été constaté que le mobilier et les boiseries de la chapelle de la Miséricorde sont l'objet d'attaques d'insectes xylophages. Aussi, par mesure de précaution et dans l'attente d'une expertise scientifique et d'un traitement curatif adapté, le service des Monuments historiques de la DRAC Occitanie conseille-t-il de différer le retour de l'œuvre dans la chapelle et de prolonger sa conservation au CICRP.

Le montant des frais engagés par le CICRP pour prolonger l'accueil de l'œuvre dans leurs locaux est estimé à 2 298.16 € TTC. Les œuvres contenues dans la chapelle relevant de la convention plan-objet de sauvegarde et de valorisation des églises de Montpellier signée entre la Ville et la DRAC, cette somme sera prélevée sur les crédits annuels prévus au budget de la Ville pour sa réalisation, fonctions 903 et 933.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'avenant de prolongation de la convention d'accueil d'œuvre dans les locaux du CICRP « Belle de Mai » ci-annexé ;
- d'autoriser l'inscription des dépenses correspondantes au budget de la Ville, section d'investissement, chapitre 903 et section de fonctionnement, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Magnifique tableau, unique, qui sera présenté lors de la journée du patrimoine avec la présentation de l'ouvrage écrit par la DRAC dans la collection Duo, *À l'œuvre de la miséricorde même*, et nous en profiterons, avec Isabelle MARSALA et Hélène PALOUZIÉ de la DRAC que je remercie, pour inaugurer la restauration du tableau de Reynaud Levieux, cela fait partie du plan objet qui verra cette année restaurées plusieurs toiles. Celle-ci, mais aussi des toiles de Antoine Ranc, le peintre Montpelliérain, notamment dans l'église Saint-Mathieu. Et à propos de la famille Ranc, qui est une grande famille de peintres de Montpellier, assez peu connue, mais de grand talent, je vous rappelle que nous avons acquis, avec le musée Fabre, le portrait de Bonnier de La Mosson et de son épouse, qui sont des tableaux de Jean Ranc. Le musée Fabre contient d'autres toiles et je remercie Michel HILAIRE d'avoir accepté de faire une très belle exposition Jean Ranc au musée Fabre. Ensuite, nous programmerons une exposition sur Edouard Marsal qui est l'un des portraitistes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle qui a peint des dizaines et des dizaines de toiles, des grands portraits de familles montpelliéraines, et qui n'a jamais été exposé nulle part.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Messieurs Djamel BOUMAAZ, Rabii YOUSSEF, Cédric de SAINT JOUAN et Mesdames Séverine SCUDIER, Samira SALOMON entrent en séance.*

**51. ZAT 12 - Partenariats relatifs à la mise à disposition d'espaces et appui à l'organisation de la manifestation**

Organisée par la Ville de Montpellier, la ZAT – Zone Artistique Temporaire – invite à découvrir la ville autrement à partir d'une exploration artistique des différents quartiers de la ville.

S'appuyant sur des propositions artistiques originales, inventives, de grande qualité poétique et esthétique, elle envisage l'espace public comme lieu d'expériences où résonnent projets artistiques et projets urbains. La ZAT reflète l'identité de Montpellier, ville méditerranéenne active et créative.



Poursuivant la volonté de faire découvrir la richesse des quartiers, la 12<sup>ème</sup> édition de la ZAT se déroulera dans le quartier Près d'Arènes à Montpellier, du samedi 14 avril au dimanche 15 avril 2018.

Pour la mise en œuvre de cette 12<sup>ème</sup> édition, la Ville de Montpellier a sollicité ACM Habitat, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), les sociétés BRL et Coste Peintures, les associations Céméa Occitanie, Jasmin d'Orient et Mini Bolide Montpellicrain pour la mise à disposition d'espaces et l'appui à l'organisation de la manifestation.

Les différents partenaires s'engagent ainsi à mettre gracieusement à disposition de la Ville un certain nombre d'espaces extérieurs et de salles, pour l'organisation de la manifestation ZAT. En contrepartie, la Ville s'engage à occuper ces lieux conformément aux conventions, à en garantir un contrôle d'accès, un gardiennage, une assurance et le nettoyage le cas échéant.

Les conventions prendront effet à compter de la date de sa signature et jusqu'au 20 avril 2018.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :**

- approuver la conclusion des conventions de partenariat relatives à la douzième édition de la ZAT avec :
  - ACM Habitat ;
  - la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ;
  - la société BRL ;
  - la société Coste Peintures ;
  - l'association Céméa Occitanie ;
  - l'association Jasmin d'Orient ;
  - l'association Mini Bolide Montpellicrain.
- autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer les conventions et tout document relatif à cette affaire.

**Madame MARSALA :** Plutôt pour vous dire quelques mots sur la ZAT à venir, car sur la délibération elle-même il s'agit de la disposition d'espaces et d'aides pour l'organisation directe.

**Monsieur le Maire :** Parlez des grands rendez-vous tout de même, cela, ils ne le savent pas. Il n'y a que nous qui le savons.

**Madame MARSALA :** Il faut savoir que c'est la 12<sup>e</sup> édition, qu'elle a lieu le 14 et le 15 avril, qu'elle a à peu près, jusqu'à présent, reçu 30 à 50 000 personnes sur les deux jours des ZAT. Là, nous avons une soixantaine de rendez-vous sur vingt projets artistiques. Nous avons une centaine d'artistes, d'ici ou d'ailleurs. À noter qu'une part un petit peu plus importante cette année est faite sur nos artistes d'ici. Nous avons adjoint toutes les associations de quartier, les commerçants, les trois maisons pour tous, les écoles, les structures, ACM, TAM, etc., et tout cela à budget constant. Cette année, la ZAT aura travaillé vraiment sur deux axes très intéressants, à la fois à mener une dynamique culturelle dans un quartier et faire en sorte que les artistes s'approprient ce quartier, sur tous les lieux possibles, culturels ou non, mais vécus par les habitants. Le deuxième axe fort est que justement les habitants vont faire de leur quartier un objet de fierté. Ils vont utiliser leur quartier pour montrer à ces 48 000 personnes en moyenne qui viennent à quel point leur quartier possède des ressources que nous ne connaissons pas toujours, puisque, à part le centre-ville, on a moins de raison d'aller dans les quartiers, on fréquente moins les quartiers que le centre, toutes ses structures

culturelles, économiques, etc. Là, nous avons laissé vraiment la part belle aux habitants pour montrer à quel point leur quartier est intéressant et à quel point chaque quartier est typé et a une identité particulière.

Ensuite, un programme va commencer à être distribué, il est sorti, où vous aurez tous les horaires sur les deux jours, avec principalement à noter ce très beau projet des Dominos, qui va nous permettre de partir de Port-Marianne, pour rejoindre Prés d'Arènes, avec des centaines de personnes, 200 minimum, qui vont aider à construire des dominos et à les faire tomber progressivement pour, en deux heures, rallier les deux quartiers.

**Monsieur le Maire** : Dimanche, 17 heures, départ du bassin Jacques Cœur. Et cela fera la jonction entre les deux quartiers. Poursuivez.

**Madame MARSALA** : Vous voulez les projets ?

**Monsieur le Maire** : Dites-nous un peu ce que vous avez prévu pour l'an prochain.

**Madame MARSALA** : L'année prochaine, c'est une régalade, donc nous pouvons commencer à en parler. L'année prochaine, la ZAT sera très différente puisqu'il se trouve que nous allons quand même avoir cette chose formidable du MoCo qui va s'ouvrir et nous devons le fêter dignement. Je pense qu'il serait intéressant justement que tous nos efforts au niveau arts plastiques, arts de la rue et arts publics se portent vers le MoCo. Je ne sais pas si vous vous rappelez, pour les plus anciens peut-être, nous avons eu, en quelle année, Monsieur BARRAL ?

**Monsieur BARRAL** : 1970.

**Madame MARSALA** : Nous avons eu, en 1970, une exposition qui s'appelait « Cent artistes dans la Ville ». Eh bien, l'année prochaine, nous aurons cent artistes dans la Ville qui vont regrouper des artistes d'ici, des artistes d'ailleurs, quelques artistes qui étaient déjà, dans les années 70 dans cette exposition, et nous allons travailler autour de ces artistes avec une possibilité d'exploration sur toute la Ville et sur tous les lieux du centre-ville autour du MoCo.

**Monsieur le Maire** : Quelques compléments sur l'an prochain. C'est une idée qui m'a été proposée par le tandem Nicolas BOURRIAUD et François FONTES. C'est le souhait de remettre cent artistes dans la ville – comme l'a dit Guy BARRAL, cela, c'était fait en 1970 – et c'est le souhait aussi de faire travailler l'ensemble des artistes locaux, de mettre en valeur plusieurs lieux de la ville et de donner un accent particulier sur les artistes de supports/surfaces dont certains sont encore vivants, que ce soit Vincent Bioulès, que ce soit Claude Viallat, que ce soit Rouan, que ce soit d'autres, il existe encore des artistes de supports/surfaces qui sont capables d'exprimer leur art. Cela permettra, dans le cadre de l'ouverture du MoCo, qui je le rappelle, est un triptyque – la Panacée, le MoCo lui-même à l'hôtel Montcalm à côté de la gare et l'école des Beaux-Arts –, de remettre en selle le temps de la ZAT toute une école qui est prestigieuse et qui sort de l'école des Beaux-Arts de Montpellier. Lorsque la grande exposition Rouan a eu lieu au musée Fabre, nous arrivions, avec Christian FINA, de la commémoration – c'était le 9 février l'an passé – de Stalingrad. Avec tous ces anciens peintres qui ont 70 ou 80 ans – certains sont au régime car ils ont des problèmes de diabète –, nous avons trinqué à la vodka et c'était un moment inoubliable.

Alors, nous avons quelques esprits chagrins dans cette Ville qui disent : « Cela serait une belle occasion pour arrêter les ZAT ». Alors moi, je vais être très clair. Si je suis candidat, et si je suis réélu, j'enclencherai les ZAT, je continuerai les ZAT, chaque année, parce que les arts de la rue sont

une discipline à part entière de la culture et je n'oublie pas que nous sommes candidats pour Montpellier, capitale européenne de la culture en 2028 et que les arts de la rue font partie de l'ensemble des propositions culturelles que doit faire une ville, et en particulier les ZAT qui se déploient sur tous les quartiers.

Cette année, nous avons choisi un quartier populaire et nous l'avons développé sur les deux sites, la Rauze et Saint-Martin, sur proposition de l'adjoint de quartier, Monsieur KRZYZANSKI, et ainsi nous aurons une prestation qui sera très novatrice. Et bien sûr vous êtes tous conviés. J'aimerais vous voir sur les ZAT. Qui demande la parole ? Madame MARSALA.

**Madame MARSALA :** Juste pour ajouter que, pour l'avenir de la ZAT, il me semble intéressant de faire progresser les projets. Ils s'ancrent dans le temps. Nous avons eu quartier libre, cela a été arrêté de façon un petit peu abrupte. Nous avons la ZAT, effectivement, qui, au bout de quelques années, demande sans arrêt une évolution et un changement, mais que l'on ne dise pas que nous avons fini d'amener l'art sur les quartiers, puisque ce qui nous intéresse aussi dans notre démarche est d'aller au-devant des habitants. Les faire venir dans les lieux culturels, c'est très bien, mais leur amener la culture à domicile pour ouvrir les esprits, c'est aussi une démarche qui est intéressante. Il faut la continuer.

**Monsieur le Maire :** Bien sûr, Madame MARSALA, et il faut les faire évoluer, je partage votre point de vue, parce que c'est normal. La culture, la vie, les rapports sociaux, tout cela évolue en permanence. Nous devons donc nous trouver tout le temps dans la sensibilité du monde pour comprendre cela. Sinon, nous fabriquons des musées à ciel ouvert. Je n'ai rien contre les musées, mais ce n'est pas cela, le but. Le but est que les citoyens s'emparent de tout cela et le partagent avec les artistes et autres. Monsieur DELAFOSSE.

**Monsieur DELAFOSSE :** C'est un bel hommage pour la ZAT et tant mieux d'ailleurs si cette aventure continue et, à juste titre, il faut qu'elle évolue parce que tout projet culturel doit être en mouvement et non figé, ajusté. Quand j'écoutais votre propos, j'étais assez emballé, mais j'ai peut-être un regret. Dans les choix de programmation culturelle, c'est sans doute la ZAT qui a subi, d'un point de vue financier, le choix le plus douloureux puisque d'une programmation artistique de deux dates dans l'année, nous sommes passés à une. Peut-être que, à l'occasion, nous y reviendrons, parce que cette forme d'expression artistique, de l'art dans l'espace public, est une forme qui est créative et d'ailleurs, en s'appuyant avec Pierre SAUVAGEOT et autrefois Pascal LE BRUN-CORDIER, nous voyons bien qu'il existe un secteur et que, à Montpellier, qui est une ville de l'espace public, elle a toute sa place et les quartiers à explorer, il en existe beaucoup. Impliquer les habitants de manière participative dans ce projet culturel est l'ambition initiale. Celle de printemps et celle d'automne ont vocation à perdurer mais, cela, nous en reparlerons à la veille des élections.

**Monsieur le Maire :** Oui, nous en reparlerons Monsieur. Nous en reparlerons. Nous en avons déjà parlé une fois, mais nous en reparlerons. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 52 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 9 voix (Rémi ASSIE, Gérard CASTRE avec la procuration de Bernard TRAVIER, Robert COTTE, Abdi EL KANDOUSSI avec la procuration de Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES de par la procuration donnée à Fabien ABERT, Philippe SAUREL).

## **52. ZAT 12 - Partenariat relatif à la participation de Radio Clapas à la manifestation**

Organisée par la Ville de Montpellier, la ZAT – Zone Artistique Temporaire – invite à découvrir la ville autrement à partir d’une exploration artistique des différents quartiers de la ville.

S’appuyant sur des propositions artistiques originales, inventives, de grande qualité poétique et esthétique, elle envisage l’espace public comme lieu d’expériences où résonnent projets artistiques et projets urbains. La ZAT reflète l’identité de Montpellier, ville méditerranéenne active et créative.

Poursuivant la volonté de faire découvrir la richesse des quartiers, la 12ème édition de la ZAT se déroulera dans le quartier Près d’Arènes à Montpellier, du samedi 14 avril au dimanche 15 avril 2018.

Pour la mise en œuvre de cette 12ème édition, la Ville de Montpellier associe Radio Clapas à la programmation de la manifestation.

Dans cette perspective, il est proposé de conclure avec Radio Clapas une convention de partenariat qui définit notamment les engagements de chacune des parties.

La Ville s’engage ainsi à mettre à disposition de Radio Clapas le matériel nécessaire à la tenue d’un plateau radio (tables, chaises, tente) ainsi que les alimentations électriques et connexions internet nécessaires ;

Radio Clapas s’engage de son côté à proposer des initiations à la pratique radiophonique, à proposer des émissions en direct et des interviews d’artistes.

Les conventions prendront effet à compter de la date de sa signature et jusqu’au 16 avril 2018.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :**

- approuver la conclusion de la convention de partenariat relative à la douzième édition de la ZAT avec Radio Clapas, jointe en annexe ;
- autoriser Monsieur le Maire de Montpellier ou Madame l’Adjointe déléguée à signer la convention de partenariat susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Madame Clare HART sort de séance.*

## **53. Convention de partenariat entre Radio Nova, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole proposent leur engagement au sein d’un partenariat tripartite avec RADIO NOVA pour l’année 2018, afin de couvrir quatre temps forts de la politique culturelle métropolitaine et municipale, dont deux manifestations, listées ci-dessous, concernent la Ville de Montpellier :

- La ZAT 2018, dans le quartier de la Rauze,
- La grande tournée d’été de Nova.

Ce partenariat permet à la Ville de Montpellier d'assurer à un coût avantageux la promotion des événements concernés.

La Ville de Montpellier s'engage notamment, lors de l'organisation de la ZAT 2018, à acheter trente spots publicitaires à Radio Nova pour un coût à la charge de la collectivité de 2 500€ HT, ainsi qu'à lui accorder l'exclusivité radio pour la communication nationale. Quant à Radio Nova, elle s'engage à promouvoir l'événement sur ses ondes, pour un montant valorisable à hauteur de 3 500 € HT.

Lors de la grande tournée d'été de Nova, la Ville de Montpellier s'engage à la prise en charge de l'hébergement de l'équipe de Radio Nova et de frais techniques, pour un coût à la charge de la collectivité de 1 000 HT, ainsi que d'autoriser l'occupation du domaine public. Radio Nova s'engage quant à elle à promouvoir l'événement, notamment sur site et par la diffusion de trente spots publicitaires, pour un montant valorisable à hauteur de 2 500 € HT.

L'ensemble des engagements réciproques des signataires est détaillé dans la convention annexée à la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le contrat de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Radio NOVA ;
- de dire que les crédits nécessaires à hauteur de 3 500€ HT sont inscrits au budget de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier à signer le contrat de partenariat susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur BOUMAAZ :** À titre d'information, tout le monde vote au sein de votre majorité ? Il n'y a pas des personnes qui ne votent pas ? Vous êtes sûr ? Vous faites comme vous voulez. Voilà, Monsieur le Maire, sur cette affaire, je voterai contre pour deux raisons. La première, c'est tout simplement que je relierai cette affaire à l'affaire 52, l'affaire précédente, où nous signons un partenariat avec Radio Clapas sur la ZAT 12, qui grâce à ce partenariat permettra de faire rayonner sept manifestations, et ce « à titre gratuit », ainsi que sept radios locales. Aujourd'hui, vous nous présentez pratiquement la même convention, sauf que celle-ci est payante, puisqu'il s'agit de Radio Nova et je pense qu'un membre de votre majorité est dans cette radio, qui fait partie de votre majorité. Enfin bref, la somme prévue dans cette manifestation, nous avons du mal à la déterminer.

Ensuite, sur la deuxième raison, c'est simplement que je vous invite à écouter la parodie de Thomas Barbazan qui se substitue à Jean-Marie Le Pen en chantant « Emmenez-moi » de Charles Aznavour dans l'émission « Les 30 glorieuses » sur cette même radio. Alors, entre l'humour et l'humour, nous avons un doute. Je vais vous faire quelques phrasés de cette parodie...

**Monsieur le Maire :** Arrêt technique au troisième round. Merci, Monsieur BOUMAAZ. Je mets aux voix l'affaire 53. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ).

*Madame Clare HART entre en séance.*

*Madame Sonia KERANGUEVEN sort de séance définitivement et donne procuration à Monsieur Rémi ASSIE.*

#### **54. Tarifs 2018 pour la Ville de Montpellier - Modifications relatives à la tarification des établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE), et précisions relatives à la tarification du stationnement et des redevances d'occupation du domaine public**

##### **I. LES ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT (EAJE)**

Près de 4 000 enfants sont accueillis quotidiennement en accueil régulier ou occasionnel dans les établissements montpelliérains municipaux, associatifs ou privés ainsi que chez les assistantes maternelles libérales installées à Montpellier.

La CAF, qui regroupe plus de 99% des enfants accueillis dans les établissements montpelliérains municipaux, participe au financement de cet accueil grâce au versement de la Prestation de Service Unique (PSU) qui vient compléter la participation des familles qui sont affiliées au régime général. Pour les familles qui ne sont pas affiliées au régime général, la Ville ne perçoit donc pas de prestation de service de la CAF et leur applique un tarif majoré de 50%.

La mise en place d'une convention de prestation de service avec la MSA permet aux familles relevant du régime de la Mutuelle Sociale Agricole (MSA) de se voir appliquer le même barème de participation que celui de la CNAF et, ainsi, de supprimer la majoration de tarif actuellement appliquée.

##### **▪ Modalités de détermination des tarifs :**

Les tarifs des crèches résultent de l'application d'un barème national fixé chaque année par la CNAF. Le tarif horaire est calculé selon un taux d'effort appliqué aux ressources mensuelles des familles dans la limite d'un plancher et d'un plafond également fixé par la CNAF en début d'année.

Le taux d'effort varie selon la composition de la famille.

|  |
|--|
| Tarif horaire = Taux d'effort x Revenu mensuel par foyer ( <i>encadré par un plancher et plafond</i> ) |
|--|

##### **▪ Taux applicables :**

Le barème national pour 2018 n'est pas encore publié. Il sera appliqué dès sa publication.

|                                 |            |
|---------------------------------|------------|
| <b>Ressources plancher 2017</b> | 674,32 €   |
| <b>Ressources plafond 2017</b>  | 4 864,89 € |

| A titre indicatif pour l'année 2017   | Taux d'effort       | Tarif plancher 2017 | Tarif plafond 2017 |
|---|---------------------|---------------------|--------------------|
| <b>ACCUEIL EN CRECHE COLLECTIVE (prix par enfant)</b>                       |                     |                     |                    |
| 1 enfant  | 0,06%               | 0,40 €              | 2,92 €             |
| 2 enfants   | 0,05%               | 0,34 €              | 2,43 €             |
| 3 enfants   | 0,04%               | 0,27 €              | 1,95 €             |
| 4 à 7 enfants   | 0,03%               | 0,20 €              | 1,46 €             |
| 8 enfants et au-delà  | 0,02%               | 0,13 €              | 0,97 €             |
| <b>ACCUEIL EN CRECHE FAMILIALE (prix par enfant)</b>                        |                     |                     |                    |
| 1 enfant  | 0,05%               | 0,34 €              | 2,43 €             |
| 2 enfants   | 0,04%               | 0,27 €              | 1,95 €             |
| 3 à 5 enfants   | 0,03%               | 0,20 €              | 1,46 €             |
| 6 enfants et au-delà  | 0,02%               | 0,13 €              | 0,97 €             |
| <b>TARIFICATION SPECIFIQUE</b>  |                     |                     |                    |
| Familles non affiliées au régime général ou au régime social agricole (MSA) | Tarif majoré de 50% |                     |                    |

*Exemple de calcul : Pour une famille montpelliéraine de 2 enfants ayant un revenu mensuel de 2 200 € (revenu du foyer), le tarif horaire en crèche collective est de 1.10 € ( $0.05\% \times 2\,200\text{€}$ ).*

#### ▪ **Tarifications spécifiques**

Par ailleurs, conformément à la circulaire CNAF relative à la prestation de service unique, la Ville applique les tarifications spécifiques suivantes :

##### Le tarif fixe moyen :

- Pour les familles non allocataires sans avis d'imposition, ni fiche de salaires ;
- En cas d'enfant placé en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance ;
- Pour l'accueil d'urgence, si les ressources des familles ne sont pas connues au moment de l'inscription.

Le tarif fixe moyen est défini par le montant total des participations familiales facturées de l'ensemble des établissements gérés par la Ville sur l'exercice précédent divisé par le nombre d'actes facturés au cours de l'année précédente.

A titre d'exemple, le tarif fixe moyen en 2017 = 1.29 € par heure.

##### Le tarif lié au handicap d'un enfant :

La présence dans la famille d'un enfant en situation de handicap, bénéficiaire de l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé, à charge de la famille (même si ce n'est pas ce dernier qui est accueilli au sein de l'établissement) permet d'appliquer le tarif correspondant au taux d'effort immédiatement inférieur.

##### Par dérogation :

La Ville de Montpellier applique des tarifs sociaux dans le cadre de la convention « action de

soutien à la parentalité » passée entre la Ville et le Conseil Départemental de l'Hérault. L'enfant accueilli peut bénéficier, autant que nécessaire, d'une tarification adaptée à la capacité contributive de la famille, voire d'une gratuité, à titre exceptionnel et pendant une durée limitée. Cette tarification spécifique est prévue par une délibération annuelle du Conseil municipal autorisant la convention précitée.

## **LE STATIONNEMENT**

**Précisions des cas d'application de la délibération n°2017-452 portant sur les tarifs 2018 de la ville de Montpellier.**

**Les tarifs applicables au 1/01/2018 restent inchangés.**

**Les tarifs suivants sont appliqués depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 :**

| <b>Stationnement payant zone Courte Durée "Jaune" limitée à 5 h</b>  | <b>Tarif 2018</b> |
|--|-------------------|
| Tarif normal 1h  | 2 €               |
| Tarif normal 2h  | 4 €               |
| Tarif normal 3h  | 10 €              |
| Tarif normal 4h  | 17 €              |
| Tarif normal 5h  | 33 €              |
| Montant du Forfait Post Stationnement                                | 33 €              |
| Montant du Forfait Post Stationnement minoré (paiement sous 4 jours) | 17 €              |

| <b>Stationnement payant zone moyenne durée "Orange" limitée à 7 h</b> | <b>Tarif 2018</b> |
|---|-------------------|
| Tarif normal 1h   | 1 €               |
| Tarif normal 2h   | 2 €               |
| Tarif normal 3h   | 3 €               |
| Tarif normal 4h   | 4 €               |
| Tarif normal 5h   | 10 €              |
| Tarif normal 6h   | 17 €              |
| Tarif normal 7h   | 33 €              |
| Montant du Forfait Post Stationnement                                 | 33 €              |
| Montant du Forfait Post Stationnement minoré (paiement sous 4 jours)  | 17 €              |

| <b>Stationnement payant zone longue durée "Verte" limitée à 9 h</b>  | <b>Tarif 2018</b> |
|--|-------------------|
| Tarif normal 1h  | 0,80 €            |
| Tarif normal 2h  | 1 €               |
| Tarif normal 3h  | 1,20 €            |
| Tarif normal 4h  | 1,40 €            |
| Tarif normal 5h  | 1,60 €            |
| Tarif normal 6h  | 1,80 €            |
| Tarif normal 7h  | 4 €               |
| Tarif normal 8h  | 10 €              |
| Tarif normal 9h  | 17 €              |
| Montant du Forfait Post Stationnement                                | 17,00 €           |
| Montant du Forfait Post Stationnement minoré (paiement sous 4 jours) | 10,00 €           |



Les usagers titulaires d'une carte de grand invalide civil (GIC), grand invalide de guerre (GIG) ou une carte mobilité inclusion (CMI) bénéficieront de la gratuité du stationnement sur l'ensemble des places payantes pour une durée de 12 heures consécutives (loi du 18-03-2015). Pour chaque carte, un seul véhicule bénéficiera de la gratuité simultanément.

La carte mobilité inclusion (ou la carte GIC-GIG) devra obligatoirement être apposée de façon visible à l'intérieur du véhicule. La carte mobilité inclusion (ou la carte GIC-GIG) en cours de validité devra être apposé à l'avant du véhicule du côté du trottoir et la totalité des indications réglementaires devra être lisible, complétée, non modifiée, non raturée. Les copies de justificatif réglementaire seront considérées comme non valable.

En cas de non-respect des conditions ci-dessus, un avis de paiement sera notifié à l'utilisateur pour non-paiement du stationnement.

| <b>Personne à Mobilité Réduite</b>   | <b>Tarif 2018</b> |
|--|-------------------|
| PMR (détenteur de la carte d'invalidité) sur toutes les places de stationnement ouvertes au public pour une durée de 12 heures maximum (loi du 18/03/2015) | 0,00 €            |

### **Paiement de la redevance**

Les tarifs horaires seront fractionnés en fonction des contraintes mécaniques et/ou informatiques.

- Sur les automates de paiement, les tarifs horaires seront fractionnés par unité monétaire de 0,10€ ;
- Pour les modes de paiement dématérialisés, les tarifs horaires seront fractionnés selon les fonctionnalités logicielles.

Un montant minimum de paiement sera appliqué, quel que soit le mode de paiement, à condition qu'il soit supérieur ou égal à :

- 15 minutes en zone de stationnement courte durée, soit 0,50 € ;
- 30 minutes en zone de stationnement moyenne durée, soit 0,50 € ;
- 60 minutes en zone de stationnement longue durée, soit 0,80 €.

**Précision** : en cas de paiement du Forfait Post Stationnement (FPS) au tarif minoré, aucun montant ne pourra être déduit du FPS si le paiement initial du stationnement n'était que partiel (Exemple : cas du FPS pour cause de temps dépassé).

### **La carte de stationnement multimodale**

| <b>30 minutes gratuites une fois par jour sur l'ensemble du stationnement payant (une carte par véhicule uniquement)</b> | <b>Tarif 2018</b> |
|--|-------------------|
| Gratuité accessible avec la carte de stationnement multimodale – 30 minutes  | 0,00 €            |

La carte de stationnement multimodale est délivrée à tout usager qui en fait la demande, résident, non-résident, personne morale, sur présentation des justificatifs suivants :

- Une pièce d'identité ;
- Certificat d'immatriculation du véhicule ;

- Justificatif de domicile ;
- 1 photo d'identité pour personnaliser la carte de stationnement multimodale.

La carte de stationnement multimodale constitue le support matériel des profils tout en permettant l'accès aux différents services de mobilité. Cette carte est personnelle et incessible, sa délivrance nécessite la justification de l'identité de l'utilisateur et la fourniture d'une photographie personnelle.

Cependant, à titre exceptionnel, une carte non personnalisée pourra être remise aux abonnés personnes morales (entreprise, association, etc.) qui demandent le rattachement à leur compte de plusieurs véhicules. Dans ce cas, la carte ne permettra pas de bénéficier de la totalité des services de mobilité.

L'utilisateur est responsable de l'exactitude et de la sincérité des données déclarées et/ou enregistrées dans le système de gestion des profils.

Il s'engage à actualiser la totalité des informations justifiant son profil via internet, courrier ou aux agences commerciales de l'exploitant et notamment en cas de :

- Changement d'adresse ;
- Changement de numéros d'immatriculation ;
- Changement de statuts professionnels ou personnels.

L'utilisateur est totalement responsable de l'utilisation des moyens de paiement, des justificatifs de paiement matérialisé et dématérialisé.

L'utilisateur utilisant frauduleusement ou ayant favorisé l'utilisation frauduleuse par un tiers des moyens de paiement, des justificatifs de paiement matérialisé et dématérialisé ainsi que du mode de justification des profils sera réputé ne pas avoir acquitté la redevance d'occupation du domaine public.

En cas de pratiques frauduleuses ou d'abus de droit :

- L'utilisateur devra acquitter la totalité du Forfait de Post Stationnement : aucun droit à remboursement des sommes déjà réglées ne sera ouvert du fait d'une utilisation erronée ou frauduleuse des droits réservés aux abonnés, ou en cas d'utilisation frauduleuse d'une carte mobilité inclusion ou GIC/GIG.
- L'exploitant sera autorisé à clôturer le profil en cours, à refuser le renouvellement et/ou la création d'un profil à l'utilisateur responsable ainsi qu'au tiers ayant bénéficié ou tenté de bénéficier d'avantages de façon frauduleuse.

Tout usager sollicitant la délivrance d'une carte de stationnement multimodale doit présenter un certificat d'immatriculation du véhicule portant les mentions actualisées concernant le propriétaire et la désignation de son adresse.

Dans l'attente de la régularisation du certificat d'immatriculation, un profil provisoire d'un mois sera accordé à l'utilisateur. A titre exceptionnel, dans le cas d'une immatriculation provisoire (WW), la durée d'un profil provisoire pourra être prolongée d'un mois supplémentaire.

**La carte multimodale permet d'accéder aux profils suivants :**

❖ **Le tarif résident :**

Le profil résident est accessible à toute personne physique pouvant justifier de sa résidence à l'adresse pour laquelle elle souhaite bénéficier de conditions particulières de stationnement.

L'abonnement résident n'est valable qu'à l'intérieur du secteur de rattachement et dans le périmètre de l'extension de secteur autorisée.

| <b>Abonnement résident valable dans le secteur de résidence + un secteur limitrophe (tarif par véhicule – 2 véhicules maximum par résident)</b> | <b>Tarifs 2018</b> |
|---|--------------------|
| Abonnement résident mensuel   | 15 €               |
| Abonnement résident mensuel avec abonnement aux transports collectifs   | 3 €                |
| Abonnement résident annuel (12 mois pour le prix de 10 mois)  | 150 €              |
| Abonnement résident annuel avec abonnement aux transports collectifs (12 mois pour le prix de 10 mois)  | 30 €               |

Précision : Le macaron délivré aux résidents de la zone verte avant le 1er janvier 2018 était un simple support d'identification destiné au contrôle du stationnement. Il n'est pas un moyen de paiement et n'accorde aucun droit à la gratuité du stationnement. L'ensemble des macarons délivrés aux résidents de la zone verte sont caducs depuis le 1er janvier 2018, date à partir de laquelle les usagers doivent effectuer les formalités nécessaires à la création du nouveau profil résident auprès du délégataire du stationnement payant sur voirie.

❖ **Le tarif résident – transports collectifs**

L'utilisateur doit être en mesure de justifier de sa condition d'utilisateur habituel du véhicule déclaré dans l'abonnement. C'est-à-dire qu'il doit y avoir unité d'identité entre le titulaire de l'abonnement aux transports collectifs, le titulaire du permis de conduire, du certificat d'immatriculation ou de l'assurance du véhicule.

| <b>Liste des produits TaM ouvrant droit au tarif stationnement + transports collectifs</b> |
|--|
| Contrat annuel mobilité jeune  |
| Contrat annuel mobilité pour tous  |
| Contrat annuel mobilité senior   |
| Contrat annuel mobilité PDE  |
| Contrat Kartatoo (TaM + TER)   |
| Contrat annuel carte d'or  |
| Contrat annuel mutilé de guerre  |
| Abonnement annuel personne handicapée  |
| Abonnement mensuel demandeur emploi  |
| Abonnement mensuel personne handicapée   |
| Abonnement mensuel Carte d'or  |
| Abonnement mensuel demandeur d'asile   |

**En pratique, l'utilisateur résident doit présenter 4 justificatifs :** (profil résident ou profil résident transports collectifs selon liste produits TaM ci-dessus):

- Une pièce d'identité,
- Deux justificatifs pour la résidence ;
- Un justificatif pour le véhicule ;
- 1 photo pour personnaliser la carte de stationnement multimodale.

| <b>Documents acceptés pour justifier l'adresse du domicile du résident</b>                           | <b>Ancienneté</b>    |
|--|----------------------|
| Certificat d'immatriculation du véhicule à enregistrer   | en cours de validité |
| Carte nationale d'identité / passeport / permis de conduire  | moins de 12 mois     |
| Document fiscal sur la taxe d'habitation (recto accepté)   | moins de 12 mois     |
| Contrat de bail en cours   | moins de 12 mois     |
| Titre de propriété   | moins de 12 mois     |
| Document relatif à l'assurance du véhicule à enregistrer (2ème nom ou conducteur secondaire couvert) | moins de 6 mois      |
| Document émanant d'un fournisseur d'énergie  | moins de 6 mois      |
| Document émanant d'un fournisseur de téléphonie fixe/mobile/internet                                 | moins de 6 mois      |
| Document émanant d'un établissement financier : RIB, relevé de compte                                | moins de 3 mois      |
| Document émanant d'un organisme public : sécurité sociale, pôle emploi, CAF, MSA, ...                | moins de 3 mois      |
| Document émanant d'une mutuelle de santé   | moins de 3 mois      |
| Attestation d'hébergement pour les étudiants (carte d'étudiant à présenter)                          | moins de 3 mois      |
| Attestation d'hébergement pour les personnes vivant en foyer d'hébergement                           | moins de 3 mois      |
| Attestation d'assurance habitation   | moins de 6 mois      |
| Quittance de loyer   | moins de 3 mois      |

| <b>Documents relatif au véhicule du résident</b>                           | <b>Ancienneté</b>    |
|--|----------------------|
| Certificat d'immatriculation du véhicule à enregistrer                     | en cours de validité |
| Attestation d'assurance du véhicule au nom du demandeur                    | en cours de validité |
| Certificat de cession accompagné de la certificat d'immatriculation barrée | moins de 1 mois      |
| Contrat de location du véhicule à enregistrer                              | moins de 3 mois      |
| Attestation de l'employeur pour les véhicules de fonction                  | moins de 3 mois      |

### **Les forfaits spécifiques :**

| <b>Forfaits Artisans / Aide à domicile / Santé (tarif par véhicule)</b>                         | <b>Tarifs 2018</b> |
|---|--------------------|
| Stationnement autorisé sur toutes les places ouvertes au public sur l'amplitude de 9h00 à 18h00 |                    |
| Forfait 1 jour  | 2 €                |
| Forfait mensuel   | 20 €               |
| Forfait annuel (12 mois pour le prix de 10 mois)  | 200 €              |

#### **❖ Le forfait « artisan »**

Les artisans pouvant bénéficier du forfait sont les professionnels qui effectuent des déplacements au domicile des résidents du périmètre du stationnement payant pour y effectuer des travaux d'entretien ou d'aménagement dans l'immeuble ou l'habitation nécessitant le transport de matériaux et d'outillages lourds ou encombrants.

Le nombre de véhicules par artisan est limité à 5 (activité en nom personnel ou en société).

En pratique, l'usager artisan doit présenter 3 justificatifs :

- Une pièce d'identité ;
- Un justificatif pour l'activité et l'adresse ;
- Un justificatif pour le véhicule ;
- 1 photo pour personnaliser la carte de stationnement multimodale.

| Documents acceptés pour justifier de l'activité d'artisan   | Ancienneté           |
|---|----------------------|
| Un extrait Kbis (RCS) ou D1 (répertoire des métiers) de moins de 3 mois précisant le code activité (APRM) et l'adresse où s'exerce l'activité | en cours de validité |

| Documents relatifs au véhicule  | Ancienneté           |
|---|----------------------|
| Certificat d'immatriculation du véhicule au nom de l'artisan ou de la société         | en cours de validité |
| Contrat de location du véhicule à enregistrer au nom de l'artisan ou de l'entreprise. | moins de 3 mois      |

Précisions :

**Activité Principale au Répertoire des Métiers (APRM) - LISTE DES CODES OUVRANT DROIT AU TARIF ARTISAN**

**43.2 TRAVAUX D'INSTALLATION ÉLECTRIQUE, PLOMBERIE ET AUTRES**

43.21A-A Installation d'antennes  
43.21A-B Installation électrique  
43.22A-Z Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux  
43.22B-A Installation et entretien de climatisation et chaufferie  
43.22B-B Installation de chauffage individuel  
43.22B-C Entretien de chaudières domestiques  
43.29A-Z Travaux d'isolation  
43.29B-A Installation d'ascenseurs  
43.29B-B Montage de clôtures et de grilles  
43.29B-C Installation de stores et bannes

**43.3 TRAVAUX DE FINITION**

43.31Z-A Travaux de plâtrerie d'extérieur  
43.31Z-B Travaux de plâtrerie d'intérieur  
43.32A-A Menuiserie bois  
43.32A-B Menuiserie PVC  
43.32B-A Installation de serres et de vérandas  
43.32B-B Métallerie, serrurerie  
43.33Z-Z Travaux de revêtement des sols et des murs  
43.34Z-A Travaux de miroiterie de bâtiment, vitrerie  
43.34Z-B Travaux de peinture extérieure  
43.34Z-C Travaux de peinture intérieure et peinture plâtrerie  
43.39Z-Z Autres travaux de finition

**43.9 AUTRES TRAVAUX DE CONSTRUCTION SPÉCIALISÉS**

43.91A-Z Travaux de charpente

43.91B-Z Travaux de couverture par éléments  
 43.99A-Z Travaux d'étanchéification  
 43.99B-Z Travaux de montage de structures métalliques  
 43.99C-Z Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment

## 81.2 ACTIVITÉS DE NETTOYAGE

81.21Z-Z Nettoyage courant des bâtiments  
 81.29A-Z Désinfection, désinsectisation, dératisation

### ❖ Le forfait « aide à domicile »

Les personnes pouvant bénéficier du forfait sont les professionnels titulaires de l'agrément préfectoral qui effectuent des visites à domicile et des services d'auxiliaires de vie rendus aux domiciles des personnes âgées et handicapées résidant du périmètre du stationnement payant (code APE 8810A).

Le nombre de véhicule par aide à domicile ou par salarié de l'entreprise ou de l'association est limité à 1.

En pratique, l'aide à domicile agréée doit présenter 3 justificatifs :

- Une pièce d'identité ;
- Un justificatif pour l'activité et l'adresse ;
- Un justificatif pour le véhicule ;
- 1 photo pour personnaliser la carte de stationnement multimodale.

| Documents acceptés pour justifier de l'activité à domicile avec agrément   | Ancienneté           |
|--|----------------------|
| L'agrément préfectoral de l'association ou de l'entreprise précisant le code activité (APE 8810A) et l'adresse de l'activité | en cours de validité |

| Documents relatifs au véhicule   | Ancienneté           |
|--|----------------------|
| Certificat d'immatriculation du véhicule au nom de l'aide à domicile, de l'entreprise ou de l'association. | en cours de validité |
| Contrat de location du véhicule à enregistrer au nom de l'aide à domicile ou de l'association.             | moins de 3 mois      |

### ❖ Le forfait « professionnels de santé »

Les professionnels de santé pouvant bénéficier du forfait exercent une activité, non salariée, nécessitant la pratique des soins aux domiciles des patients de façon régulière et dont l'activité principale ne s'exerce pas dans un local, une officine, un cabinet, un établissement, un laboratoire, etc... par conséquent, sont exclus les salariés des entreprises et des associations.

Les professionnels qui répondent à la définition sont principalement les suivants : les infirmiers et les sages-femmes, les kinésithérapeutes, les médecins généralistes, les psychomotriciens, les ergothérapeutes, les orthophonistes, les aides-soignants à domicile code (APE 8690), les ambulanciers, les auxiliaires de puériculture, les pédicures podologues, les médecins biologistes et les infirmières des laboratoires qui effectuent des prélèvements à domicile.

Le nombre de véhicule par professionnel de la santé est limité à 1.

En pratique, le professionnel de santé et d'action sociale doit présenter les justificatifs suivants :

- Une pièce d'identité ;
- Un justificatif d'appartenance professionnelle et de l'adresse de l'activité ;
- Un justificatif de l'activité à domicile pour les activités non mentionnées dans la liste ci-dessus ;
- Un justificatif pour le véhicule ;
- 1 photo pour personnaliser la carte de stationnement multimodale.

| <b>Documents acceptés pour justifier de l'activité de santé &amp; action sociale à domicile (professionnels inclus dans la liste)</b> | <b>Ancienneté</b>    |
|---|----------------------|
| Une carte professionnelle   | en cours de validité |
| Une feuille de soins mentionnant l'activité professionnelle et l'adresse du demandeur,  | en cours de validité |
| Une facture ou annexe de facture mentionnant l'activité professionnelle et l'adresse du demandeur,                                    | en cours de validité |

| <b>Document supplémentaire obligatoire pour justifier de l'activité de santé &amp; action sociale à domicile (professionnel non-inclus dans la liste)</b>                                     | <b>Ancienneté</b>            |
|---|------------------------------|
| La justification d'une activité à domicile significative, définie à 100 visites minimum par an appréciés au travers du nombre de visites du relevé SNIR le plus récent de l'année N-1 ou N-2. | Relevé de l'année N-1 ou N-2 |

| <b>1 justificatif obligatoire pour le véhicule</b>                                 | <b>Ancienneté</b>    |
|--|----------------------|
| Certificat d'immatriculation du véhicule au nom du professionnel de la santé.      | en cours de validité |
| Contrat de location du véhicule à enregistrer au nom du professionnel de la santé. | moins de 3 mois      |

## **II. TAXES ET REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

### **MODULAUTO – Service d'autopartage des véhicules**

|                              | <b>Tarif</b> |
|------------------------------|--------------|
| Emplacement de stationnement | 170 €/an     |

### **Les autres redevances**

|   | <b>Tarif</b> |
|---|--------------|
| Stand fleuriste/pépiniériste sur marché artisanal (superficie des stands limitée à 100m²) | 40 €/jour    |

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter la suppression de la majoration tarifaire pour les familles affiliées à la MSA ;
- D'approuver les précisions des cas d'application des tarifs stationnement adoptés au Conseil municipal du 21 décembre 2017 ;
- De préciser qu'ils seront applicables dès que la présente délibération sera exécutoire pour le stationnement, les redevances d'occupation du domaine public et les établissements d'accueil du jeune enfant ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Monsieur DELAFOSSE :** Nous allons effectivement voter, mais n'allons pas trop vite, car nous avons les tarifs du stationnement dans la délibération. Nous avons l'aspect des crèches et du stationnement. Nous n'allons pas refaire ici le débat qui existe et que nous avons eu, mais Monsieur le Maire, peut-être cela sera-t-il l'occasion de mettre un peu de souplesse au vu de la réalité vécue sur le terrain pour un certain nombre d'usagers, de Montpelliérains qui sont résidents. Vous avez d'ailleurs fait preuve d'une évolution, en tout cas vous avez tenu un propos sur la Cité Astruc, mais nous vous enjoignons d'essayer d'ouvrir une concertation pour faire en sorte que la réalité d'un certain nombre de Montpelliérains, qui sont locataires, plutôt modestes et qui n'ont pas de garage, ne soient pas forcément assujettis à ce tarif de 15 euros mensuels qui est une charge lourde pour eux. Et nous vous enjoignons vraiment à ouvrir la discussion, la concertation, pour que cette évolution tarifaire – nous ne sommes pas hostiles au principe d'étendre des zones de stationnement et de faire contribuer – puisse mieux prendre en compte la réalité vécue d'un certain nombre de Montpelliérains qui sont les plus fragiles. Voilà le message que nous souhaiterions faire passer.

Vous avez évoqué sur Astruc la rue des Sureaux. Il y a un certain nombre de résidents, un certain nombre d'activités, de centres commerciaux qui sont associatifs et qui nécessiteraient une attention de votre part, de la part de la majorité municipale. Nous espérons que vous ouvrirez le dialogue dans les meilleurs délais sur ce dossier.

**Monsieur le Maire :** Vous nous dites de faire des tarifs sociaux, c'est cela ? Alors, Madame BRISSAUD.

**Madame BRISSAUD :** Je resterai cohérente avec mes précédentes interventions sur le sujet du stationnement, mais en revanche, je ne partage absolument pas la position de Monsieur DELAFOSSE, qui consiste à faire des tarifs sociaux supplémentaires, mais en plus à étendre les zones. Vous trouvez qu'il n'y a pas assez d'espaces payants sur la Ville ? Vous avez dit que vous étiez d'accord pour étendre les zones payantes. Alors là, pour le coup, je répéterai ce que j'ai dit la dernière fois, je trouve que nous avons déjà trop d'espaces payants, nous n'avons pas assez d'espaces de liberté à Montpellier. Il faut redonner de la liberté, à défaut de restituer un peu d'argent des impôts locaux, il faut au moins redonner de la liberté aux Montpelliérains. S'il vous plaît, n'étendez surtout pas les zones payantes, voire limitez-les et réfléchissez à un autre système pour trouver de l'argent pour Monsieur LEVITA. Essayez de le satisfaire autrement, mais pas avec des parcmètres supplémentaires.

**Monsieur le Maire :** Monsieur BOUMAAZ, puis Madame ACQUIER, puis je vous dirai un mot.

**Monsieur BOUMAAZ :** Au moins, c'est clair, ce soir, nous savons qui veut l'extension des zones



payantes. Le stationnement a fait couler beaucoup d'encre, et il y a eu des positions assez contradictoires entre ce que l'on vote et ce que l'on dit publiquement mais, au moins, ce soir, c'est clair, et merci Anne BRISSAUD de le souligner.

Alors, encore une affaire qui en dit long sur le personnage que vous êtes, Monsieur le Maire. Vous me laissez terminer et vous parlerez.

**Monsieur le Maire** : Vous pensez à moi toute la journée et toute la nuit, non ?

**Monsieur BOUMAAZ** : « Je vous kiffe, c'est un truc de malade. »

**Monsieur le Maire** : Je savais qu'à la région certains pensaient à moi tout le temps, mais je ne savais pas qu'au Conseil municipal le même phénomène se produisait de façon récurrente.

**Monsieur BOUMAAZ** : Ce n'est pas cela, Monsieur le Maire, mais vous savez très bien que ce n'est pas votre famille politique qui vous donnera de la grandeur politique, mais bien votre opposition politique qui vous donnera de la grandeur politique, et vous le savez très bien.

**Monsieur le Maire** : Ma famille politique, c'est Montpellier.

**Monsieur BOUMAAZ** : Non, c'était le Parti socialiste. Vous avez vu les résultats en 2014.

**Monsieur le Maire** : Oui, je suis socialiste, mais ma famille, c'est Montpellier.

**Monsieur BOUMAAZ** : Mais, moi aussi, ma famille, c'est Montpellier. C'est notre famille, Monsieur le Maire. Alors, mettre la modification relative à la tarification des accueils du jeune enfant, l'Etablissement Accueil du Jeune Enfant, et mettre en même temps, dans cette même affaire – où vous précisez, où vous reprécisez – une rectification de la tarification du stationnement suite à la loi MAPTAM votée le 30 mars 2017, en y ajoutant une autre affaire, les modifications d'autres redevances d'occupation du domaine public, soit le 3 en 1, cela prouve la perversité et la limite de votre politique autrement, pour ne pas dire autre chose. Au final, quoi qu'il en soit, Monsieur le Maire, sur cette affaire, ce sera toujours une façon comme une autre de créer des impôts indirects, déguisés, comme je vous l'ai dit lors de la première affaire pour le 0 % d'augmentation d'impôts. Derrière ces cartes de stationnement multimodales se cache un racket organisé et nous pouvons le constater de par vos tableaux. Que nous soyons abonnés ou pas, au final, le racket sera dans les deux sens. Soit tu t'abonnes à TaM et tu paies 3 euros par mois de plus que l'abonnement, l'un des plus chers de France, soit tu ne t'abonnes pas à TaM et tu paies 15 euros par mois, dont deux mois offerts par l'édile de Montpellier. Ne parlons pas des démarches administratives où l'utilisateur doit justifier de conditions d'utilisation habituelle du véhicule déclaré dans l'abonnement. C'est-à-dire qu'il doit y avoir unité entre le titulaire de l'abonnement aux transports collectifs, le titulaire du permis de conduire, le certificat d'immatriculation et l'attestation d'assurance. Cela veut dire que si, dans un foyer, Madame prend les transports en commun et que Monsieur utilise le véhicule ou à l'inverse, automatiquement, un abonnement sera créé en plus. Ils n'auront pas d'autre choix que de prendre un abonnement en plus. Au final, Monsieur le Maire, on paie, que ce soit avec ou sans abonnement. C'est donc bien un impôt supplémentaire pour les Montpelliérains.

Sur cette affaire, je me suis abstenu, le 30 mars, parce que je ne peux pas être contre l'idée même des horodateurs, ce n'est pas possible. Mais à un moment donné, ce que je vous demande, Monsieur le Maire, ce n'est pas de l'égalité – comme nous avons pu le voir pour certains sur Twitter, l'égalité pour tous aux Montpelliérains, et on se demande si certains qui font de la politique ne devraient pas

rester à leur place –, ce que je demande, c'est de l'équité auprès des Montpelliérains, voilà. Parce que, quand un foyer paie 15 euros par mois, et que ce foyer est au chômage, ce n'est pas la même chose qu'un foyer où les deux travaillent et qu'ils paient 15 euros par mois. Le pouvoir d'achat n'est donc pas exactement le même. Je demande simplement de l'équité.

**Monsieur le Maire** : Donc vous êtes pour les tarifs sociaux aussi ?

**Monsieur BOUMAAZ** : Je suis pour l'équité, Monsieur le Maire. Je vais plus loin, Monsieur le Maire.

**Monsieur le Maire** : Vous me dites que nous avons ceux qui sont au chômage et ceux qui travaillent. Donc vous êtes pour les tarifs sociaux.

**Monsieur BOUMAAZ** : Oui, pourquoi pas, si vous voulez les appeler comme cela. Mais ce que je veux, c'est de l'équité. Si nous allons plus loin dans la logique, je demande la gratuité du stationnement pour ceux qui ont l'abonnement.

**Monsieur le Maire** : Vous avez demandé des tarifs sociaux, je n'ai pas rêvé.

**Monsieur BOUMAAZ** : J'ai demandé l'équité, Monsieur le Maire. Ceux qui paient les impôts à Montpellier, ceux qui décident de participer ou de prendre les transports en commun paient l'abonnement plein pot.

**Monsieur le Maire** : Vous dites des choses et vous dites ensuite que vous ne les avez pas dites. Je vous ai demandé, à Monsieur DELAFOSSE et à vous, si vous étiez pour les tarifs sociaux, vous m'aviez dit oui. Vous êtes pour les tarifs sociaux. Madame ACQUIER.

**Madame ACQUIER** : Je vous laisserai répondre sur la question des tarifs sociaux.

**Monsieur le Maire** : Attendez, nous avons une prise de parole, parce que Madame CANAUD s'est ajoutée. Vous ferez la synthèse, Madame ACQUIER.

**Madame CANAUD** : Juste une interrogation sur la société privée. Est-ce qu'elle a un intéressement à la productivité ?

**Monsieur le Maire** : Madame ACQUIER, répondez, allez-y.

**Madame ACQUIER** : Apparemment, tout le monde demande la tarification sociale sans connaître. Monsieur DELAFOSSE, quand on aspire à présider aux destinées des Montpelliérains, boire des coups au salon de l'agriculture ou crier avec les loups en racontant des contre-vérités, c'est un peu léger. Il va falloir travailler pour savoir de quoi nous parlons. La réforme du stationnement, ce ne sont pas juste des choix politiques pour faire payer plus ou pour embêter les Montpelliérains. La réforme du stationnement, c'est d'abord une ambition, celle de faire changer les comportements pour permettre à nos petits-enfants de vivre dans un monde qui marche mieux, dans un monde où on peut respirer mieux.

**Monsieur le Maire** : C'est aussi l'application de la loi.

**Madame ACQUIER** : Monsieur DOMERGUE, 20 % des personnes qui circulent en ville, ce sont des personnes qui cherchent à se garer. L'objectif de la loi est de permettre aux gens de se garer plus

facilement, les résidents en bas de chez eux, et les personnes qui veulent aller faire des courses dans les commerces de proximité. Ce sont les deux axes que nous avons choisis et qui ont dicté notre conduite, à Marie-Hélène SANTARELLI d'abord, à Mylène CHARDES et à moi ensuite. Ce sont vraiment les deux choses.

La plus-value, je peux vous le dire, nous commençons à la voir car, contrairement à Paris ou d'autres villes qui ont mis en œuvre la réforme dès les premiers jours de janvier, nous avons fait le choix de la mettre en œuvre de manière plus progressive, en commençant par de l'information à nos concitoyens. Ensuite, nous avons mis en place des PV pédagogiques, des flyers pédagogiques qui informaient qu'en temps normal, ils auraient dû être verbalisés, ce qui fait que nous avons mis à peu près trois mois pour commencer à verbaliser. Mais dans les communes qui ont commencé au 2 janvier à verbaliser, ils ont vu, les premiers mois, des changements en termes de facilités pour se garer en tant que résidents, et des changements pour les niveaux de rotations qui ont considérablement augmenté. Quand on circule aujourd'hui en ville, on note – et certains parmi vous nous ont fait la remarque, beaucoup de commerçants nous l'ont dit – que l'on peut se garer maintenant dans les quartiers où le contrôle a commencé le plus tôt, c'est-à-dire les zones qui étaient déjà réglementées avant le 1<sup>er</sup> janvier. Nous pouvons nous garer à Boutonnet, aux Grisettes, aux Beaux-Arts, à Malbosc, à Figuerolles. On peut aller faire son commerce. La seule chose est que, comme à Montpellier, nous l'avons fait plus progressivement, les premiers retours sont un peu plus lents. Mais aujourd'hui, si je n'ai quelques chiffres à vous donner, je peux vous dire que la réforme se passe bien.

Il existe effectivement des points de crispation comme à la Cité Astruc, que vous avez très largement alimentés, notamment avec un certain nombre de mensonges. Cela, ce n'est pas normal. La Cité Astruc n'est pas réglementée, la Cité Astruc est du domaine d'ACM. Nous avons réglementé les rues qui devraient être du domaine public, simplement pour pouvoir réglementer les usagers de la clinique Beau Soleil, de la clinique Clémentville, qui venaient se garer là et qui empêchaient les résidents de se garer. Tout ce qui relève d'ACM relève d'ACM. ACM est de son côté en train de travailler sur un projet pour permettre à ces résidents de se garer mieux en parallèle de ce que nous faisons.

Sur Celleneuve, vous et vos amis, vous nous avez accusés de vouloir tuer les petits commerçants. Depuis que vous êtes élu, tout de même, vous devez connaître la carte oxygène : 30 minutes gratuites chaque jour pour tout le monde, sans condition de ressources, sans condition d'habitation à Montpellier. 30 minutes gratuites pour acheter son pain, sa viande et ses légumes, cela suffit. En revanche, pour aller au cinéma, cela ne suffit pas, mais cela ne s'appelle pas un commerce de proximité. Le tapis de course n'est pas non plus un commerce de proximité.

**Monsieur le Maire** : Bon, écoutez-moi.

**Madame ACQUIER** : Il faut arrêter de mentir, Monsieur DELAFOSSE.

**Monsieur le Maire** : Franchement, vous êtes top. Je voudrais répondre. Je voudrais simplement dire à ceux qui militent avec sincérité, avec passion, pour les tarifs sociaux, qu'ils sont dans le droit fil du maire de Grenoble, Éric PIOLLE, qui a mis en place des tarifs sociaux et qui vient de se voir casser par le tribunal administratif de Grenoble, car cela est contraire à la loi. Avant de dire quoi que ce soit, il faut regarder un peu. Cela ne dépend pas du périmètre, vous lirez l'article et vous verrez que les tarifs sociaux, ce n'est pas possible, car les termes de la loi dont vous parlez, l'équité, justement, le tribunal administratif en parle aussi d'équité et il a cassé l'avis du maire de Grenoble. Je le tiens à disposition des journalistes, s'ils le souhaitent. Voilà, je crois que nous avons tout dit.

Nous en sommes à quelle affaire là, parce qu'ils me font perdre le fil ? Je vais faire voter, voilà. Qui est contre ? Un contre. Qui s'abstient ? Onze abstentions. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 49 voix

Contre : 1 voix (Anne BRISSAUD).

Abstentions : 11 voix (Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Michaël DELAFOSSE avec la procuration de Julie FRECHE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE).

## 55. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

### - Cohésion Sociale :

| Code         | Structure  | Type           | Titre du projet | Montant         |
|--------------|--|----------------|-----------------|-----------------|
| 55           | UNION FEMININE CIVIQUE ET SOCIALE                          | Fonctionnement |                 | 1400 €          |
| 1463         | PEDAGOGIE ET PRISON  | Projet         | JOURNAL HECTOR  | 500 €           |
| 1755         | CENTRE ACCOMPAGNEMENT DE PARCOURS ADULTES ET JEUNES (APAJ) | Fonctionnement |                 | 3500 €          |
| 2190         | COLLECTIF YVES DU MANOIR CYDM                              | Fonctionnement |                 | 1000 €          |
| 2971         | ASSOCIATION DE MEDIATION PENALE MONTPELLIERAINE            | Fonctionnement |                 | 4000 €          |
| 4163         | VIA VOLTAIRE   | Fonctionnement |                 | 10000 €         |
| 4773         | DEFI - DEVELOPPEMENT, FORMATION, INSERTION                 | Fonctionnement |                 | 5000 €          |
| 5895         | ACCORDERIE EDE MONTPELLIER                                 | Fonctionnement |                 | 1900 €          |
| <b>TOTAL</b> |  |                |                 | <b>27 300 €</b> |

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

### - Exclusion:

| Code | Structure | Type | Montant |
|------|-----------|------|---------|
|------|-----------|------|---------|

|      |   |                |                 |
|------|---|----------------|-----------------|
| 1945 | PHARMACIE HUMANITAIRE<br>INTERNATIONALE HERAULT | Fonctionnement | 3000 €          |
| 2835 | SOLIDARITE DOM TOM HERAULT                      | Fonctionnement | 15000 €         |
| 3254 | SANTE ET SOLIDARITE                             | Fonctionnement | 1000 €          |
| 4326 | SOCIETE DE SAINT VINCENT DE PAUL<br>SSVP        | Fonctionnement | 7000 €          |
|      |   |                | <b>26 000 €</b> |

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- Solidarité :

| Code         | Structure                                   | Type           | Titre du projet  | Montant         |
|--------------|---|----------------|--|-----------------|
| 1742         | ASTREE                                      | Fonctionnement |  | 1400 €          |
| 3873         | SERVICE DES<br>TRADUCTEURS<br>D'URGENCE STU | Fonctionnement |  | 2000 €          |
| 4279         | J'OSE LIRE ET CLAIR DE<br>PLUME             | Projet         | AU FIL DES<br>CONTES                                     | 500 €           |
| 4279         | J'OSE LIRE ET CLAIR DE<br>PLUME             | Projet         | JOURNEE<br>FESTIVAL DE<br>CONTES INTER-<br>GENERATIONNEL | 500 €           |
| 5960         | MUSIQUE ET HANDICAPS<br>MEDITERRANEE        | Projet         | ATELIERS INTER-<br>GENERATIONNELS                        | 7000 €          |
| <b>TOTAL</b> |   |                |  | <b>11 400 €</b> |

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 64 700 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Monsieur Djamel BOUMAAZ sort de séance.*

#### **56. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SANTE - Exercice 2018**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à

l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

| Code         | Structure  | Type           | Titre du projet  | Montant        |
|--------------|--|----------------|--|----------------|
| 6305         | DIABETE RECHERCHE<br>EDUCATION<br>ALIMENTATION ET<br>METABOLISME (DREAM) | Fonctionnement |  | 500 €          |
| 6305         | DIABETE RECHERCHE<br>EDUCATION<br>ALIMENTATION ET<br>METABOLISME (DREAM) | Projet         | SAAM –<br>SOLIDARITE<br>ALIMENTATION<br>ACTIVITE<br>PHYSIQUE<br>MOSSON | 3 500 €        |
| <b>TOTAL</b> |  |                |  | <b>4 000 €</b> |

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 4 000 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et la convention types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

## **57. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique VIE ASSOCIATIVE - Exercice 2018**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

| Code | Structure                               | Type           | Titre du projet | Montant |
|------|---|----------------|-----------------|---------|
| 13   | FRANCE BENEVOLAT<br>MONTPELLIER HERAULT | Fonctionnement |                 | 1500 €  |

|     |   |                |   |         |
|-----|---|----------------|---|---------|
| 76  | COMITE DE QUARTIER<br>SAINT ROCH ET ECUSSON                           | Fonctionnement |   | 500 €   |
| 92  | AMICALE DES RETRAITES<br>LOU CLAPAS                                   | Fonctionnement |   | 500 €   |
| 122 | MAJORETTES DE<br>MONTPELLIER DITES<br>MAJOR'S GIRLS                   | Fonctionnement |   | 2850 €  |
| 122 | MAJORETTES DE<br>MONTPELLIER DITES<br>MAJOR'S GIRLS                   | Projet         | CARNAVAL DE<br>TOARMINA                               | 3 000 € |
| 182 | LA GARRIGA<br>LENGADOCIANA  | Fonctionnement |   | 2500 €  |
| 182 | LA GARRIGA<br>LENGADOCIANA  | Projet         | 22èmes<br>RENCONTRES<br>FOLKLORIQUES                  | 5000 €  |
| 219 | COMITE DE QUARTIER<br>DES HAUTS DE MASSANE                            | Fonctionnement |   | 500 €   |
| 296 | JASMIN D'ORIENT   | Fonctionnement |   | 800 €   |
| 296 | JASMIN D'ORIENT   | Projet         | JOURNEE<br>INTERNATIONAL<br>DES DROITS DE LA<br>FEMME | 350 €   |
| 317 | COMITE DE QUARTIER<br>TASTAVIN-LEMASSON-<br>MAS DREVON-<br>MARQUEROSE | Fonctionnement |   | 500 €   |
| 317 | COMITE DE QUARTIER<br>TASTAVIN-LEMASSON-<br>MAS DREVON-<br>MARQUEROSE | Projet         | LES BODEGAS DE<br>TASTAVIN                            | 700 €   |
| 322 | COMITE DE QUARTIER DE<br>CELLENEUVE                                   | Fonctionnement |   | 500 €   |
| 322 | COMITE DE QUARTIER DE<br>CELLENEUVE                                   | Projet         | ANIMATIONS  | 700 €   |
| 325 | COMITE DE QUARTIER DE<br>LA CHAMBERTE                                 | Fonctionnement |   | 500 €   |
| 325 | COMITE DE QUARTIER DE<br>LA CHAMBERTE                                 | Projet         | FETE DU<br>QUARTIER                                   | 700 €   |
| 361 | AMICALE DES LOZERIENS<br>DE MONTPELLIER                               | Fonctionnement |   | 500 €   |
| 368 | AMICALE DES CORSES DE<br>MONTPELLIER                                  | Fonctionnement |   | 500 €   |
| 388 | ASSOCIATION SPORTIVE<br>ET CULTURELLE CROIX<br>D'ARGENT MONTPELLIER   | Fonctionnement |   | 500 €   |
| 396 | COMITE DE QUARTIER<br>LEZ - POMPIGNANE DE                             | Fonctionnement |   | 500 €   |

|      |  |                |                                    |         |
|------|--|----------------|------------------------------------|---------|
|      | MONTPELLIER  |                |                                    |         |
| 424  | MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE NON-VIOLENTE  | Fonctionnement |                                    | 500 €   |
| 474  | ASSOCIATION LA GERBE   | Fonctionnement |                                    | 11000 € |
| 948  | COMITE DE QUARTIER ROCAMBALE OUEST   | Fonctionnement |                                    | 500 €   |
| 1029 | CENTRE 665   | Fonctionnement |                                    | 10000 € |
| 1233 | MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER   | Fonctionnement |                                    | 500 €   |
| 1233 | MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER   | Projet         | VERS UN QUARTIER PROPRE            | 250 €   |
| 1233 | MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER   | Projet         | CHASSE AUX OEUFES                  | 200 €   |
| 1233 | MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER   | Projet         | ECRIRE ET ACCUEILLIR LES ECRIVAINS | 200 €   |
| 1248 | ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE - ADRA  | Fonctionnement |                                    | 1000 €  |
| 1248 | ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE - ADRA  | Projet         | ANTIGONE PATRIMOINE ADRA EN TRANSE | 600 €   |
| 1340 | COMITE DE QUARTIER DES CEVENNES ET ENVIRONS  | Fonctionnement |                                    | 500 €   |
| 1340 | COMITE DE QUARTIER DES CEVENNES ET ENVIRONS CA1340!                                | Projet         | FETES                              | 700 €   |
| 1430 | CENTRE D'ANIMATION CULTURELLE DU QUARTIER SAINT FRANCOIS                           | Fonctionnement |                                    | 500 €   |
| 1453 | AMICALE HERAULTAISE DES ENFANTS DES DEPARTEMENTS DE BONE CONSTANTINE ET LEURS AMIS | Fonctionnement |                                    | 1000 €  |
| 1530 | CLUB DE LA PRESSE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON                                 | Fonctionnement |                                    | 18000 € |
| 1554 | COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHÆUR AJC                             | Fonctionnement |                                    | 500 €   |
| 1554 | COMITE DE QUARTIER   | Projet         | AIGUELONGUE SE                     | 250 €   |



|      |  |                |                                      |        |
|------|--|----------------|--------------------------------------|--------|
|      | AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHÆUR AJC  |                | LA JOUE                              |        |
| 1554 | COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHÆUR AJC   | Projet         | AIGUELONGUE LA TETE DANS LES ETOILES | 200 €  |
| 1554 | COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHÆUR AJC   | Projet         | CARNAVAL D'AIGUELONGUE               | 250 €  |
| 1671 | COMITE DES FETES DE LA VILLE DE MONTPELLIER  | Fonctionnement |                                      | 1500 € |
| 1671 | COMITE DES FETES DE LA VILLE DE MONTPELLIER  | Projet         | FETE DES SENIORS                     | 4800 € |
| 1687 | CROIX D'ARGENT PLUS  | Fonctionnement |                                      | 500 €  |
| 1772 | ALGER CLUB LES ENFANTS LES AMIS  | Fonctionnement |                                      | 1200 € |
| 1780 | COMITE DE QUARTIER LES AIGUERELLES LA RAUZE  | Fonctionnement |                                      | 500 €  |
| 1780 | COMITE DE QUARTIER LES AIGUERELLES LA RAUZE  | Projet         | GALETTE DU NOUVEL AN                 | 200 €  |
| 1907 | ASSOCIATION CULTURELLE JUDEO MUSULMANE DU LANGUEDOC ROUSSILLON   | Fonctionnement |                                      | 500 €  |
| 1970 | ASSOCIATION NATIONALE DES PUPILLES DE LA NATION DES ORPHELINS DE GUERRE OU DU DEVOIR - DELEGATION DE L'HERAULT | Fonctionnement |                                      | 500 €  |
| 2011 | COMITE DE QUARTIER CROIX D'ARGENT-SABINES  | Fonctionnement |                                      | 500 €  |
| 2012 | ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE  | Fonctionnement |                                      | 500 €  |
| 2012 | ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE  | Projet         | REPAS DE QUARTIER                    | 350 €  |
| 2012 | ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE  | Projet         | LE CARNAVAL                          | 350 €  |
| 2013 | LA PENA DEI CLAPAS   | Fonctionnement |                                      | 2500 € |
| 2305 | MOZAIK OUTRE MER   | Fonctionnement |                                      | 500 €  |
| 2698 | AMICALE FRANCAIS   | Fonctionnement |                                      | 1200 € |

|      |   |                |   |        |
|------|---|----------------|---|--------|
|      | D'OUTRE-MER ET LEURS AMIS                                     |                |   |        |
| 2706 | AMICALE DES LOCATAIRES DU PAS-DU-LOUP CA2706!                 | Fonctionnement |   | 400 €  |
| 2796 | COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO PDB                   | Fonctionnement |   | 500 €  |
| 2796 | COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO PDB                   | Projet         | CONCERT DU NOUVEL AN                                  | 350 €  |
| 2796 | COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO PDB                   | Projet         | FETE DE LA ST JEAN                                    | 350 €  |
| 2957 | LA BARONNIE DE CARAVETES ET LES AMIS DE LA BARONNIE           | Fonctionnement |   | 2000 € |
| 3160 | ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA, AIGUELONGUE | Fonctionnement |   | 500 €  |
| 3174 | PROJET AVENIR HARKIS FRANCAIS MUSULMANS                       | Fonctionnement |   | 1000 € |
| 3324 | CERCLE DES ANCIENS DE L'ETOILE BLEUE DE MONTPELLIER           | Fonctionnement |   | 400 €  |
| 3440 | COMITE DE QUARTIER DE TOURNEZY                                | Fonctionnement |   | 500 €  |
| 3679 | BOUT'ENTRAIN  | Fonctionnement |   | 500 €  |
| 3680 | COMITE DE QUARTIER MION ASSOCIATION                           | Fonctionnement |   | 500 €  |
| 3940 | MARE NOSTRUM  | Fonctionnement |   | 500 €  |
| 4038 | CLUB PYRAMIDE PHILAE 34                                       | Fonctionnement |   | 300 €  |
| 4203 | OPIFAC  | Fonctionnement |   | 500 €  |
| 4250 | COMITE DE QUARTIER SAINT CLEMENT                              | Fonctionnement |   | 500 €  |
| 4339 | ASSOCIATION DE QUARTIER PUECH VILLA LES BASTIDES              | Fonctionnement |   | 500 €  |
| 4594 | COMITE DE QUARTIER LES AMOUREUX DE CANDOLLE                   | Fonctionnement |   | 500 €  |
| 4594 | COMITE DE QUARTIER LES AMOUREUX DE CANDOLLE                   | Projet         | CANDOLLE EN FLEURES / FÊTE DE PRINTEMPS: ZIC ET PUCES | 700 €  |

|              |   |                |   |                  |
|--------------|---|----------------|---|------------------|
| 4737         | CLUB QUESTION POUR UN CHAMPION MONTPELLIER                          | Projet         | TOURNOI ANNUEL QUESTION POUR UN CHAMPION DE MONTPELLIER       | 500 €            |
| 4747         | ANIMATION ET VIE DES AUBES AVA                                      | Fonctionnement |   | 500 €            |
| 4747         | ANIMATION ET VIE DES AUBES AVA                                      | Projet         | AUBESESSION D'ARTISTES  | 700 €            |
| 4840         | ADEQV QUARTIERS PETIT BARD PERGOLA ADEQV                            | Fonctionnement |   | 500 €            |
| 5140         | ASSOCIATION POUR LE RASSEMBLEMENT DES CITOYENS ET COMMERÇANTS ARCEC | Fonctionnement |   | 700 €            |
| 5164         | COLLECTIF DE COORDINATION DES COMITES DE QUARTIER DE MPL CCCQ       | Fonctionnement |   | 500 €            |
| 5182         | ASSO DES RIVERAINS DE LA RUE DE FONTCOUVERTE ET RUES ADJACENTES     | Fonctionnement |   | 500 €            |
| 5372         | COMITE DE QUARTIER PORT MARIANNE SUD CQPMS                          | Fonctionnement |   | 500 €            |
| 5578         | COMITE ASSOCIATIF DE LA RAUZE SAYSET                                | Fonctionnement |   | 500 €            |
| 5703         | PLAYM'HERAULT   | Projet         | 6EME EXPOSITION INTERNATIONALE DE COLLECTIONNEUR DE PLAYMOBIL | 500 €            |
| 5826         | COMITE DE QUARTIER LES AUBES  | Fonctionnement |   | 500 €            |
| 5844         | LES DES-CALES : CLUB ASSOCIATIF LUDO-ENVIRONNEMENTAL                | Fonctionnement |   | 300 €            |
| 6204         | LES 4 CHEMINS   | Fonctionnement |   | 500 €            |
| 6299         | PATCH A TOUT CŒUR   | Fonctionnement |   | 400 €            |
| 6370         | BIEN VIVRE A AIGUELONGUE  | Fonctionnement |   | 500 €            |
| 6726         | VIVRE PARC MARIANNE   | Fonctionnement |   | 500 €            |
| 6730         | COMITE DE QUARTIER PIERRES VIVES                                    | Fonctionnement |   | 500 €            |
| 6960         | CLUB DE LOISIRS DES RAPATRIES                                       | Fonctionnement |   | 1 200 €          |
| <b>TOTAL</b> |   |                |   | <b>105 650 €</b> |

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 930

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 105 650 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions type annexées à la présente délibération;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 52 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 8 voix (Gérard CASTRE avec la procuration de Bernard TRAVIER, Stéphanie JANNIN avec la procuration d'Henri de VERBIZIER, Patricia MIRALLES de par la procuration donnée à Fabien ABERT, Patrick RIVAS avec la procuration de Vincent HALUSKA, Philippe SAUREL).

**58. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique INTERNATIONAL - Exercice 2018**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

| Code         | Structure   | Type           | Titre du projet   | Montant          |
|--------------|---|----------------|---|------------------|
| 1477         | ASSOCIATION GENERALE DES INTERVENANTS RETRAITES POUR DES ACTIONS BENEVOLES DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT – AGIR ABCD | Projet         | TREMPIN VERS L'EMPLOI DE 15 JEUNES PAR UN CHANTIER SOLIDAIRE A YAOUNDE (CAMEROUN) | 4 850 €          |
| 3976         | MAISON DE MONTPELLIER A CHENGDU   | Fonctionnement |   | 50 000 €         |
| 5072         | ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG   | Fonctionnement |   | 55 236 €         |
| <b>TOTAL</b> |   |                |   | <b>110 086 €</b> |

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 936

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 110 086 €;
- D'approuver les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 50 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 10 voix (Valérie BARTHAS-ORSAL, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER de par la procuration donnée à Stéphanie JANNIN, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pascal KRZYZANSKI, Chantal MARION, Annie YAGUE).

**59. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2018**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

| Code         | Structure  | Type           | Titre du projet                            | Montant         |
|--------------|--|----------------|--|-----------------|
| 1487         | CERCLE DU COMMERCE<br>ET BRIDGE CLUB<br>MONTPELLIERAIN | Fonctionnement |  | 1500 €          |
| 5223         | MONTPELLIER ATHLETIC<br>MEDITERRANEE<br>METROPOLE MA2M | Projet         | MARATHON                                   | 9000 €          |
| 6542         | TIGRE  | Projet         | FIT DAYS MGEN<br>ENFANTS DE<br>MONTPELLIER | 4000 €          |
| <b>TOTAL</b> |  |                |  | <b>14 500 €</b> |

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 933

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;

- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 14 500 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et la convention types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Brigitte ROUSSEL-GALIANA de par la procuration donnée à Abdi EL KANDOUSSI).

*Madame Nicole LIZA sort de séance.*

## **60. Attributions et modifications d'attributions de subventions - REUSSITE EDUCATIVE - Exercice 2018**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

### 1) Attribution de subvention

#### - REUSSITE EDUCATIVE

| Code | Structure   | Type   | Titre du projet                       | Montant |
|------|-------------|--------|---------------------------------------|---------|
| 3901 | HALTE POUCE | Projet | ACCOMPAGNEMENT<br>ENFANCE<br>HANDICAP | 3 000 € |

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 932

### 2) Modification d'attribution

Par délibération 2016/157 du 28 avril 2016, la Ville de Montpellier a accordé une subvention de 8 800 € à l'association SONIKETE FLAMENCO pour la réalisation du projet « Flamenco, danse et musique » sur les temps d'activités périscolaires. L'association n'ayant pu mener à terme son projet, il y a lieu de modifier l'attribution de la subvention comme suit :

| Code | Structure         | Type   | Titre du projet               | Montant |
|------|-------------------|--------|-------------------------------|---------|
| 6322 | SONIKETE FLAMENCO | Projet | Flamenco, danse et<br>musique | 8 400 € |

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature de la lettre d'engagement;
- D'approuver la modification d'attribution de subvention comme indiquée ci-dessus et l'avenant type annexé à la présente délibération ;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 3 000 €;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**61. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SERM - Opération d'aménagement Jacques Cœur - 2 000 000 € La Banque Postale - Exercice 2018**

Dans le cadre de l'opération d'aménagement JACQUES CŒUR confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine, la SERM souhaite réaliser un emprunt de 2 000 000 € pour financer le portage financier de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi la SERM a obtenu auprès de la Banque postale, l'emprunt suivant :

- **Capital emprunté : 2 000 000 €**
- *Durée : 4 ans*
- *Différé d'amortissement : 1 an*
- **Taux fixe : 0.42 % l'an**
- *Base de calcul : 30/360*
- *Périodicité trimestrielle*
- *Amortissement personnalisé*
- *Remboursement anticipé : possible à chaque date d'échéance pour tout ou partie du montant du capital restant dû moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle (Préavis : 50 jours calendaires)*
- *Commission d'engagement : 0.1% soit 2 000 €*
- *Garantie de la Ville de Montpellier : 80%*
- *Objet prêt : Opération d'aménagement Jacques Cœur*

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés. Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt à hauteur de 1 600 000 €. La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Banque Postale, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'accorder le cautionnement solidaire de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt que la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de la Banque postale à hauteur de 1 600 000 € de garantie, aux conditions précisées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**62. Réitération d'une garantie d'emprunt pour le réaménagement de prêts contractés par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine - Opération d'aménagement PETIT BARD - Caisse des dépôts et Consignations - Exercice 2018**

La Ville de Montpellier a accordé à la SERM une garantie d'emprunt à hauteur de 100% pour 2 prêts réalisés dans le cadre de l'opération d'aménagement PETIT BARD.

Le réaménagement concerne l'allongement de la durée résiduelle de 2,5 ans avec passage en semestrialité. Les caractéristiques de ces réaménagements sont les suivantes :

➤ **Prêt n°1276783**

*Capital Restant dû : 2 522 913.05 €*

*Périodicité semestrielle*

*Durée d'allongement : 5 semestres*

*Taux : livret A + 60 pts de base (valeur de l'index en vigueur à la date du réaménagement)*

*Date de la prochaine échéance : 01/04/2018*

*Conditions de remboursement anticipé : indemnités actuarielles*

➤ **Prêt n°1276825**

*Capital Restant dû : 1 031 802.73 €*

*Transformation du paiement in fine en prêt amortissable*

*Périodicité : semestrielle*

*Durée d'allongement : 5 semestres*

*Taux : livret A + 60 pts de base (valeur de l'index en vigueur à la date du réaménagement)*

*Date de la prochaine échéance : 01/06/2018*

*Conditions de remboursement anticipé : indemnités actuarielles*

L'offre de réaménagement fait l'objet :

- d'une commission de 1 066,41 €
- du paiement des intérêts courus non échus d'un montant de 33 762,79 € à verser au moment de la mise en place du réaménagement



- de la réitération de la garantie de la Ville de Montpellier de 100%

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De réitérer le cautionnement solidaire de la Ville à hauteur de 100% des emprunts faisant l'objet d'un réaménagement par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations aux conditions précisées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN avec la procuration d'Henri de VERBIZIER).

**63. Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances - Désignations**

Suite aux modifications des délégations des élus municipaux, il est proposé d'actualiser la liste des représentations dans une série d'organismes internes ou externes.

Il s'agit de :

- La Caisse des écoles ;
- L'association Festival Radio France ;
- L'association Opéra Orchestre Montpellier Occitanie.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De procéder à ces désignations.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ont été élues :

**Caisse des écoles**

Sonia KERANGUEVEN en remplacement d'Isabelle MARSALA

**Association Festival Radio France**

Isabelle MARSALA en remplacement de Sonia KERANGUEVEN

**Association Opéra Orchestre Montpellier Occitanie**

Isabelle MARSALA en remplacement de Sonia KERANGUEVEN

**64. Achats de mobiliers de bureau et de collectivité**

**- Appel d'offres -**

**Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.**

Afin de répondre à ses besoins en matière de mobiliers de bureau et de collectivité, la Ville de Montpellier doit lancer une consultation d'entreprises afin de conclure un accord cadre à bons de commande.

Dans ce cadre et dans un souci d'économie, et en vertu de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de ces mobiliers, conformément à la convention annexée à la présente délibération.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché en ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, conformément aux articles 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (appel d'offres ouvert). Cette consultation porte sur les achats de mobiliers de bureau et de collectivité.

Pour des raisons de définition et de pertinence des besoins, il a été utile d'allotir l'accord-cadre en différents lots.

Cet accord-cadre est décomposé en 3 lots (*avec des montants estimatifs annuels exprimés en € H.T.*) :

**Lot n°1 Achats de sièges :**

Ville de Montpellier **70 000 €**

Montpellier Méditerranée Métropole **60 000 €**

**Lot n°2 Achats de mobiliers de bureau :**

Ville de Montpellier **100 000 €**

Montpellier Méditerranée Métropole **80 000 €**

**Lot n°3 Achats de mobiliers de collectivité :**

Ville de Montpellier **50 000 €**

Montpellier Méditerranée Métropole **40 000 €**

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**65. Mise à disposition de locaux associatifs**

**Autorisation de signer les conventions d'occupation - Approbation des loyers minorés  
Renouvellement de convention**

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action auprès des acteurs associatifs de la Ville en signant deux nouvelles conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville à compter du 1<sup>er</sup> avril 2018 jusqu'au 31 décembre 2018 avec le Comité Départemental de la Jeunesse au Plein air de l'Hérault et l'association « Jeune Chambre Economique ».

Au vu de l'intérêt communal attaché à ces structures, un loyer ou une redevance minorés leur sera proposé. Ces loyers ou redevances minorés constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes des associations concernées.

| Nom de l'association  | Adresse               | Valeur locative annuelle | Montant du loyer ou redevance minoré | Montant subvention |
|---|-----------------------|--------------------------|--------------------------------------|--------------------|
| Comité Départemental de la Jeunesse au Plein Air de l'Hérault | 414 rue Louise Michel | 7 810 €                  | 35 €                                 | 7 775 €            |
| Jeune Chambre Economique                                      | 2 place Pétrarque     | 6 110 €                  | 35 €                                 | 6 075 €            |

Par ailleurs, il convient de renouveler la convention avec l'association « Le Club de la Presse », occupante les locaux situés place du Nombre d'Or depuis le 1<sup>er</sup> juin 1996, dont le montant du loyer annuel de 16 157 € équivaut à la valeur locative du bien. L'association ne bénéficie donc pas de subvention en nature.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les conventions de location et d'occupation des locaux, propriétés de la Ville, jointes en annexe avec le Comité Départemental de la Jeunesse au Plein Air de l'Hérault et la Jeune Chambre Economique;
- D'approuver le loyer et la redevance minorés aux associations citées ci-dessus et de porter au compte administratif de la Ville et des associations le montant des aides en nature ;
- D'autoriser le renouvellement de la convention avec l'association « Le Club de la Presse »,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**66. Conventions de mise à disposition de services ascendante et descendante entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole concernant les systèmes d'information**

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier sont engagés depuis 2016 dans un processus de convergence qui se traduit entre autres par la mise en place de services communs et des procédures de groupements de commandes. Par ailleurs, suite aux transferts de compétences de plein droit issus de la création de la Métropole, certains services concernés dans leur intégralité ont été transférés à la Métropole. D'autres, impactés partiellement dans leurs missions et leurs effectifs sont restés municipaux, tout en étant concernés par une mise à disposition de service ascendante en application des dispositions de l'article L5211-4-1- II du Code Général des Collectivités Territoriales. Concernant les systèmes d'information, le processus de mutualisation ne pourra être finalisé qu'après la procédure de définition d'un schéma directeur informatique de la Ville et la Métropole.

Pour autant, les transferts de compétences intervenus tout comme le contexte de mutualisation de nos administrations ont eu comme conséquence une imbrication de plus en plus forte des outils informatiques de gestion utilisés par les services. Les systèmes d'information de la Ville de Montpellier et de la Métropole partagent un certain nombre d'éléments communs (infrastructure réseau, baies de stockages, applications transversales,...). Ainsi, des agents de la direction des systèmes d'information de la Ville de Montpellier sont amenés à utiliser, de manière transparente pour eux, des éléments gérés par la direction des ressources informatiques de Montpellier Méditerranée Métropole. Il en est de même dans l'autre sens.

Pour tenir compte de ces impacts et afin de garantir la continuité du service et la bonne organisation des services, il est proposé conformément aux dispositions de l'article L 5211-4-1-III du CGCT de mettre en œuvre une convention de mise à disposition descendante de service de Montpellier Méditerranée Métropole vers la Ville de Montpellier en matière de systèmes d'information.

De la même manière, afin de disposer d'une bonne organisation des services, il est proposé de mettre en œuvre une convention de mise à disposition ascendante de service de la Ville de Montpellier vers Montpellier Méditerranée Métropole en matière de systèmes d'information. Ces

conventions auront un caractère temporaire d'un an, dans l'attente de la mise en place d'un service commun des systèmes d'information. En annexes des conventions sont définies les thématiques qui font l'objet de ces mises à disposition de services.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver le principe des mises à disposition de service ascendantes et descendantes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour les systèmes d'information ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer les conventions et tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**67. Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Création d'un service commun de Direction Énergie et Moyens Généraux - Convention- Autorisation de signature**

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

La Métropole et la Ville se sont engagées dans une démarche de convergence de leurs administrations, notamment marquée par la mutualisation de l'ensemble de leur ligne de direction générale des services.

Au sein du département mutualisé Administration Générale et Finances, il est proposé la création d'une direction rassemblée et une fusion de services métropolitains réunissant les fonctions de la Direction Energie et Moyens Techniques et celles restant de la Direction Moyens Généraux Bâtiments : la Direction Energie et Moyens Généraux.

La Direction Energie et Moyens Généraux sera constituée :

- Du service Parc Auto Ville inchangé
- Du service Energie Ville inchangé
- Du service Energie de la Métropole inchangé
- Du service Achats et Productions Graphiques Ville
- Du service administratif, financier et d'action coopérative, service métropolitain issu de la fusion des SAF et SMGP

A terme, cette structure sera complétée d'un service en charge des moyens généraux par transfert du service ville des moyens généraux au sein du département DREPI.

La création de ce service commun s'accompagne de la mutualisation de l'actuel poste de Directeur de la DEMA qui deviendra Directeur de l'Energie et Moyens Généraux.

Le service commun sera géré par la Métropole et en fonction de la mission réalisée, sera placée sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de convention de création de service commun, il est convenu que les dépenses mutualisées qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront pris en charge par la Métropole.

En contrepartie de cette mutualisation, la Ville rembourse à la Métropole ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre entités à hauteur de 50% pour la Ville, 50% pour la Métropole.

Les Comités techniques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :**

- approuver la création du service commun de Direction Energie et Moyens Généraux, avec la mise en commun du poste de Directeur Energie et Moyens Généraux ;
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**68. Instauration du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel - Refonte du Régime Indemnitaire des catégories A, B et C - Approbation**

Le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 crée un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, RIFSEEP, dont la circulaire du 5 décembre 2014 précise la mise en œuvre.

Ce dispositif est le nouvel outil indemnitaire de référence qui vise à remplacer progressivement la plupart des primes et indemnités existantes, par adhésions successives des différents corps et emplois depuis 2014.

Par ailleurs, la Ville de Montpellier s'est engagée dans une démarche de modernisation de l'administration de ses ressources humaines pour répondre aux nouveaux enjeux auxquels est confrontée la collectivité et notamment :

- le rapprochement des administrations de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, par leur coopération accrue et la mutualisation de certains de leurs services ;
- le souci de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes au travers de sa politique salariale.

Dans ce contexte, il est proposé de poser les principes d'une architecture indemnitaire rénovée et fondée sur:

- l'harmonisation des échelles de reconnaissance des fonctions d'encadrement entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, favorisant ainsi la cohérence de leurs organisations, les passerelles entre les deux collectivités et la mobilité de leurs agents ;
- la meilleure reconnaissance des responsabilités et fonctions d'encadrement ;
- une plus grande égalité, notamment entre les femmes et les hommes, en réduisant significativement les écarts indemnitaires entre les filières ;
- l'unification des régimes indemnitaires au sein d'un même grade à même fonction, en effaçant les distinctions autour de l'échelon.

Pour la mise en œuvre de cette nouvelle architecture indemnitaire, il convient de distinguer trois situations (annexe 1).

Pour l'ensemble de ces situations, bénéficient du régime indemnitaire de la Ville de Montpellier, l'ensemble des fonctionnaires, titulaires et stagiaires, et des agents contractuels mensualisés de droit public. En sont notamment exclus les agents de droit privé, les agents vacataires, les assistantes familiales et maternelles ainsi que les agents saisonniers, à l'exception des emplois nécessitant une qualification particulière.

Les agents contractuels mensualisés de droit public, à l'exception des agents recrutés en application de l'article 3-3 de la loi 84-53 qui bénéficient des modalités applicables aux titulaires, bénéficient d'un régime indemnitaire spécifique sur fonction de grade durant leurs 4 premières années d'exercice au sein de la collectivité. S'ils exercent des fonctions d'encadrement ou des fonctions avec sujétions particulières, s'y ajoutent les montants applicables à celles-ci. Ils bénéficient dès lors qu'ils ont atteint cette durée de service de 4 ans du même régime indemnitaire que les agents titulaires.

En application des articles 60 et 105 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, le régime indemnitaire est proratisé pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel ou à temps non complet.

**1. La situation des filières non concernées par le RIFSEEP, dont les primes et indemnités actuellement applicables ne permettent pas d'intégrer la nouvelle architecture indemnitaire.**

Pour ces cadres d'emplois, les délibérations actuellement en vigueur sont maintenues ; les modalités et niveaux d'attributions actuels sont inchangés.

Nonobstant les dispositions relatives à l'application d'un délai de carence et conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010, le bénéfice du régime indemnitaire est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement en cas de congés annuels, pour maternité ou adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant, ainsi que de maladie ordinaire. Il est intégralement maintenu en cas d'accident de travail, de maladie professionnelle, de congés longue maladie, de longue durée ou de grave maladie.

**2. La situation des cadres d'emplois pour lesquels le RIFSEEP n'est pas encore applicable, en l'absence des arrêtés de référence, mais ayant vocation à intégrer la nouvelle architecture indemnitaire.**

Les primes et indemnités qui leur sont applicables sont maintenues (annexe 3). Leur individualisation est conforme à la nouvelle architecture indemnitaire (annexe 4), dans la limite des plafonds propres à chaque grade. Les plafonds s'entendent toutes primes et indemnités cumulées.

Nonobstant les dispositions relatives à l'application d'un délai de carence et conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010, le bénéfice du régime indemnitaire est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement en cas de congés annuels, pour maternité ou adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant, ainsi que de maladie ordinaire. Il est intégralement maintenu en cas d'accident de travail, de maladie professionnelle, de congés longue maladie, de longue durée ou de grave maladie.

### **3. La situation des cadres d'emplois bénéficiant du RIFSEEP.**

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise, IFSE, est instaurée selon les montants minimaux par grade et les montants maximaux afférents à chaque groupe de fonctions établis en annexe 2.

En application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 précité, l'IFSE est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception de celles énumérées par l'arrêté du 27 août 2015 pris pour application de cet article du décret. Elle est cumulable avec les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, permanences...).

Pour l'application de l'IFSE, des montants maximaux d'attribution sont déterminés selon le groupe de fonctions, conformément aux dispositions de la présente délibération (annexe 2), et ne peuvent dépasser le plafond global des primes octroyées aux agents de l'Etat.

En outre, l'annexe 2 définit également un montant mensuel minimum d'IFSE par grade. Ce montant est fixé pour un temps complet sur la totalité d'un mois. Il est le cas échéant proratisé en fonction du temps de travail et réduit en fonction de la période effectivement travaillée.

Les groupes de fonction réunissent par catégorie hiérarchique, les postes pour lesquels le niveau combiné de fonction, de sujétion et d'expertise est reconnu de manière globalisée, quel que soit le cadre d'emploi.

Les fonctions d'un cadre emplois sont réparties au sein de ces différents groupes au regard des critères professionnels suivants :

- 1° Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- 2° Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- 3° Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Ainsi, l'IFSE, tient notamment compte du niveau d'encadrement et de responsabilité des fonctions exercées mais également des qualifications et technicité inhérentes à chaque cadre d'emploi ainsi que de l'expertise particulière et des sujétions propres aux missions exercées.

Le montant individuel mensuel attribué à chaque agent est ainsi déterminé :

- selon la grille établie en annexe 4 de la présente ;
- cette première attribution est complétée le cas échéant pour tenir compte de fonctions, sujétions ou expertise particulières, dans le cadre des reconnaissances particulières listées en annexe 5 de la présente.

Nonobstant les dispositions relatives à l'application d'un délai de carence et conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010, le bénéfice de l'IFSE est maintenu dans les mêmes proportions



que le traitement en cas de congés annuels, pour maternité ou adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant, ainsi que de maladie ordinaire. Il est intégralement maintenu en cas d'accident de travail, de maladie professionnelle, de congés longue maladie, de longue durée ou de grave maladie.

L'attribution de l'IFSE fait l'objet d'un réexamen à chaque changement de fonction ou de grade. En l'absence de changement, le réexamen intervient au moins tous les quatre ans. Si des gains indemnitaires sont possibles, le principe du réexamen du montant de l'IFSE n'implique pas une revalorisation automatique.

Pour l'ensemble de ces situations, le montant mensuel fixe dont bénéficiait l'agent en application des dispositions réglementaires antérieures est maintenu, le cas échéant et à titre individuel, à fonction équivalente ou supérieure, lorsque ce montant se trouve diminué suite à la mise en place de la nouvelle architecture indemnitaire.

Pour chaque agent, l'autorité territoriale pourra tenir compte de contraintes afférentes à l'emploi occupé par l'agent ou du contexte de l'emploi pour moduler cette attribution.

Les attributions individuelles du régime indemnitaire feront l'objet d'un arrêté.

Ces évolutions sont indépendantes de la prime semestrielle versée aux agents de la Ville de Montpellier au titre des avantages collectivement acquis du 3ème alinéa de l'article 111 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

L'ensemble de ces évolutions du régime indemnitaire attribué par la Ville de Montpellier a été soumis au Comité technique du 26 mars 2018.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le régime indemnitaire applicable aux agents de la Ville de Montpellier selon les modalités ci-dessus définies et les annexes jointes à la présente délibération ;
- de préciser que ce régime indemnitaire sera applicable dès que la présente délibération aura acquis son caractère exécutoire ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget ;
- autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire** : Engagement tenu avec le personnel municipal. Eh oui ! Et validé en Comité technique. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

## **69. Mise à disposition d'un agent de catégorie A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier.**

Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition de la Ville de Montpellier un agent de catégorie A, relevant du cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux.

Rattaché au centre d'art et de culture contemporaine la Panacée, l'agent exercera les fonctions de Responsable administratif et financier. Il aura en charge le pilotage, le fonctionnement et la coordination des moyens humains budgétaires et matériels afin de garantir la mise en œuvre du projet culturel et artistique du centre d'art dans le respect des orientations culturelles et politiques de la Ville.

La mise à disposition s'effectuera à 70 % d'un temps complet pour une durée de neuf mois.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole la rémunération de l'agent mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes sur le chapitre budgétaire 933.

### **Il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la mise à disposition de cet agent de catégorie A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville, chapitre budgétaire 933.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

## **70. Mise à disposition de deux agents de catégorie B auprès du Relais la Maison des Enfants dans la Ville**

Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville, est une association régie par la Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et le décret du 16 août 1901. Elle a pour but d'offrir un lieu de rencontre et d'échange pour les enfants et les adultes concernés par les questions de l'enfance.

Son action est orientée autour de trois objectifs principaux :

- L'accueil et l'animation des enfants et des jeunes, l'organisation d'activités sportives, sociales et culturelles,
- La recherche théorique et pratique d'une pédagogie et des équipements adaptés aux conditions actuelles de la vie des enfants,
- La formation, l'étude et le conseil.

Il est proposé de mettre à disposition, pour une période d'un an renouvelable après délibération du Conseil municipal, deux agents titulaires à temps complet de catégorie B relevant du cadre d'emplois des animateurs territoriaux

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la Loi 84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition donne lieu au remboursement des rémunérations des deux agents par l'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville, à la Ville de Montpellier.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la mise à disposition auprès du Relais, Maison des Enfants dans la Ville, de deux agents de catégorie B à temps plein ;
- D'appliquer le principe de remboursement à la Ville des salaires versés aux agents mis à disposition ;
- D'autoriser Monsieur Le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer la convention de mise à disposition ou tout autre document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**71. Mise en place d'un Plan De Mobilité (PDM) harmonisé de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole**

L'article 51 de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte dispose que, dans le périmètre d'un plan de déplacements urbains, toutes les entreprises regroupant plus de 100 salariés sur un même site doivent élaborer un PDM. Le plan de mobilité prévu au 9° de l'article L. 1214-2 vise à optimiser et à augmenter l'efficacité des déplacements liés à l'activité de l'entreprise, en particulier ceux de son personnel, dans une perspective de diminution des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques et de réduction de la congestion des infrastructures et des moyens de transport.

Montpellier Méditerranée Métropole, en tant qu'autorité organisatrice des transports, maintenant autorité organisatrice des mobilités, est impliquée depuis de nombreuses années dans le développement d'une politique harmonieuse des déplacements sur son territoire. Elle donne notamment la priorité aux mobilités les moins polluantes, aux usagers les plus fragiles, à l'intermodalité afin de limiter la dépendance à l'automobile dans une logique de développement durable et soutenable, de préservation de la qualité de l'air et de lutte contre le bruit.

À ce titre elle agit à la fois en amont au niveau des documents stratégiques comme le Plan de Déplacement Urbain (PDU) ou le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) mais aussi de manière très concrète en construisant et exploitant le réseau de transport en commun, en réalisant des aménagements favorisant les mobilités actives et en assurant des actions de promotion et d'incitation en faveur de ces modes de déplacements pour l'ensemble des usagers, entreprises et structures du territoire.

Le PDM est ainsi un des leviers d'action de mise en œuvre de cette politique.

La démarche de convergence entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole est l'occasion, dans un souci d'exemplarité des deux entités, de mettre en place un PDM harmonisé dont les objectifs sont de proposer à chaque agent des solutions de déplacement en les incitant à penser différemment, d'assurer une équité sociale, de promouvoir les déplacements doux et de faciliter le processus de mutualisation.

Le dispositif PDM harmonisé offre plusieurs solutions de déplacement aux agents.

Les modalités pratiques et tarifaires suivantes seront applicables au 1 juin 2018.

### **1. Le déplacement en transports en commun**

Ce dispositif est accessible aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non-titulaires mensualisés qui ne disposent pas d'un accès parking, d'un vélo à assistance électrique ou de l'indemnité kilométrique vélo.

Les agents ayant opté pour ce mode de transport pourront bénéficier de l'ensemble des lignes TaM ainsi que des parkings Tram, de la mise à disposition gratuite d'un vélo VELOMAG complété de ses éléments de sécurité et d'un jour de stationnement gratuit par semaine (cumulable sur un trimestre) dans le parking en ouvrage proche de son lieu de travail.

La collectivité prend à sa charge 50% du montant de l'abonnement annuel TaM (*40% pour la ville de Montpellier + 10% pris en charge par la Métropole*).

Pour l'année 2018, la participation financière demandée à l'agent sera de 18.06€ par mois.

Pour tous autres abonnements (*Tatoo, Via pro, Hérault Transport ...*), la collectivité prend à sa charge 50% du montant annuel de l'abonnement (la prise en charge est plafonnée à 86.17€/mois en 2018).

### **2. Le déplacement en vélo classique**

Ce dispositif est accessible aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non-titulaires mensualisés qui ne disposent pas d'un accès parking, d'un vélo à assistance électrique ou de l'indemnité kilométrique vélo.

Les agents ayant opté pour ce mode de transport pourront bénéficier de la mise à disposition gratuite d'un vélo avec prise en charge et réparation des éléments de sécurité au cours d'une révision annuelle organisée par la collectivité ainsi que d'un jour de stationnement gratuit par semaine (cumulable sur un trimestre) dans le parking en ouvrage proche de son lieu de travail.

Ce dispositif est cumulable avec le dispositif PDM transport en commun.

La perte, le vol ou une dégradation importante du vélo nécessitant son remplacement incombe à l'agent. Il sera demandé à l'agent de s'acquitter de la somme suivante (le tarif appliqué est dégressif en fonction de l'âge du vélo) :

|                | Année 1 | Année 2 | Année 3 | Année 4 | Année 5 | Année 6 | Années suivantes |
|----------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|------------------|
| Vélo classique | 100 €   | 100 €   | 100 €   | 100 €   | 50 €    | 50 €    | 50 €             |

### 3. Le déplacement en vélo pliable pour développer l'intermodalité

Cette nouvelle offre doit pouvoir aider certains agents à faciliter leurs déplacements multimodaux comme le train + vélo ou le tramway + vélo et ainsi développer de nouveaux usages des modes doux.

Ce dispositif est accessible aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non-titulaires mensualisés qui ne disposent pas d'un accès parking, d'un vélo à assistance électrique ou de l'indemnité kilométrique vélo.

Les agents ayant opté pour ce mode de transport pourront bénéficier de la mise à disposition gratuite d'un vélo pliable avec prise en charge et réparation des éléments de sécurité au cours d'une révision annuelle organisée par la collectivité ainsi que d'un jour de stationnement gratuit par semaine (cumulable sur un trimestre) dans le parking en ouvrage proche de son lieu de travail.

Ce dispositif est cumulable avec le dispositif PDM transport en commun.

La perte, le vol ou une dégradation importante du vélo nécessitant son remplacement incombe à l'agent. Il sera demandé à l'agent de s'acquitter de la somme suivante (le tarif appliqué est dégressif en fonction de l'âge du vélo) :

|              | Année 1 | Année 2 | Année 3 | Année 4 | Année 5 | Année 6 | Années suivantes |
|--------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|------------------|
| Vélo pliable | 200 €   | 200 €   | 200 €   | 200 €   | 200 €   | 100 €   | 100 €            |

### 4. Le déplacement en vélo à assistance électrique (VAE)

Ce dispositif est accessible aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non-titulaires mensualisés qui ne disposent pas d'un accès parking, d'un vélo classique ou pliable, d'un abonnement transport en commun ou de l'indemnité kilométrique vélo.

Les agents ayant opté pour ce mode de transport pourront bénéficier de la mise à disposition d'un VAE avec prise en charge et réparation des éléments de sécurité au cours d'une révision annuelle organisée par la collectivité ainsi que d'un jour de stationnement gratuit par semaine (cumulable sur un trimestre) dans le parking en ouvrage proche de son lieu de travail.

Pour l'année 2018, la participation financière demandée à l'agent sera de 18.06€ par mois. Cette participation est indexée sur le montant de l'abonnement annuel TaM.

La perte, le vol ou une dégradation importante du VAE nécessitant son remplacement incombe à l'agent. Il sera demandé à l'agent de s'acquitter de la somme suivante (le tarif appliqué est dégressif en fonction de l'âge du vélo) :

|     | Année 1 | Année 2 | Année 3 | Année 4 | Année 5 | Année 6 | Années suivantes |
|-----|---------|---------|---------|---------|---------|---------|------------------|
| VAE | 300 €   | 300 €   | 300 €   | 300 €   | 200 €   | 100 €   | 100 €            |

#### 5. L'expérimentation de l'indemnité kilométrique vélo (IKV)

Afin d'inciter les agents à changer de comportement et favoriser l'usage du vélo pour les déplacements domicile/travail, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole proposent la mise en place d'une expérimentation de l'indemnité kilométrique vélo pour 20 agents de la Ville de Montpellier et 10 agents de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les conditions d'accès sont les suivantes : l'agent doit être titulaire, stagiaire ou non titulaire mensualisé et ne doit disposer ni d'un accès parking, d'un abonnement transport en commun ou d'un vélo/VAE appartenant à la collectivité.

L'indemnité est fixée à 25 centimes d'euros par kilomètre parcouru entre le lieu de résidence et le lieu de travail.

L'indemnité kilométrique est plafonnée à 216.72€/an en 2018 (montant de la participation annuelle TaM ). Elle sera versée mensuellement sur la paie de l'agent.

Ce dispositif est cumulable avec un jour de stationnement gratuit par semaine (cumulable sur un trimestre) dans le parking en ouvrage proche de son lieu de travail (déduit forfaitairement de l'IKV)

#### 6. Le déplacement en voiture : stationnement parking

Les conditions d'accès sont les suivantes : l'agent doit être titulaire, stagiaire ou non titulaire mensualisé et ne doit disposer ni d'un abonnement transport en commun ou d'un vélo/VAE appartenant à la collectivité ou de l'IKV. De plus, ce dispositif n'est accessible qu'aux agents habitant à plus de 500 mètres d'une station de Tramway et à plus de 2 kilomètres de leur lieu de travail.

Une période transitoire avec maintien des droits d'accès actuels des agents s'ouvrira à compter du 1<sup>er</sup> juin 2018 pour une durée de 6 mois (jusqu'au 30 novembre 2018). Ce délai permettra aux agents de revoir leur organisation personnelle en termes de déplacements.

La Direction Qualité de Vie au Travail, du Dialogue Social et de l'Accompagnement Managérial appréciera les demandes de dérogations à ces règles pour raisons médico-sociales. Par ailleurs, il sera du ressort de chaque direction de justifier des demandes de dérogations liées à des contraintes de service ou à des cycles de travail spécifiques. Ces demandes seront alors soumises à la Direction Générale des Services.

Pour plus d'équité, le montant de la participation financière demandé à l'agent est calculé en fonction de son revenu net fiscal.

Cette participation est indexée sur le montant de l'abonnement annuel TaM

| Participation mensuelle   | Voitures | Deux-roues |
|---------------------------|----------|------------|
| A < 25 000 € nets annuels | 20 €     | 10 €       |
| 25 000 € < A ≤ 28 000 €   | 25 €     | 13 €       |
| 28 000 € < A ≤ 32 000 €   | 30 €     | 15 €       |
| A > 32 000 € nets annuels | 35 €     | 18 €       |

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De dire que les dispositions de la présente délibération abrogent toutes dispositions contradictoires prises par des actes antérieurs ;
- D'approuver les modalités pratiques et tarifaires proposées ;
- De préciser qu'elles seront applicables au 1er juin 2018 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 8 voix (Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOSSI avec la procuration de Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Pascal KRZYZANSKI, Patricia MIRALLES de par la procuration donnée à Fabien ABERT, Véronique PEREZ avec la procuration de Véronique DEMON).

## **72. Modification du tableau des effectifs**

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

### **Créations de postes :**

#### **Filière administrative :**

Rédacteur : création de trois postes

#### **Filière technique :**

Agent de Maîtrise : création d'un poste

Ingénieur : Création d'un poste

Filière Médico-sociale :

ATSEM Principal de 2<sup>ème</sup> Classe : création d'un poste

Filière Animation :

Animateur : création de sept postes

Animateur Principal de 2<sup>ème</sup> Classe : création de quatre postes

**Suppressions de postes : sous réserve de l'avis du Comité Technique du 26 Mars 2018 :**

Filière Administrative :

Adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression de quatre postes

Filière Technique :

Adjoint technique : suppression d'un poste

Adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression d'un poste

Technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression d'un poste

Ingénieur en Chef Hors Classe : suppression d'un poste

Filière Animation :

Adjoint d'animation : suppression de cinq postes

Adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression d'un poste

Animateur : suppression de quatre postes

**En conséquence, vu l'avis du Comité technique, il est proposé au Conseil municipal d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier.**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Anne BRISSAUD).

*Madame Nicole LIZA entre en séance.*

### **73. Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville**

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.



Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l' élu est victime d' atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l' élu est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d' attribution n' a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l' élu est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l' élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l' autorité territoriale en donnant tous les éléments d' information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d' avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l' auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n' est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu' à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n' est accordée que jusqu' à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l' annexe à la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D' approuver l' octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- D' approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- D' autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;

- De dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

**Monsieur le Maire** : Qui demande la parole ? Cela ne concerne que des agents. Je mets aux voix.  
Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité. Chers collègues, merci de votre participation active.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 21h22.*